

# LE SOLEIL

QUÉBEC, SAMEDI

31 MARS

2001

www.lesoleil.com

## ÉCRANS

JOHNNY DEPP, L'ANTIHEROS  
AU PHYSIQUE DE JEUNE  
PREMIER PAGE G 1

## PRIMEURS

SAINT GERMAIN  
L'ALCHIMISTE  
PAGE D 1



SHAWINIGATE

# Chrétien contredit par son ami

Yvon Duhaime a fait état, sous serment, de liens d'affaires entre le golf et l'auberge

EXCLUSIF

DOMINIC MAURAS

Dmauras@lesoleil.com

■ GRAND-MÈRE — Yvon Duhaime, le propriétaire de l'Auberge Grand-Mère, à qui Jean Chrétien a obtenu une aide de 615 000 \$ de la Banque fédérale de développement en 1997, contredit le premier ministre sur les liens d'affaires entre son établissement et le Club de golf Grand-Mère dont M. Chrétien a été copropriétaire.

Dans une déclaration assermentée devant la Régie des alcools, courses et jeux du Québec, le 2 novembre, M. Duhaime confirme que les deux entreprises ont des relations d'affaires fréquentes.

«Plusieurs soupers après tournois de golf (...) sont réservés depuis plus d'un an. Des ententes, des acomptes et des contrats ont été pris entre l'Auberge et ses clients. Vous comprendrez

Voir CHRÉTIEN en A 2 >

### AUTRES TEXTES

- Shawinigan se moque du «Shawinigate» Page A 3
- «Chrétien se retient trop souvent à mon goût» Page A 3
- Les libéraux serrent les rangs Page A 22



En plus d'être réduites à mendier, ces trois femmes sont aveugles. Elles ont choisi le parvis de la cathédrale, au cœur de la Plaza Grande, pour demander l'aumône aux milliers de visiteurs qui hantent le Quito colonial.

## L'Équateur, l'«homme malade» de l'hémisphère Sud

De retour d'Équateur, Monique Giguère entreprend, à compter d'aujourd'hui et jusqu'à lundi, une série d'articles sur ce pays pauvre et fragile qui vient de traverser trois années de chaos. Ces textes s'inscrivent dans le cadre des grands reportages que LE SOLEIL présente en collaboration avec LA PRESSE sur le Sommet des Amériques. Les journalistes Gilles Paquin, Monique Giguère, Ghislaine Rheault et Sophie Cousineau, dépêchés en Amérique centrale et en Amérique du Sud, nous décriront le vécu de ces pays invités à se joindre à une nouvelle zone de libre-échange couvrant les hémisphères d'ici le 21 avril.

PREMIER DE TROIS

QUITO—L'Équateur est l'«homme malade» de l'hémisphère Sud de l'Amérique. Ici, le malheur frappe avec une régularité assommante, choquante. Après les frasques meurtrières d'El Niño et le séisme de 1998, l'Équateur a connu la chute des prix du pétrole, la dévaluation vertigineuse de sa monnaie, l'effondrement de son système bancaire et l'exode massif de sa main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée. Jusqu'à la crevette qui a attrapé la maladie de la tache blanche, faisant chuter dramatiquement les exportations. Tout cela sans compter les coups d'État, les soulèvements indiens et la corruption généralisée qui gangrène l'économie.

La litanie des maux qui affligent le pays se décline comme un chapelet d'horreurs et font de l'Équateur, avec la Bolivie, le pays d'Amérique du Sud le moins apte à tirer son épingle du jeu dans un contexte de libre-échange entre les Amériques.



Monique Giguère

MGiguere@lesoleil.com

LE SOLEIL EN ÉQUATEUR

Voir ÉQUATEUR en A 16 >

### AUTRES TEXTES

- Plongeon forcé Page A 17
- Quito à le pays à dos Page A 18
- Un Roy en Équateur Page A 19

«Le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), ça ne part pas de la réalité de pays comme l'Équateur. Un pays pauvre. Fragile. Extrêmement vulnérable. Ça part de la réalité des pays riches», analyse Fernando Larrea, anthropologue et directeur de la Fondation



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

## STADE OLYMPIQUE Encore 14 milliards de cigarettes!

QUÉBEC — Vingt-cinq ans après les Jeux de Montréal, la dette olympique atteint encore 351 millions de dollars. Un véritable monstre dont on pense venir à bout en 2006. Tout ce que vous ne voulez plus savoir sur le gâchis olympique.

14 630 666 675 cigarettes. De quoi faire environ 82 fois le tour de la Terre, à condition de les placer bout à bout. Voilà la gigantesque quantité de tabac que les fumeurs du Québec doivent encore griller pour rembourser la dette héritée des Jeux olympiques de 1976. Paradoxe suprême, la facture de la grande fête de la jeunesse, de la condition physique et du sport se paye à petit feu grâce aux ventes d'un produit néfaste pour la santé. Un peu comme si les ventes d'armes servaient à financer un congrès des Sœurs de la charité.

Voir STADE en A 4 >

### AUTRE TEXTE

- Petit quiz olympien Page A 4

## Un palais pour les Hell's

JEAN-MARC SALVET

JMSalvet@lesoleil.com

QUÉBEC — Aux grands maux, les grands moyens. C'est dans un palais de justice tout neuf, construit spécialement pour eux, que seront jugés les Hell's Angels appréhendés lors de l'opération «Printemps 2001». Le nouveau bâtiment sera relié à la prison de Bordeaux par un tunnel.

On savait depuis mercredi que l'arrestation des 122 motards avait nécessité des trésors de discrétion chez les policiers. On sait depuis hier que tout avait été prévu jusque dans les moindres détails, y compris au ministère de la Justice.

Le gouvernement a ordonné à la Société immobilière du Québec de préparer des plans et devis pour le nouveau palais de justice. Il devra comprendre deux salles d'audience.

Il sera construit tout juste à l'extérieur de l'enceinte du Centre de détention de Bordeaux, à Montréal. Déjà logés dans l'aile B de la prison, les membres des Hell's Angels et de leurs clubs

Voir HELLS en A 2 >

### L'HORAIRE D'ÉTÉ

Cette nuit nous avancerons nos montres et horloges d'une heure.



### LA MÉTÉO

Maximum 2, minimum -7

Nuageux avec percées de soleil. Demain: la même chose. Détails page C 16

Accumulation de neige (à 13h hier)  
Ce mois-ci: 45,2 cm Lan dernier: 26,1 cm  
Cet hiver: 275,7 cm L'hiver dernier: 241,1 cm

QUÉBEC,  
10<sup>E</sup> ANNÉE, N° 92  
FLORIDE, 2,60 \$ US  
MONTREAL,  
OTTAWA 25  
PLUS TAXES

SAMEDI



1,52 \$ PLUS TAXES 6 27657 00076 6

PRÊT HYPOTHÉCAIRE

# 1% POUR 100 JOURS

Taux d'intérêt valide pour un temps limité. Certaines conditions s'appliquent.

Desjardins

TABLE DES MATIÈRES

**CAHIER A**  
La Capitale et ses régions ..... 3 à 16  
Contexte ..... 17 à 20  
Opinions ..... 21  
Le Québec et le Canada ..... 22 à 27  
Le Monde ..... 28 à 30

**CAHIER B**  
Argent ..... 1 à 16  
Bourses ..... 4 à 6  
Décès ..... 13 à 15

**CAHIER C SPORTS**  
Sports ..... 1 à 16  
Maurice Dumas ..... 5  
Carl Tardif ..... 7  
André A. Bellemare ..... 12  
Statistiques ..... 13 à 15

**CAHIER D**  
Primeurs ..... 1 à 18  
Votre agenda ..... 17

**CAHIER E**  
Carrières et professions ..... 1 à 14

**CAHIER F**  
Habitat/ Déco ..... 1 à 14  
Annonces classées ..... 15 à 40  
Divertissements ..... 36 et 37

**CAHIER G**  
Écrans ..... 1 à 10  
Agenda cinéma ..... 9

**CAHIER H**  
Partir ..... 1 à 10

**CAHIER I**  
Bonne Table ..... 1 à 12

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Annonces classées	844-4444
Carrières et Professions	686-3270
Promotion	686-3342
Publicité Détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.lesoleil.com  
925, chemin Saint-Louis, Québec  
Adresse postale : C.P. 1547, Succ.  
Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division de Compagnie UniMedia qui est l'éditeur. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hugues-Rand, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

C'ÉTAIT HIER

1991—Le Pacte de Varsovie cesse d'exister en tant qu'alliance militaire.  
1990—Une manifestation contre la « poll tax » fait 133 blessés à Londres.  
1987—Jean-Paul II commence en Uruguay un huitième voyage en Amérique latine. Il visitera aussi le Chili et l'Argentine. — Le Québécois Pierre Harvey enlève une quatrième médaille d'or aux Championnats canadiens de ski de fond.  
1986—Un Boeing 727 mexicain s'écrase au nord-ouest de Mexico : 166 morts.  
1985—Élections législatives au Salvador : le Parti démocrate-chrétien du président Duarte obtient 32 des 60 sièges à pourvoir.

CHRÉTIEN  
Lettre à Joe Clark



**Yvon Duhaime : « J'ai un projet d'expansion pour mon hôtel mais je ne pense pas qu'il passera à la Banque de développement du Canada... »**

Suite de la Une

que ceci représente la majeure partie des recettes de l'entreprise, puisque c'est une clientèle de touristes et aussi une clientèle en forfait golf, donc cela nécessite obligatoirement le service de boissons.»

L'attaché aux communications de la RACJ, François Moisan, a confirmé au SOLEIL que le 2 novembre 2000, Yvon Duhaime a déposé une lettre à la Régie portant sur l'Auberge et ses clients « et qu'il a témoigné assermenté en ce sens ».

Cette révélation contredit M. Chrétien qui a nié, lundi à la Chambre des communes, tout lien entre les deux entreprises. M. Chrétien a cité son conseiller à l'éthique, lui faisant dire « qu'il n'y avait aucun lien entre le club de golf et l'hôtel ».

Dans une lettre envoyée la même journée au leader conservateur Joe Clark, le chef libéral a été encore plus catégorique. « Il n'y a pas de lien financier entre le club de golf et l'Auberge. Étant donné que vous ne pouvez faire une telle démonstration, vous avez inventé de toutes pièces un lien entre les deux. »

« Vous décrivez l'Auberge comme le 19<sup>e</sup> trou pour les golfeurs qui veulent se désaltérer après une partie. Si vous visitez le terrain de golf, vous remarquerez qu'il possède son bar et son restaurant. Le bar de l'Auberge ne fournit pas de service au club de golf; au contraire, le bar de l'Auberge est un compétiteur. Par conséquent, vos inventions ne tiennent pas la route », écrit M. Chrétien.

Yvon Duhaime a acheté l'Auberge de trois hommes d'affaires, dont Jean

Chrétien, en 1993. En 1997, il a reçu un prêt de la Banque de développement du Canada après que le premier ministre soit intervenu à trois reprises auprès du président de cette banque. Son témoignage vient ajouter de l'eau au moulin des partis d'opposition qui soutiennent que M. Chrétien s'est placé en conflit d'intérêts en demandant une aide pour l'Auberge Grand-Mère.

Yvon Duhaime a fait ce témoignage l'automne dernier pour tenter de retrouver, l'été prochain, son permis d'alcool suspendu depuis le 13 mars. Entre 1998 et 2000, les policiers de Grand-Mère et de Shawinigan ont saisi 86 litres d'alcool illégal au sous-sol de l'hôtel, dans le bureau de Duhaime, ainsi qu'au bar de l'Auberge Grand-Mère. Au départ, la Régie voulait suspendre son permis pendant 90 jours à compter du 23 avril 2001. Duhaime s'y objectait, prétextant que la clientèle du golf était à ce point importante pour l'Auberge que sans elle et les autres réceptions durant l'été qui approche, la survie de l'hôtel était carrément en péril. « La suspension du permis durant l'été signifierait la faillite de l'Auberge », plaide Duhaime.

Bon joueur, la Régie s'est rendue aux arguments de l'ami du premier ministre et a accepté de scinder en deux périodes la suspension du permis d'alcool. Au grand plaisir des golfeurs, la suspension sera levée le 11 avril, et s'appliquera à nouveau du 9 octobre au 7 décembre.

PLUSIEURS DESCENTES POLIÉRIQUES

Le chef de la police de Grand-Mère, Yvon Sanscartier, a confirmé que ses policiers ont effectué plusieurs ins-

pections à l'Auberge Grand-Mère entre 1998 et 2000.

« On est mandaté par la sécurité publique pour vérifier si les bouteilles d'alcool ont bel et bien été achetées à la Société des alcools. C'est sûr qu'il y a du "transvidage" qui se fait, de l'alcool de contrebande ou acheté aux États-Unis que l'on verse ensuite dans des bouteilles québécoises. Dans le cas de l'Auberge Grand-Mère, on n'a jamais su où s'approvisionnait Duhaime », a déclaré le chef de police.

Dans sa décision rendue le 19 janvier dernier, la RACJ raconte que « les policiers se sont rendus à plusieurs reprises pour effectuer des inspections systématiques. Des manquements ont été constatés le 21 mars 1998, le 11 novembre 1998 et le 21 février 2000 ».

Au total, 86 litres d'alcool étaient non conformes. Des bouteilles de Grand Marnier, de la tequila, du Cin-

zano, des vinières et une centaine de bouteilles de bière qui ne portaient pas le timbre de la Société des alcools du Québec. Pourtant, à l'Auberge, on ne sert que de la bière en fût.

Lors de l'audition, le 2 novembre 2000 à Québec, M. Duhaime a tenté de démontrer à la Régie qu'il avait bel et bien acheté certaines bouteilles à la SAQ, factures à l'appui. La Régie n'a pas cru plusieurs de ses explications. Comme pour la centaine de bouteilles de bière d'ailleurs, Duhaime a affirmé qu'elles ont été laissées sur place par des clients et que des employés les ont trouvées « en faisant le ménage ». « Des explications peu crédibles », a conclu la Régie.

UNE AUBERGE POPULAIRE

À la télévision, cette semaine, Yvon Duhaime racontait à tout le monde que la *Shawinigate* n'était pas bon pour les affaires. Permettez-nous d'en douter. À la réception, les clés des chambres ont presque toutes trouvé preneurs.

« Monsieur Duhaime, l'hôtel est populaire ces temps-ci? », a demandé LE SOLEIL. « Je suis correct pour les trois prochaines années. On construit un barrage à Grand-Mère et 80% de mes chambres seront louées jusqu'en 2003. »

Un autre agrandissement pour bientôt, donc?

« Oui, j'ai un autre projet d'expansion pour mon hôtel. Vingt-quatre autres chambres. Les plans sont faits, tout est prêt, l'ascenseur est là, le terrain est délimité. Mais avec ce qui se passe présentement, je ne pense pas que mon projet passerait à la Banque de développement du Canada. Je vais attendre... », a répondu l'aubergiste.

Elle lui faisait beaucoup d'effet

HULL (PC) — Une ex-danseuse érotique, Josée Samantha Dubreuil, devra subir son procès pour le vol de billets de loterie gagnants à l'un de ses admirateurs d'Aylmer, dans l'Outaouais.

Entre le 24 mars et le 5 août 1996, Josée Dubreuil aurait dérobé à la victime 25 billets gagnants de la loterie « Pari sportif », pour une somme totale de 124 537 \$, à l'occasion de visites au domicile de l'homme de 34 ans, tombé amoureux de la danseuse.

Chaque billet gagnant avait une valeur de 4980 \$ et tous avaient été achetés dans des dépanneurs d'Aylmer par la victime et son frère, qui gagnent leur vie en misant au « Pari sportif » à partir de savants calculs mathématiques.

La dame a toujours allégué que l'homme était éperdument amoureux d'elle et qu'il lui avait donné les 25 billets gagnants. Elle a indiqué aux policiers que la victime venait régulièrement la voir à son lieu de travail et réservait, deux à trois fois par semaine, ses services pour un quart de travail entier — elle dansait devant lui pendant huit heures, à raison de 40 \$ l'heure.

Josée Dubreuil se serait rendue à Montréal le 22 juillet 1996, en compagnie de membres de sa famille, afin de récolter le fruit des 25 billets gagnants, une somme qu'elle avoue avoir partagée avec ses deux beaux-frères.

Au premier jour de l'enquête préliminaire, l'an dernier, la victime s'était effondrée, inconsciente, après 10 minutes de témoignage : l'homme aurait été incapable de tolérer plus longtemps le regard et les clin d'oeil de la suspecte.

HELL'S  
Payé par les motards...

Suite de la Une

affiliés s'y rendront par un tunnel. Il sera creusé au cours des prochaines semaines.

Les travaux nécessiteront un investissement de 10 millions \$. Ils seront complétés en septembre, à temps pour le début des procès.

Le ministre de la Justice, Paul Bégin, a expliqué que cette décision a été prise pour assurer la sécurité des juges, des jurés, des procureurs, des témoins et de la population en général.

Paul Bégin croit qu'il aurait été imprudent de tenir les procès au palais de justice de Montréal. Il n'est pas conçu pour accueillir des dizaines de motards criminels au cours d'une même audience.

Les va-et-vient entre Bordeaux et le palais de justice de Montréal auraient aussi entraîné des risques d'évasions. Il faut en effet traverser toute l'île

de Montréal pour se rendre d'un point à l'autre. Le nouveau palais de justice de Bordeaux devrait simplifier la tâche de tout le monde.

D'autant que les procès à venir pourraient durer des mois. La preuve recueillie par les enquêteurs est contenue dans 15 CD-ROM, l'équivalent de 2,3 millions de pages. Elle a été obtenue par la filature, l'écoute électronique ainsi que l'utilisation d'informateurs, d'agents-sources et de délateurs.

Les accusations portées vont du meurtre au gangstérisme en passant par le trafic de stupéfiants.

Ironiquement, la construction du palais de justice de Bordeaux pourrait être payée par les motards eux-mêmes. C'est ce qu'a souligné le ministre Bégin en notant que l'opération « Printemps 2001 » a entraîné la saisie d'argent et de biens d'une valeur d'au moins 12 millions \$.

**5 jours pour 5 \$**  
Annonces classées  
**844-4444 LE SOLEIL**  
Pour des articles de 100\$ et moins.  
Pour un temps limité. Annonce de 2 lignes.

**loto-québec résultats**

<b>Le Mini</b> NUMÉROS 936366 36366 6366 366 66 93636 9363 936	Tirage du 2001-03-30 LOTS 50 000 \$ 5 000 \$ 250 \$ 25 \$ 5 \$ 1 000 \$ 100 \$ 10 \$	<b>panco</b> Tirage du 2001-03-30 03 04 09 16 17 21 23 29 31 32 36 37 39 42 47 48 54 55 58 60
<b>Quintessence</b> Tirage du 2001-03-30 3 4 847 1757	<b>Extra</b> Tirage du 2001-03-30 135610	<b>SUPER 7</b> Tirage du 2001-03-30 03 10 17 33 36 38 46 Numéro complémentaire 04

**Le jeu doit rester un jeu**  
Les modalités d'encasement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L. Q., cette dernière a priorité.  
T.V.A., LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

Isuzu, 85 ans d'expérience.

**Son taux de financement de 1,9 % c'est comme une bouffée d'air pur**

Rodeo S 2001

Mensualité	421 \$	399 \$	313 \$
Comptant	0 \$	995 \$	4995 \$

**399 \$ / Mois**  
Baïl de 48 mois

Taux de location de 1,9 %  
Comptant de seulement 995 \$  
Frais de transport inclus

**ISUZU**  
Loin devant.

www.isuzuCanada.com

\*Basé sur un Isuzu Rodeo S 2001, P107 32 495 \$. Ces mensualités sont calculées sur un baïl de 48 mois et comprennent le transport, la préparation à la route et le taux d'accès. Pas compris : l'assurance, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat un co-païement initial (ou échange équivalent) ainsi qu'un premier versement et un dépôt de garantie vous seront demandés. Pendant la durée du baïl, la kilométrie allouée est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 0,32 \$. Programme 24 000 km aussi disponible. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Pour plus de détails, contactez votre détaillant Saturn Isuzu le plus près de chez vous ou composez le 1 800 263-1999

<b>Saturn Saab Isuzu de Québec</b> 765, rue Marais Québec 681-5777	<b>Saturn Saab Isuzu Rive-Sud</b> 4585, boul. de la Rive-Sud Lévis 835-1888	<b>Saturn Isuzu de Sainte-Foy</b> 3330, rue Watt Sainte-Foy 653-1312
---	--	---

**loto-québec résultats**

<b>Le Mini</b> NUMÉROS 936366 36366 6366 366 66	Tirage du 2001-03-30 LOTS 50 000 \$ 5 000 \$ 250 \$ 25 \$ 5 \$	NUMÉROS 93636 9363 936	LOTS 1 000 \$ 100 \$ 10 \$
---	--	---------------------------------	-------------------------------------

**5 Voyages à Hawaï\***  
(numéros non décomposables)

149A144	276B304	361A753	369B405
298A170	482B586	450A853	417B889
130B686		461A913	422B948
		162B969	425B144
		311B490	456B094

\*Chaque voyage est échangeable contre un chèque de 5 000 \$

15 lots de 500 \$ (numéros non décomposables)

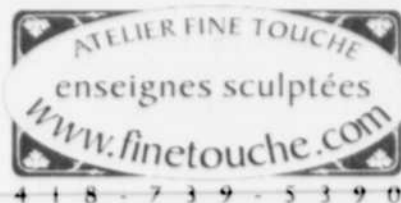
163A841	412A751	246B957	496B202
168A059	503A376	284B568	567B833
334A021	518A534	343B231	589B611
387A886	102B974	474B989	

30 lots de 250 \$ (numéros non décomposables)

118A699	216A966	129B655	419B597
128A554	292A304	141B784	427B003
140A694	306A719	257B696	459B388
161A914	338A287	261B953	537B925
171A753	347A876	281B925	543B207
180A300	377A539	401B353	545B779
197A420	502A240	414B382	545B944
206A502	512A300		

**Le jeu doit rester un jeu.**  
Les modalités d'encasement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L. Q., cette dernière a priorité.  
60 autres lots bonis le vendredi 6 avril

# SPÉCIAL



LA SAGA DE L'AUBERGE GRAND-MÈRE

## On jase peu du «Shawinigate»

Dans le comté de Jean Chrétien, les gens ont soit tourné la page sur l'affaire ou soit ils en rient comme d'une bonne blague

■ SHAWINIGAN — René Lachapelle est photographe. Il vend des photos de manifestations qui ont eu lieu depuis 1993 devant le bureau de comté de Jean Chrétien, l'autre côté de la rue. Des photos de «Ti-Jean» aussi, qui revient parfois dans le comté à l'improviste. «Des photos artistiques, une belle collection.»

Ce matin, je le croise par hasard au Caloca, l'un des deux cafés de la 5<sup>e</sup> Rue, au centre-ville de Shawinigan. Pour parler de tout et de rien. Et du «Shawinigate», un sujet qu'on doit imposer presque par la force ici dans les discussions.



Dominic Maurais

DMaurais@lesoleil.com

«Il n'a peut-être pas dit toute la vérité, Jean Chrétien. Mais les citoyens de la place font attention, prévient Lachapelle. Le Parti libéral est encore très fort et Jean est partout.»

Les électeurs de St-Maurice connaissent l'affaire Grand-Mère lorsqu'ils se sont présentés dans l'isoloir à la dernière élection, en novembre. Et ils ont fait leur choix: Chrétien avec 23 345

voix; contre 16 821 sur son adversaire bloquiste, un avocat peu connu, François Marchand. Pour eux, l'affaire est classée. Pour les électeurs comme pour la classe politique locale d'ailleurs. À Shawinigan, le «Shawinigate», ce n'est pas du chinois, c'est une vieille reprise défraîchie que l'on repasse ad nauseam sur tous les canaux à la fois.

«Et Paul Martin, là-dedans, où est-il? Dieu qu'il doit se régaler. Cette histoire-là, ce sont les Anglais qui l'ont montée de toutes pièces», craint un employé d'un lave-auto de Shawinigan-Est. Oui, les Shawiniganais sont vraiment à autre chose. Et puis après, la Ville de l'électricité n'a pas que ça à faire; elle est devant son miroir en train de se maquiller, elle a 100 ans cette année, la vieille.

Au comité organisateur des Fêtes du centenaire de Shawinigan, Jean Huard transporte des affiches publicitaires et fait la moue. «Avec toute cette histoire, il commence même à y avoir un capital de sympathie pour lui à Shawinigan.»

Au collège Shawinigan, dans les cours de politique, le Shawinigate, l'affaire Grand-Mère, ce n'est pas une crise, c'est un «running gag». «Cette affaire n'a aucun impact dans la région», affirme le politologue et ancien animateur de tri-



L'Auberge Grand-Mère est un des éléments clés de la saga dans laquelle est plongé Jean Chrétien.

bune téléphonique Jean-Yves Morin. «Les gens ne saisissent pas les détails. Dans mes cours, c'est même devenu une farce, Chrétien et son club de golf. C'est un discours de spécialistes et

une vendetta politique pour Joe Clark. Pour les électeurs de St-Maurice, le tordage de bras, ça fait partie de la politique, et Chrétien n'a fait que sa job de député.»

Convenant que le «Shawinigate» refuse de mourir malgré le dépôt des documents par le Commissaire à l'éthique cette semaine, le prof

### Le prof Morin prédit que la «presse nationale va finir par avoir la peau de Chrétien»

Morin prédit que «la presse nationale va finir par avoir la peau de Chrétien.»

«Il avait l'impression qu'en se faisant réélire rapidement, on oublierait toute cette affaire. Mais c'est revenu plus fort encore. Je prédis qu'il va devoir tirer sa révérence, lorsque la session prendra fin, cet été.»

### LA MAIRESSE DE GRAND-MÈRE EST DÉBORDÉE

Dans la région, des maires voient poindre le péril. Des dossiers en voie d'être réglés ne bougent plus. Linda Lafrenière, la mairesse de la ville de l'Auberge, aimerait bien sonner la fin de la récréation pour qui veut bien l'entendre. «Le système est malade. C'est disgracieux ce que fait l'opposition. Jean Chrétien est un visionnaire. Ça discrédite toute la classe politique. Qui va avoir le goût de se lancer en politique après ça?», lance la mairesse.

Mais M<sup>me</sup> Lafrenière, n'y aurait-il pas apparence de conflit d'intérêts? «Vous savez moi les apparences... C'est le résultat sur le terrain qui compte. Et puis, le golf n'a rien à voir avec l'auberge, et vice versa.»

Linda Lafrenière est une jeune mairesse dégoûdée au pas rapide et à la répartie facile. Mais assise face à deux piles de documents, elle se dit débordée par la flopée de «demandes d'accès à l'information» envoyées par l'Alliance canadienne. Le parti demande les comptes de taxes de l'Auberge, les évaluations, la correspondance entre la Ville et l'Auberge question d'amener de l'eau au moulin aux Communes.

«En plus, Stockwell Day envoie des chercheurs d'Ottawa pour venir chercher les documents!» soupire le premier magistrat.

Quand ce n'est pas Day, c'est le combat contre la fusion avec Shawinigan et Shawinigan-Sud, un autre mariage forcé de Louise Harel. Et s'il reste du temps, elle a dans les pattes un conseiller récalcitrant qui refuse de voter au conseil et qu'elle doit mettre à l'amende à chaque séance. Bref, le «Shawinigate» pour Grand-Mère...

## «Chrétien se retient trop souvent à mon goût», dit Yvon Lemire

■ SHAWINIGAN — Quand Jean Chrétien est revenu dans St-Maurice, en 1993, son homologue provincial faisait ses valises ou presque. Yvon Lemire représentait ce comté à l'Assemblée nationale. L'ancien premier ministre Robert Bourassa l'avait nommé adjoint parlementaire au ministre des Mines, Forêts, Énergie et Ressources, mais il s'était fait surtout connaître pour ses batailles musclées contre des syndicats de la construction.

Yvon Lemire venait de passer neuf ans et demi de sa vie comme député et en avait assez. L'entrepreneur en construction de carrière voulait retourner à ses anciennes amours, l'immobilier, et à l'aquarelle, son dada. Mais avant de partir, il restait un gros dossier à régler, celui de la Cité de l'Énergie, devenue depuis l'attraction touristique par excellence en Mauricie.

«Le 15 décembre 93, le chef de cabinet de Daniel Johnson, John Parisella m'appelle et me dit que lui et le chef de cabinet de Jean Chrétien, Jean Pelletier, viennent de régler le dossier de la Cité de l'Énergie. «N'en parle pas à personne, on va l'annoncer en janvier.»

«En janvier 94, alors que je suis en vacances à mon condo de Miami, je reçois un appel de Denise Tremblay, une adjointe au bureau de comté de Chrétien, me demandant de rentrer à Shawinigan

pour l'annonce officielle. J'entre d'urgence par avion pour me faire dire en arrivant que la conférence de presse est annulée. M<sup>me</sup> Tremblay me dit que le premier ministre ne veut plus faire l'annonce et qu'un ministre la ferait à sa place. Peut-être André Ouellet. Un peu frustré, j'appelle Jean Chrétien à Ottawa. Il me répond: «Yvon, je ne peux pas l'annoncer. Tu sais, la perception des gens... J'aimerais mieux que Ouellet l'annonce à ma place, ça va mieux passer.»

Pour Yvon Lemire, Jean Chrétien a toujours voulu montrer patte blanche dans le comté aux yeux de ses amis, électeurs et journalistes. À écouter l'ancien député provincial, on pourrait croire que s'en est presque devenu une obsession. «Il a fait de grandes choses pour le comté — le Parc national et le Centre de données fiscales. Mais depuis 93,

Jean Chrétien ne veut pas trop profiter de son influence, de sa force. Combien de dossiers auraient pu débloquer avec une bonne poussée de sa part? En fait, il se retient trop souvent à mon goût. Et le comté en a peut-être souffert.

«Plus j'y pense, plus je crois qu'il a bien fait d'appeler le président de la Banque fédérale de développement dans le dossier de l'Auberge Grand-Mère. Plus que ça, il devrait l'appeler plus souvent!»

### GILLES GRONDIN À LA DÉFENSE DE CHRÉTIEN

Pas très loin de là, de l'autre côté du pont qui enjambe la rivière St-Maurice, l'ancien député libéral fédéral de St-Maurice, Gilles Grondin, fait la navette entre sa maison et l'Hôtel-Dieu de Québec. À le voir avec ses 275 livres, il paraît en bonne forme. Mais Gilles Grondin est malade; il se bat courageusement contre un cancer de la moelle épinière depuis mars 94. Dans les 10 derniers jours, il a subi 27 traitements de radiothérapie.

La politique fédérale, ce n'était pas pour lui. Il s'était fait élire en 1986 et a démissionné deux ans plus tard. «Ottawa, c'était trop loin du vrai monde, des vrais problèmes.»

Pour Gilles Grondin, le «Shawinigate» donne des nausées. «Regardez ce qu'a fait Mulroney dans son comté. La prison de Port-Cartier et tout le reste. Un député n'a pas le choix. Quand il se fait élire, on veut qu'il réalise des choses dans le comté. S'il ne le fait pas, il se fait montrer la sortie. À l'élection de 1997, les gens trouvaient que Chrétien n'en avait pas fait assez pour St-Maurice et le résultat avait justement été très serré (Jean Chrétien avait récolté 22 266 voix contre 20 664 pour le candidat bloquiste Yves Duhaime).»

Et l'effet de la couverture médiatique dans tout ça? Comment la région est-elle perçue dans le reste du pays?

La réponse de l'ancien maire de Shawinigan-Sud surprend. «Depuis 1999, la couverture du *National Post* a eu un effet positif pour le comté. En lisant les articles, les électeurs ont réalisé ce que Chrétien avait véritablement fait pour eux. Malgré ce qu'on peut penser, le *National Post*, c'est un peu de la publicité gratuite pour lui.» D.M.

DEMAIN

Un curé a besoin d'argent pour son «auberge de sans-abri».



Yvon Lemire, ex-député libéral à Québec défend son ami Jean Chrétien.

<p><b>FORESTER L 2001</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Traction intégrale à prise constante</li> <li>Moteur 2,5 litres, 16 soupapes</li> <li>Prise 12 V au coffre</li> <li>Freins antibloquage à 4 capteurs, 4 circuits ABS</li> <li>Verrouillage et lève-glaces électriques</li> <li>Deux coussins gonflables</li> <li>Stereo AM/FM avec lecteur de cassette</li> <li>Phares antibrouillard</li> <li>Régulateur de vitesse</li> <li>Et beaucoup plus!</li> </ul> <p><b>#1</b> <b>319\$ /MOIS</b></p>	<p><b>Le leader à Québec</b></p> <p><b>Acadia</b></p> <p><b>SUBARU</b></p> <p>Autoroute de la Capitale sortie Pierre-Bertrand <b>681-6000</b> www.subaru.ca</p> <p><b>SUBARU</b> L'attraction intégrale</p> <p><b>Là y a du service!</b></p>	<p><b>OUTBACK 2001</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Traction intégrale à prise constante</li> <li>Moteur 2,5 litres, 16 soupapes</li> <li>Climatiseur</li> <li>Freins ABS • Différentiel arrière autobloquant</li> <li>Dégivreur d'essuie-glace avant et essuie-glace arrière intermittent</li> <li>Siège du conducteur à réglage électrique en six points et sièges avant chauffants</li> <li>Rétroviseurs extérieurs électriques</li> <li>Deux coussins gonflables</li> <li>Régulateur de vitesse</li> <li>Stereo AM/FM/bande météo avec lecteur de cassette</li> <li>Phares antibrouillard halogène à quartz lampes</li> <li>Et beaucoup plus!</li> </ul> <p><b>Maintenant offert 6 cylindres</b></p> <p><b>Automatique</b> <b>379\$ /MOIS</b></p>
---	--	---

## LA DETTE OLYMPIQUE, 25 ANS PLUS TARD

STADE  
840 millions \$

Suite de la Une

Aujourd'hui, chaque fois qu'un fumeur achète un paquet de cigarettes, environ 16 sous sont versés dans un fonds spécial servant à rembourser la dette olympique. À ce rythme de tortue, l'ardoise devrait être effacée pour le 30<sup>e</sup> anniversaire des Jeux, en 2006. Cela suppose, bien sûr, que le nombre de fumeurs demeure à peu près stable, que la contrebande de cigarettes ne gagne pas trop de terrain et que le stade ait la gentillesse de ne pas perdre une poutre ou un morceau quelconque.

Pour l'instant, la facture des installations olympiques se chiffre à quel que 2,7 milliards de dollars, dont près de la moitié ont été payés en intérêts. À lui seul, le stade a coûté 840 millions \$, au lieu des... 65 qui avaient été prévus au départ. En calculant les intérêts, on peut estimer que le « chef-d'œuvre » de Taillibert a siphonné un milliard et demi au Trésor québécois. Pour votre gouverne, sachez qu'en 1975, à l'époque des Olympiques de Montréal, la ville de Pontiac, au Michigan, construisait un stade couvert, le Silverdome, pour la modique somme de 55,7 millions.

**Dans une entrevue accordée au magazine « Mojo », en 1999, le guitariste Roger Waters a expliqué à quel point la masse informe des spectateurs en délire et le caractère inhumain des lieux l'avaient dégoûté**

En 1976, la Ville de Seattle érigeait pour sa part le Kingdome pour la bagatelle de 67 millions. Faites le calcul. Pour le prix du chef-d'œuvre de Taillibert, on aurait pu construire au moins une douzaine de stades couverts de 60 000 places à travers le Québec. Il est vrai que nous ne saurions trop que faire de tous ces bâtiments. Sans compter que ses constructions « banales » ne pourraient pas aspirer au titre de huitième merveille du monde.

Il n'empêche. Depuis 1976, la survie étonnante de la dette olympique défie toutes les prédictions. On l'a successivement comparée à un trou noir financier, à un puits sans fond, à un ogre particulièrement vorace, à une pieuvre, à une hydre à neuf têtes et même, tenez-vous bien, à une pustule hémorragique. Tous ceux qui se sont aventurés à fixer la date de son remboursement se sont fourvoyés. Tous, sans exception. En 1977, le président de la Régie des installations olympiques (RIO) pensait liquider la facture des Jeux en deux ans.

L'échéance fut ensuite reportée à 1982, à 1983, puis à 1986. Au début de 1990, on annonçait fièrement le dernier paiement pour... 1994. Deux ans plus tard, on révisait les calculs: l'heure de la libération n'allait sonner qu'en 1996. Peine perdue. Finalement, en 1994, au plus fort de la contrebande de cigarettes, les spécialistes financiers se sont tapé une bonne déprime. « On n'en verra jamais la fin », chuchotaient les fonctionnaires du ministère des Finances. La dette allait survivre jusqu'en 2013. Peut-être plus, disait-on à l'époque.

Ces jours-ci, on nous annonce la fin de l'hémorragie financière pour 2006. Mais ne parlez pas votre chemise là-dessus. Depuis la clôture des Jeux olympiques, il ne s'est jamais écoulé plus de quatre années sans qu'un pépin majeur ou une poursuite judiciaire ne vienne gonfler la colossale facture. Dans l'histoire du stade, les catastrophes surviennent avec une régularité qui donnerait des complexes à n'importe quel métromane. Avec les seuls frais versés en études de toutes sortes, on pourrait sans doute couvrir d'asphalte toute l'île de Montréal. En 1991, la dette avait atteint 362,3 mil-

lions \$, un niveau comparable à celui d'aujourd'hui. Hélas. En septembre de cette année-là, le ciel est littéralement tombé sur la tête de la RIO, sous la forme d'une poutre de 55 tonnes qui s'est détachée de la structure. L'une des pires séries noires de l'histoire de notre stade de malheur commençait, qui allait entraîner la fermeture du bâtiment pendant de longs mois. Pierre Biébeu, alors directeur général de la RIO, se souvient: « En l'espace de quelques mois, nous avons dû encaisser l'effondrement d'une poutre de 55 tonnes, une déchirure majeure de la toile, une émeute à un spectacle de Guns & Roses et à l'effacement du plancher de la piscine olympique. On ne s'envenimait pas, je vous l'assure. »

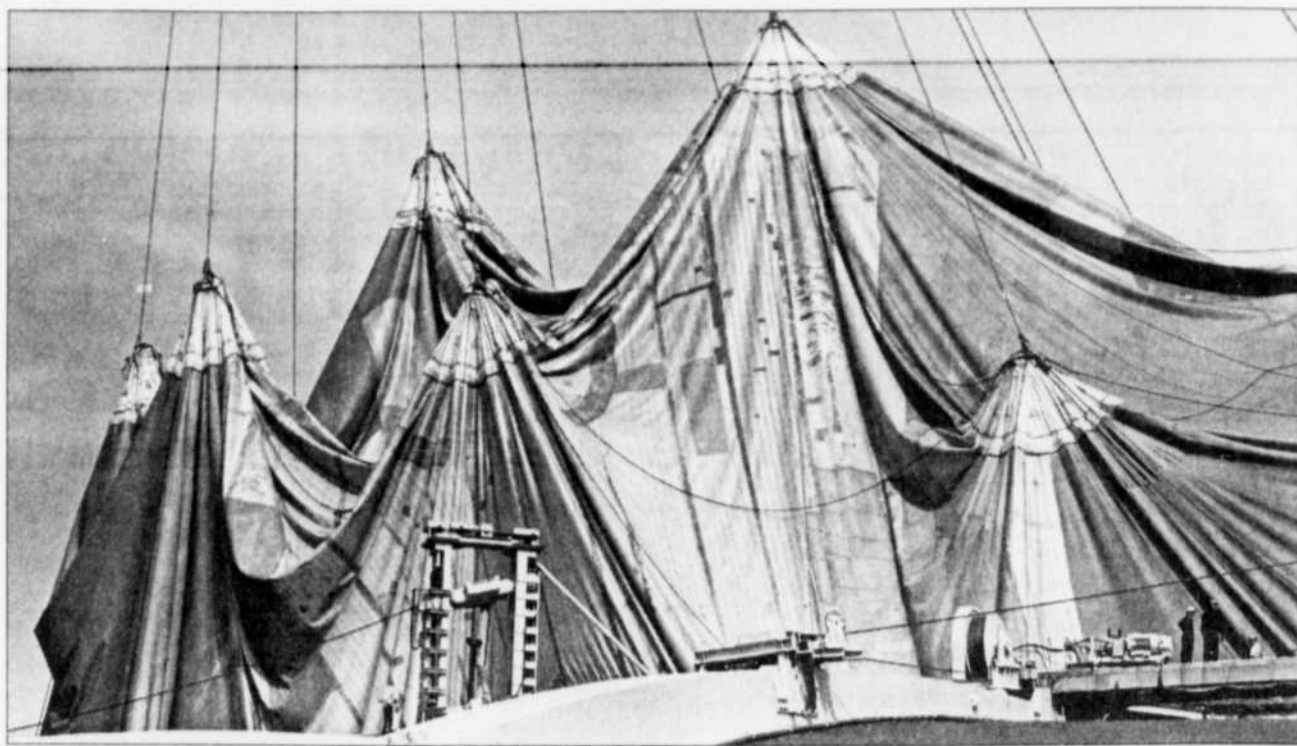
Non, on ne s'ennuie pas avec les installations olympiques. Sauf qu'avec le temps, le prodigieux gâchis engendré par les Jeux a fini par s'intégrer au paysage. Comme les abris temporaires, la varicelle ou le cholestérol. Dénoncer le gaspillage, les erreurs grossières et la corruption qui l'ont engendré devient aussi banal que de parler de la température. Le plus souvent, on préfère se quereller sur l'héritage des installations olympiques de Montréal. Vingt-cinq ans plus tard, le vélodrome a été transformé en biodôme, à la grande joie de pingouins qui se dandinent sur la dépouille d'une des plus longues pistes de vélo intérieure au monde. La tour inclinée, qui devait accueillir de somptueux gymnases, demeure à peu près inoccupée, à l'exception du funiculaire et d'un somptueux hall d'entrée. Le gouvernement du Québec vient justement d'y annoncer un investissement de 20 millions de dollars, pour attirer des locataires vraiment courageux. Quant au stade lui-même, le départ imminent des Expos achèvera de le transformer en un vaste entrepôt destiné aux foires ou aux salons de toutes sortes. Même la musique semble allergique au monstre de béton. Avant d'écouter Mozart à tue-tête dans le fond d'une poubelle...

Reste quelques curiosités, comme les ascenseurs de trois mètres de hauteur, conçus pour permettre l'entrée d'un javelot. Ou la « niche », une vaste cavité qui devait servir à remiser la toile, à mi-hauteur de la tour. À l'usage, elle s'est finalement révélée trop petite.

Il serait toutefois injuste de prétendre que les installations olympiques de 1976 n'ont pas engendré de grandes choses. Certes, le projet d'un hôtel japonais dans le mât a été abandonné. Néanmoins, notre stade de 840 millions aurait inspiré le célèbre album *The Wall*, du groupe Pink Floyd, au cours d'un concert, le 6 juin 1977. Dans une entrevue accordée au magazine *Mojo*, en 1999, le guitariste Roger Waters a expliqué à quel point la masse informe des spectateurs en délire et le caractère inhumain des lieux l'avaient dégoûté. Au point de lui donner l'envie de construire un mur autour de lui, pour se protéger. « Ils venaient de finir ce stade immense et la grue était encore là. Ils avaient oublié de la démanteler et ils ne pouvaient plus la sortir (...) Ce genre d'endroit n'était pas conçu pour la musique, mais bien pour des événements sportifs. Ce n'est pas étonnant d'y ressentir une espèce de rituel guerrier, parce qu'il s'agit de l'essence même du sport (...) »

La morale de cette histoire, c'est que l'histoire se répète. Voilà que Toronto rêve à son tour d'accueillir les Jeux de 2008. Comme toujours, on prévoit que l'événement générera de plantureux profits. Les organisateurs des Jeux olympiques de Sydney disaient la même chose, l'an dernier. Leurs Jeux d'été, « les plus réussis de l'histoire », selon le président du Comité international olympique, devaient déboucher sur un profit de 60 millions \$. Ils ont plutôt engendré un déficit d'un milliard et demi de dollars.

Ça ne vous rappelle pas quelque chose? De quoi donner raison au maire Jean Drapeau qui disait que les Jeux olympiques « invitent au dépassement ».



La première toile du stade olympique, qui avait coûté 75 millions de dollars, fut vendue au prix modique d'un dollar en 1998. Que voulait en faire son acheteur?

## Petit quiz olympien

JEAN-SIMON GAGNÉ

JS.Gagne@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Vous croyez tout savoir sur la saga des installations olympiques? Voici un petit questionnaire qui mettra à l'épreuve votre esprit olympique tout en vous rafraîchissant la mémoire...

1) En janvier 1999, peu après une importante déchirure de la toile, on révéla d'épineux problèmes constatés depuis 1995 à propos du stade. De quoi s'agissait-il?

- a) la base de la Tour inclinée s'enfonçait dans le sol et présentait d'importantes fissures;
- b) la structure du stade, souple, ne peut soutenir un toit fixe comportant une importante structure d'acier, que Taillibert appelait « une soupière de 600 tonnes »;
- c) la foudre s'abattait régulièrement sur le haut de la tour inclinée, au point de rendre inopérante une partie du circuit électrique;
- d) certains murs de la Tour avaient été isolés avec de la mousse d'uréformaldéhyde;
- e) a et b.

2) Depuis 25 ans, combien le Québec a-t-il payé en intérêts sur la dette olympique?

- a) un milliard;
- b) 2,7 milliards;
- c) 1,2 milliard;
- d) 500 millions;
- e) aucune de ces réponses.

3) En 1982, la toile du stade arrive finalement du sud de la France, où elle était entreposée depuis dix ans, pour la modique somme de 456 000 dollars. Quelle constatation surprenante font alors les spécialistes?

- a) à cause de mauvaises conditions d'entreposage, la toile s'est détériorée au point de ne plus être étanche. Elle présente notamment deux déchirures de 20 mètres de longueur;
- b) la toile est trop petite. Il lui manque précisément 4500 m<sup>2</sup>;
- c) le kevlar de la toile souffre d'un important défaut de fabrication. Par endroits, il se révèle aussi fragile que du papier de soie;
- d) les points d'ancrage de la toile ne sont pas compatibles avec ceux du stade. Il faut tout recommencer à zéro;
- e) toutes ces réponses.

4) Parmi les phrases suivantes, laquelle a été prononcée par l'ancien maire de Montréal, Jean Drapeau?

- a) le Stade olympique a été conçu et est construit de façon à démontrer que l'impossible partout ailleurs est possible à Montréal;
- b) je vous promets une formule budgétaire réaliste qui empêchera tout déficit;
- c) quand la fumée sera dissipée et que la poussière aura disparu, quand les gens réfléchiront sérieusement, ils diront alors que j'avais raison;
- d) il est tout aussi impossible pour les Olympiques d'avoir un déficit que pour un homme d'avoir un bébé;
- e) toutes ces réponses.

5) Quelle solution « écologique » proposa un député du Parti québécois, en 1976, pour trouver une vocation au Stade olympique?

- a) démolir le bâtiment et le remplacer par un espace vert;
- b) remplir le stade d'eau afin d'y établir le plus grand aquarium du monde;
- c) remplir le stade de terre pour le transformer en gigantesque pot à fleurs;
- d) laisser le complexe tomber en ruines pour organiser des visites touristiques, au même titre que le Colisée de Rome ou l'Acropole d'Athènes;

e) doter le stade d'un toit translucide, pour transformer l'édifice en un parc public toujours vert, avec des arbres centenaires, des fontaines et plusieurs espèces d'animaux en liberté, notamment des cerfs de Virginie et des dindons sauvages.

6) Quelle portion de la dette olympique le Québec a-t-il remboursée l'an dernier?

- a) 10 millions;
- b) 100 millions;
- c) 93 millions;
- d) 57 millions;
- e) le remboursement de la dette a été suspendu l'an dernier.

7) La première toile du Stade olympique, qui avait coûté 75 millions de dollars, fut vendue au prix modique d'un dollar en 1998. Que voulait en faire son acheteur?

- a) des millions de pneus de bicyclettes;
- b) des petits morceaux que l'on pourrait revendre 4,75 \$ chacun, taxe comprise, à la manière des morceaux du Mur de Berlin;
- c) des millions d'abris d'auto individuels pour l'hiver;
- d) l'artiste américain Christo voulait s'en servir pour « emballer » la Tour Eiffel, comme il l'avait fait pour le Reichstag, à Berlin;
- e) aucune de ces réponses.

8) Toutes les citations suivantes peuvent être attribuées à l'architecte Roger Taillibert, sauf une. Laquelle?

- a) à propos de l'ancien vélodrome, transformé en biodôme: On est allé y mettre quatre pingouins et trois perroquets. (...) On est allé y mettre de l'humidité. À plus ou moins long terme, il y aura des problèmes. Le béton n'est pas étanche. Comme il y a de l'acier à l'intérieur, un jour ou l'autre, il y aura des attaques corrosives;
- b) à propos du « génie » québécois: « Je n'ai jamais compris comment, sur un budget de 57 millions pour une toiture fixe, on pouvait consacrer 20 millions aux études. Avec 20 millions, on fait une étude complète pour un stade »;
- c) à propos du déficit olympique: La plus grande erreur, fut de ne pas avoir séparé le budget d'opération de celui des infrastructures. (...) En tenant compte des infrastructures toujours existantes, l'aventure olympique s'est plutôt traduite par un profit d'opération de 150 millions \$;
- d) répondant à ses détracteurs: Je suis devenu un masque idéal que l'on promène à merci dans ce carnaval, protégeant des anonymats honteux;
- e) lorsque j'ai déposé mes plans, je n'ai pas évalué les coûts. Ça ne faisait pas partie de ma mission.

9) Combien a coûté le toit du stade depuis 1987 (intérêts non compris)?

- a) 112 millions;
- b) 120 millions;
- c) 200 millions;
- d) 50 millions;
- e) 71 millions.

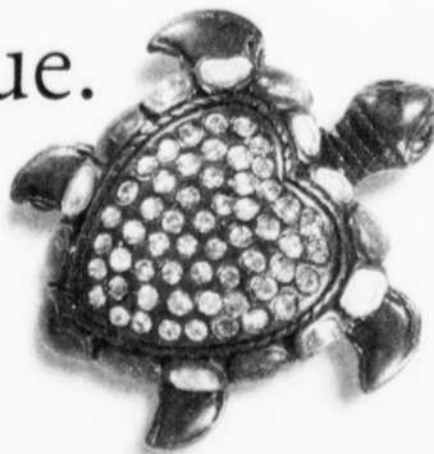
10) Si les Olympiques de Montréal ont coûté 2,7 milliards de dollars, à combien peut-on estimer le prix d'une médaille d'or obtenue par le Canada lors de ces Jeux?

- a) 900 millions;
- b) 450 millions;
- c) 300 millions;
- d) 1,35 milliard;
- e) aucune de ces réponses.

RÉPONSES: 1:e, 2:c, 3:b, 4:c, 5:c, 6:d, 7:b, 8:c (la citation doit plutôt être attribuée à Dick Pound, ancien vice-président du CIO, 9:a, 10:e (le Canada n'a récolté aucune médaille d'or aux Jeux de Montréal).

## Le REER et la tortue.

Rien ne sert de courir... Il faut cotiser à point, se disait la tortue. Ainsi, avec le PEP REER Placements Québec, elle trouva le moyen d'épargner à son rythme et sans effort, en prévision de sa retraite. À la fréquence souhaitée, un montant de son compte personnel est automatiquement prélevé. Lentement mais sûrement, elle franchira le fil d'arrivée, avec une contribution déductible d'impôt à la fin de l'année.



- Montant (minimum de 25 \$) et fréquence (hebdomadaire, aux deux semaines ou mensuelle) des prélèvements à votre choix.
- Modification du montant et de la fréquence des prélèvements permise en tout temps.
- Aucuns frais d'administration.

Québec  
Placements Québec

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h.

Pour la région de Québec, composez le 521-5229.

PLAN REER  
ÉPARGNE  
PÉRIODIQUE  
PLACEMENTS  
QUÉBEC

www.placementsqc.gouv.qc.ca

1 800 463-5229

# Le chauffard à l'ombre pour 9 ans

## Bertrand Gagné ne pourra plus conduire de véhicule durant les 15 prochaines années

IAN BUSSIÈRES  
Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — Devant des familles déchirées par l'émotion, le juge Jean-François Dionne a condamné hier après-midi le chauffard Bertrand Gagné, 51 ans, à une peine de neuf ans d'emprisonnement pour avoir causé, par négligence criminelle, la mort de la petite Marie-Pierre Roy, 12 ans, et de son frère Mathieu, 9 ans.

On doit toutefois soustraire la détention préventive déjà purgée par Gagné de la peine imposée par le juge, ce qui ramène la durée d'emprisonnement à huit ans et deux mois. Le Thetfordois s'est également vu interdire la conduite de tout véhicule pour une période de 15 ans.

Il s'agirait de la deuxième sentence la plus sévère imposée pour ce type d'accusation après les dix ans imposés à Sylvain Bois pour avoir causé la mort de deux personnes et des blessures à une troisième en 1999.

### LARMES ET ÉMOTION

L'émotion était palpable dans la salle d'audience pendant que le juge rendait sa sentence. D'un côté, les membres de la famille Thivierge-Roy sanglotaient quand le magistrat faisait mention des deux jeunes disparus alors que de l'autre, l'une des sœurs de Gagné a éclaté en pleurs quand elle a appris que son frère passerait neuf ans au pénitencier.

Fait rare, même le juge a eu peine à retenir ses larmes et a dû faire une pause dans la lecture de son jugement avant de reprendre et de dire des deux

victimes qu'ils étaient deux enfants à l'image de ce que la vie a de plus beau à offrir.

Le magistrat a cité plusieurs facteurs aggravants pour justifier sa sentence, notamment la personnalité narcissique de Gagné, ses possibilités de réhabilitation absentes pour l'instant et le fait qu'il ait pris sans permission la voiture de son ex-femme hospitalisée alors qu'il ne détenait pas de permis et était dans un état d'intoxication très avancé.

« Cet état est très proche de la préméditation », a-t-il déclaré, ajoutant également que l'emprisonnement était nécessaire pour empêcher ce chauffard récidiviste de recommencer.

### APPEL POSSIBLE

Si le procureur de la Couronne, M<sup>r</sup> Serge Sévigny, était satisfait du verdict rendu par le juge Dionne, c'était tout le contraire du côté de l'avocat de Gagné, M<sup>r</sup> Jean Couture, qui avait demandé une peine de cinq à six ans de prison pour son client.

« Ce que j'ai plaidé n'a pas été retenu par le juge. J'analyserai la sentence au cours des prochains jours et j'en discuterai avec mon client. C'est évident qu'on envisage un appel », a déclaré l'avocat.

### LA FAMILLE TRÈS DÉÇUE

La pilule était également dure à avaler pour les membres de la famille des victimes, qui étaient aussi insatisfaits de la sentence, mais pour des raisons bien différentes.

S'adressant pour la première fois aux médias depuis le début de l'affaire, la mère de Marie-Pier et Mathieu, Martine Thivierge, et sa fille Kathia estiment que la sentence est loin d'être exemplaire.

« Il fera trois ans, il sortira, il cuvera son vin et peut-être qu'il tuera d'autres enfants! J'aurais souhaité qu'il écope d'au moins 15 ans », a lancé la mère de famille, ajoutant que Gagné avait gâché la vie de sa famille.

« C'est comme si on lui donnait une petite tape sur la main en espérant qu'il va peut-être s'en sortir. Mais non, il ne s'en sortira pas! Des pourris comme ça ne s'en sortent pas! », a-t-elle



En larmes, le frère et les sœurs de Bertrand Gagné ont quitté rapidement le tribunal après l'audience hier après-midi.

**Des pourris comme ça ne s'en sortent pas**  
— La mère

le poursuivi. L'un des oncles des enfants, Gilles Thivierge, s'est pour sa part dit très déçu du travail procureur de la Couronne, qui avait réclamé une peine de dix ans de prison contre Ga-

gné. « Quand je lui ai dit que ce n'était pas assez, il m'a répondu que s'il demandait plus que ça, le juge lui dirait qu'il manquait de sérieux! » a-t-il déclaré en terminant.

### Méthode Feldenkrais

- Retrouver votre souplesse, prévenir les maux de dos
- Mettre fin aux mauvaises postures qui créent de la douleur

Portes ouvertes: 10, 11, 12 avril

Début des cours: 17 avril

Journée intensive: 28 avril

Marie Lorraine Bérubé 527-8232

Enseigne à Québec, en Europe, au Japon et aux É.U.



Praticienne certifiée

### Confort et Qualité pour celle qui se fait belle



Depuis 30 ans, POULIOT vous offre des chaussures adaptées à votre style de vie. Nous sommes les maîtres-chaussiers.



**POULIOT**

2990, chemin Ste-Foy Sainte Foy 418-652-0100 1-800-363-6172

il y a des gens qui se distinguent



Nuisette

49<sup>95</sup>

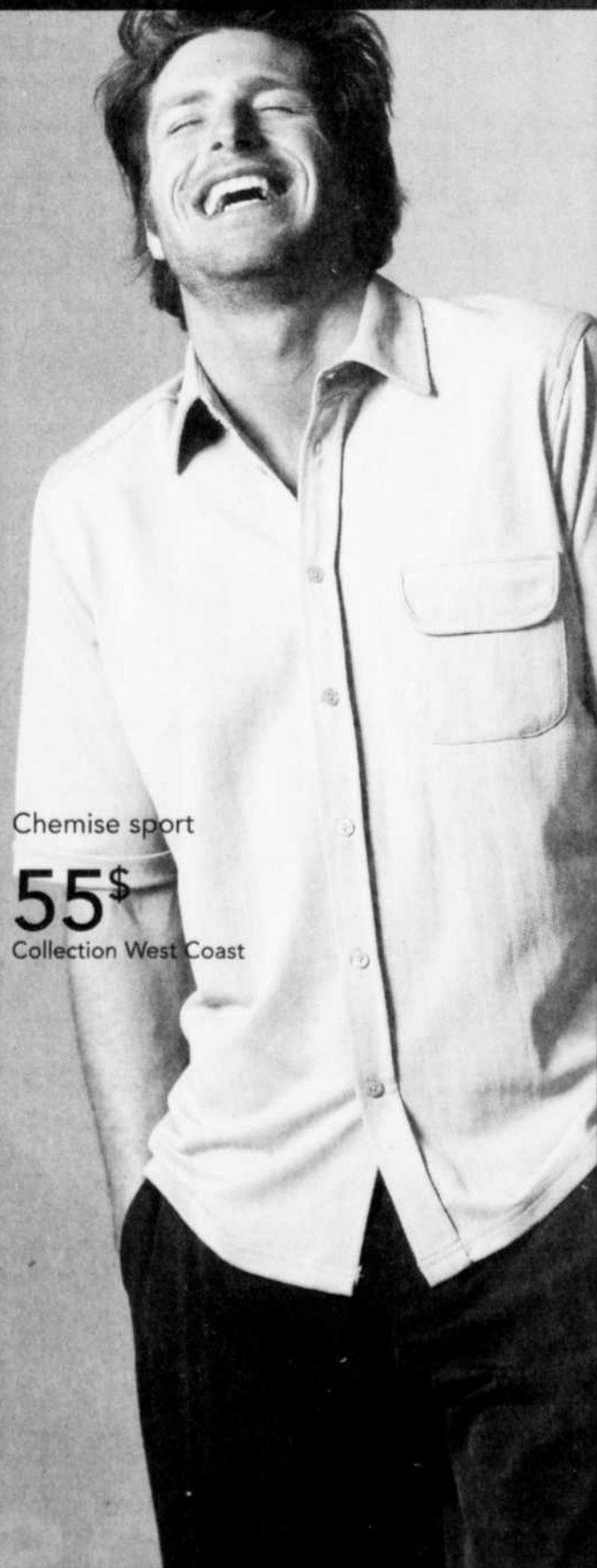
Jones New York. Peignoir coordonné, 89,95 \$.



T-shirt

25<sup>95</sup>

Guess. Offert au Mail Champlain et à Place Ste-Foy



Chemise sport

55<sup>95</sup>

Collection West Coast



Chemisier

39<sup>95</sup>

Collection Les Ailes



**AILES**  
LES AILES DE LA MODE

Nulle part ailleurs



19<sup>95</sup>

Précidio Ensemble plateau et 6 verres

AFFAIRE WILLIAMSON

# Le coroner ordonne une enquête publique

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Le coroner en chef de Québec, le docteur Serge Turmel, a ordonné hier la tenue d'une enquête publique visant à clarifier les causes et les circonstances entourant le décès de Hubert Williamson, cet homme de 57 ans souffrant de problèmes psychiatriques qui a été retrouvé pendu chez lui il y a deux semaines. Son histoire avait été mise au jour par LE SOLEIL dans son édition du 23 mars.

Les coordonnées des auditions, qui seront présidées par la coroner Andrée Kronstrom, ne sont pas encore connues, mais on peut s'attendre à ce qu'elles se tiennent d'ici la fin de l'été au palais de justice de Québec.

« Cette histoire mérite d'être éclairée. Jusqu'à maintenant, les opinions à propos de ce qui s'est passé sont divergentes. On veut tirer tout ça au clair et, éventuellement, émettre des recommandations », précise le porte-parole du Bureau du coroner, François Houle.

Le 15 mars, vers midi, les employés de la Maison de Lauberivière ont accueilli Hubert Williamson, vêtu d'une jaquette d'hôpital et chaussé de pantoufles. Le personnel de l'Enfant-Jésus lui avait donné son congé, estimant son désordre psychiatrique stabilisé.

Juste avant, une travailleuse sociale de l'hôpital avait pris soin de commu-

niquer avec le personnel de Lauberivière pour lui assurer que Williamson ne représentait aucun danger. Elle disait qu'il était un maître manipulateur qui parlait de se suicider seulement pour avoir de l'attention, et qu'il avait simplement besoin de vêtements avant de pouvoir retourner à son logement du boulevard Charest, à Québec.

Absolument convaincus du contraire, les responsables de Lauberivière ont recommandé avec l'Enfant-Jésus pour dire que le patient était véritablement suicidaire et qu'il devait être hospitalisé en psychiatrie, mais la préposée de l'hôpital a insisté pour qu'il soit retourné chez lui. Le quinquagénaire devait finalement être trouvé pendu dans la cage d'escalier de son HLM.

À qui la faute? Le directeur par intérim de Lauberivière, Claude Pednault, pointe du doigt l'Enfant-Jésus. À l'Enfant-Jésus, le directeur des services professionnels, le Dr Pierre Laliberté, a soutenu au SOLEIL que son hôpital n'était aucunement responsable de ce suicide, et qu'il fallait peut-être regarder du côté du refuge de Lauberivière, de l'Hôtel-Dieu, d'où le disparu était un patient régulier, ou du côté de la police. Celle-ci, disait-il, aurait dû conduire le patient à l'Hôtel-Dieu de Québec plutôt qu'à l'Enfant-Jésus lorsqu'elle est allée le cueillir à Lauberivière parce qu'il menaçait de se suicider.

**L'hôpital soutient n'être aucunement responsable**

À la police de Québec, le constable Stéphane Laliberté a expliqué au SOLEIL que, selon les directives établies, les personnes en crise doivent être conduites à l'hôpital, et prioritairement à l'Enfant-Jésus. Une explication endossée par le grand patron de Robert-Giffard, Michel Gervais, qui a indiqué au SOLEIL que la police de Québec n'avait fait que respecter le protocole officiel de l'urgence psychiatrique de la région de la capitale. L'Enfant-Jésus est, a-t-il rappelé, devenu l'urgence de Robert-Giffard depuis que ce dernier a cessé d'avoir un hôpital physique dans ses murs.

# Le fossé s'est élargi entre la basse-ville et la haute-ville

Une enquête menée de 1971 et 1996 rapporte des inégalités importantes

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Les inégalités socio-économiques entre la basse-ville et la haute-ville de Québec se sont accentuées de 1971 à 1996, révèle une étude réalisée par Dominique Morin, étudiant de première année à la maîtrise en sociologie de l'Université Laval.

D'après cette étude, la population de la haute-ville a, de 1971 à 1996 (année du dernier recensement canadien), accumulé nettement plus rapidement d'atouts scolaires que celle de la basse-ville.

En haute-ville (Saint-Sacrement, Montcalm, Saint-Jean-Baptiste et Vieux-Québec), la proportion des sans diplôme d'études secondaires (DES) est passée de 67% en 1971 à 17,6% en 1996, alors qu'en basse-ville (Champlain, Vieux-Limoilou, Saint-Roch et Saint-Sauveur), elle est passée de 87,15% en 1971 à 43,9% en 1996.

Les données analysées par le jeune chercheur suggèrent également que la population de Champlain de 1971 s'est substituée par une population semblable à celle de la haute-ville en 1996. La proportion des sans DES dans ce quartier est en effet passée de 94,6% en 1971 à 16,2% en 1996.

L'étude de Dominique Morin montre

également que, de 1970 à 1995, les écarts de revenu se sont accrus entre le centre-ville et sa banlieue, et que la pauvreté des ménages de la basse-ville de Québec s'est intensifiée durant ces mêmes années.

En haute-ville, le revenu moyen relatif des ménages est passé de 0,92 en 1970 à 0,89 en 1995, alors qu'en basse-ville, il est passé de 0,76 à 0,56. « Le revenu moyen relatif met en lumière la progression des inégalités de revenu entre la région métropolitaine de Québec, le centre-ville et ses zones, et donne une idée du pouvoir d'achat des familles de chaque zone », précise M. Morin.

Lors du dernier recensement, les ménages des zones les plus pauvres de la basse-ville disposaient en moyenne de seulement la moitié du revenu des ménages de Champlain et des zones les plus riches de la haute-ville, observe l'étudiant chercheur.

CONTEMPORAINE\*



LE TROIS-PIÈCES GÉO CHIC

Le printemps 2001 redéfinit totalement les codes... le nouveau veston est dessiné plus près du corps, avec empiècement francé aux épaules, poignet boutonné, fine ceinture ton sur ton 250.00, il se coordonne à la chemise emmanchure américaine en georgette souple géo optique, col écharpe 95.00, à la jupe à plis plats 140.00

la maison  
**simons**

QUÉBEC PLACÉ STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE OUEST, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

**ON CHERCHE UN FOYER**

## Des demandes croissantes pour les hyperactifs

■ Devant le nombre croissant de demandes de placement que le Centre jeunesse de Québec reçoit pour ce profil d'enfants, on pourrait presque croire que cette problématique est contagieuse, mais rassurez-vous, il n'en est rien, même si le phénomène est de plus en plus répandu.

Alors, nous sommes désolés, mais le jeune dont il est question cette semaine, présente lui aussi de l'hyperactivité et des troubles d'opposition. Âgé de 10 ans, Jonathan séjourne actuellement en foyer de groupe où il a appris à se contrôler davantage et à tolérer un peu plus les délais d'attente et les frustrations.

Jonathan se révèle un jeune méfiant avec les nouvelles personnes et insécure au plan affectif. Il recherche l'exclusivité dans ses relations avec l'adulte et particulièrement avec les hommes et il entre souvent en conflit avec les autres jeunes. Il devient alors victime du rejet qu'il a lui-même provoqué par ses attitudes.

Domage, car ce jeune possède aussi de belles qualités, mais celles-ci sont éclipsées par certains de ses comportements plus dérangeants. Jonathan nous est décrit comme un jeune serviable, qui cherche à faire plaisir à l'adulte. Il est capable de créer des liens avec celui-ci et ainsi, faire des activités avec lui. Il a un bon potentiel intellectuel et est capable de réussir en étant suivi de près. Il se sent valorisé lorsqu'on lui confie des responsabilités et il s'en acquitte bien.

Nous voulons offrir à Jonathan, un milieu de vie où il trouvera la stabilité et la sécurité dont il a besoin. Malgré l'opposition qu'il manifeste, il faudra lui procurer un encadrement soutenu comportant des règles claires et constantes. Nous cherchons pour ce jeune, des gens faisant preuve de fermeté et de persévérance, des personnes disponibles et prêtes à s'impliquer auprès de celui-ci.

Les personnes intéressées à accueillir ce garçon devront résider sur la rive nord et de préférence au centre-ville de Québec (Limoilou, Vanier, basse-bille, Duberger). Celles-ci assumeront auprès de Jonathan un rôle de réadaptation et seront supportées dans ce mandat par un(e) éducateur(trice) spécialisé(e). Des sorties dans sa famille seront maintenues sur une base régulière. Pour nous rejoindre, vous contactez: La Coordination régionale des ressources, Centre jeunesse de Québec (418) 661-6951, poste 1302.

# Fuite d'huile à chauffage

QUÉBEC — Une quantité indéterminée d'huile à chauffage s'est frayée un chemin jusqu'à l'arborescence du domaine Maizerets depuis mercredi.

S'il est encore trop tôt pour en évaluer l'impact sur l'environnement, celui-ci devrait toutefois être minime, l'épanchement ayant été limité par les glaces qui recouvrent le petit ruisseau du Moulin.

La fuite provient d'un réservoir défectueux de l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec, situé au 775, rue Saint-Viateur, à Charlesbourg.

Ses propriétaires l'ont jugulée dès qu'elle a été constatée. La quantité échappée s'est écoulée lentement dans le drain agricole du bâtiment pour atteindre l'égout fluvial, puis le ruisseau du Moulin qui traverse Charlesbourg et le quartier Limoilou avant d'aboutir au fleuve Saint-Laurent.

Puisque l'huile flotte à la surface, une certaine quantité est retenue par les glaces. Ce qui permet une meilleure récupération, graduelle, indique Georges René du Service de l'environnement de la Ville de Québec. Travaillant conjointement avec Urgence environnement Québec, les techniciens ont installé une estacade à trois endroits au domaine Maizerets.

Des boudins absorbants permettent de récupérer le produit. L'équipe conjointe surveillera attentivement la situation au cours de la fin de semaine.

## EN BREF

### Famille recherchée

■ QUÉBEC — Le Bureau du coroner tente de retracer des membres de la famille de Jean-Guy Castonguay, 63 ans, décédé le 23 février à son domicile du 43, rue Principale à Rouyn-Noranda. M. Castonguay est possiblement originaire de Québec et aurait eu un frère prénommé Henri. Son corps est à la morgue de Montréal en attendant que ses proches soient joints et puissent assumer la responsabilité des funérailles. Toute personne, parent ou ami, susceptible de fournir de l'information sur M. Castonguay est priée de communiquer avec Claudette Aubut au Bureau du coroner entre 8 h 30 et 16 h 30 au (514) 873-3284, poste 227.

### Beaulieu a écrit à tous les maires

■ QUÉBEC — Le comité de transition a émis un communiqué vendredi afin de préciser que le juge Richard Beaulieu a écrit à tous les maires de la CUQ et pas seulement à la mairesse de Sainte-Foy, M<sup>me</sup> Andrée-P. Boucher, pour leur demander de ne pas intervenir de façon à obtenir des « informations privilégiées » qui risquaient de placer les greffiers dans l'embarras. LE SOLEIL a obtenu une copie de la lettre de M. Beaulieu à M<sup>me</sup> Boucher et en faisait état dans son édition d'hier. M.L.

### Un emploi d'été

■ QUÉBEC — Les étudiants et étudiantes intéressés à travailler pour la Ville de Québec durant l'été ont jusqu'au 20 avril pour transmettre leur formulaire de demande d'emploi. La Ville offre environ 80 postes dans divers services municipaux, des emplois de patrouille à vélo et de réparateur d'autobus touristiques. On obtient les formulaires au 691-6147 ou par courriel: livallee@ville.quebec.qc.ca ou. M.L.

### NOUVEL OPTOMÉTRISTE



Pascal Deschênes, o.d.  
Docteur en optométrie

Nous sommes heureux d'annoncer la venue du Dr Pascal Deschênes parmi notre équipe professionnelle. Nouvellement gradué de l'Université de Montréal, il se joint à un groupe multidisciplinaire comprenant optométristes, médecins et opticiens d'ordonnances.

Fondée en 1928, Iris, Clinique Tardif offre des services professionnels complets dans le domaine des soins visuels et de la médecine générale.

**IRIS**  
OPTOMÉTRISTES • OPTICIENS

IRIS, CLINIQUE TARDIF  
400, boul. Jean-Lesage, bur. 100  
Québec (Québec)  
529-9721 1-800-265-9721

## CONCOURS DE DESSIN DU SOLEIL

# Le jury détermine les 5 gagnants



Les juges du concours de dessin du SOLEIL, André-Philippe Côté, Line Arsenault et Diane Lefrançois ont apprécié le travail des jeunes élèves qui y ont participé.

QUÉBEC — Le jury du Concours de dessin du SOLEIL s'est réuni cette semaine pour déterminer les cinq gagnants de cet exercice qui a fourni, depuis octobre, des centaines de dessins provenant d'élèves de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> secondaire des écoles inscrites au concours tenu sous le thème *Mon personnage préféré dans l'histoire des Amériques*.

Le jury était composé de Line Arsenault, bédéiste, de Diane Lefrançois, propriétaire d'une galerie d'art à Sillery, et d'André-Philippe Côté, caricaturiste du SOLEIL, qui agissait comme président.

Les gagnants, dont les noms seront dévoilés le 12 avril, seront appelés dans les prochains jours pour connaître les détails de la cérémonie de remise des prix.

Le grand gagnant touchera 1000 \$ offert par notre journal et le Sommet des Amériques, alors que quatre prix de 500 \$ iront aux autres finalistes.

Le président du jury a salué le travail considérable réalisé par les élèves et leurs professeurs pour soumettre autant de dessins de si belle qualité.

Les 20 dessins de la semaine seront exposés à la Redoute Dauphine (Vieux-Québec) du 6 au 23 avril.

### CLINIQUE D'AIDE À L'APPRENTISSAGE



**Des stratégies gagnantes** pour l'élève présentant des difficultés académiques.

Service d'intervention  
préscolaire • primaire • secondaire

Téléphone: (418) 573-9405  
(418) 843-5876

### Étude des effets secondaires du vaccin contre la grippe

Cette année, le vaccin de la grippe a causé chez certaines personnes l'apparition de rougeurs aux yeux ainsi que des difficultés respiratoires. Nous sommes à la recherche de volontaires âgés de 20 à 65 ans pour participer à une étude visant à déterminer la cause de ces effets secondaires. Il nous faut trois groupes de personnes: un groupe de personnes qui ont été vaccinées contre la grippe et n'ont pas eu d'effets secondaires; un groupe de personnes vaccinées qui ont eu les yeux rouges et des problèmes respiratoires et un groupe de personnes non vaccinées. Une compensation financière sera remise aux participants.

Si cette étude vous intéresse ou pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec l'Unité de recherche en santé publique au numéro: 561-3930. Une infirmière répondra à vos questions.

Cette étude a été approuvée par le comité d'éthique de la recherche clinique du CHUL du Centre Hospitalier Universitaire de Québec (Projet 37.05.13).

MAUDE eccetera



Le style n'a pas de taille.

tailles 14 à 22...

PLACE DE LA CITÉ 6 5 8 - 2 8 7 4

### NOS PARTENAIRES DENTUROLOGISTES\*\*

**QUÉBEC MÉTROPOLITAIN**  
Serge ASSELIN, d.d.  
Georges BELANGER, d.d.  
Alan BELLAVANCE, d.d.  
Marie Chantal BERNARD, d.d.  
Paul BERNARD, d.d.  
Manon BOILY, d.d.  
Mina CAMBOURIS, d.d.  
Richard COULURE, d.d.  
Robert DARVEAU, d.d.  
Michel DUGAS, d.d.  
Diane FORTIN, d.d.  
Frédéric FORTIN, d.d.  
Ludovic FORTIN, d.d.  
Paul GAGNE, d.d.  
Pierre GILBERT, d.d.  
Herni GRAVEL, d.d.  
Michel GUAY, d.d.  
Alain HAMEL, d.d.  
Stéphane LANGLAIS, d.d.  
Nickol LAROUCHELLE, d.d.  
André LAVOIE, d.d.  
Michel LESSARD, d.d.  
Robert LETOURNEAU, d.d.  
Raymond MORISSETTE, d.d.  
Serge TESSIER, d.d.  
José THIBAUDEAU, d.d.  
Martin THIBAUT, d.d.

**MONTREAL**  
Marc BELLERIVE, d.d.  
Luc BLOUIN, d.d.  
Christian BOIVERT, d.d.  
Mario CHAREST, d.d.  
Nata Chelhot, d.d.  
Dario CHIACIO, d.d.  
Guy CLOUTIER, d.d.  
Luc CLOUTIER, d.d.  
Jacques DES GROSELLERS, d.d.  
Daniel DESMARCHAIS, d.d.  
Robert GRENIER, d.d.  
Wan Su KIM, d.d.  
Marie-Hélène LANTIER, d.d.  
Donald MASSON, d.d.  
Dien NGUYEN, d.d.  
Sylvie RUSSELL, d.d.  
Sylvie RUSSELL, d.d.  
Irish SON, d.d.  
Raouf SLIM, d.d.  
Gaston THERRIEN, d.d.  
Bass TZAVELANGOS, d.d.

**RIVE-SUD DE MONTREAL**  
Gilles Jules BEAUCHEMIN, d.d.  
Jacques BEAUCHEMIN, d.d.  
Gilles BOIVERT, d.d.  
David BROCHU, d.d.  
Pierre BLOUIN, d.d.  
Michel DESBOIS, d.d.  
Pierre GUERRI, d.d.  
Gabriel KARSENTI, d.d.  
Diane LEFEBVRE, d.d.  
Jacques LUSSIER, d.d.  
Rachet ST-CYR, d.d.

**NORD ET OUEST DE MONTREAL**  
Jean-Pierre ARBOUR, d.d.  
Pauline BEAULIEU, d.d.  
Christian BEAULIEU, d.d.  
Michel BERTHAUME, d.d.  
Marc BOGARD, d.d.  
Gaston BOVIN, d.d.  
Jean-Pierre CHARTIER, d.d.  
André CÔTÉ, d.d.  
Claude CUERRIER, d.d.  
Serge-André DEMARIS, d.d.  
Richard EMOND, d.d.  
Alain GAUTHIER, d.d.  
Claude GOURI, d.d.  
Sylvain GRONIN, d.d.  
Marc HEBERT, d.d.  
Bruno LÉCLERC, d.d.  
Louis PELLETIER, d.d.  
Carl SIMARD, d.d.  
Jules TOURIGNY, d.d.  
Wayne WOODRUFF, d.d.

**ESTRIE, BOIS FRANCS**  
Éric ALLAIRE, d.d.  
Bruno BOIVERT, d.d.  
Josée BOURQUE, d.d.  
John BROWER, d.d.  
Robert CABANA, d.d.  
André CANEAU, d.d.  
Daniel D'ARCY, d.d.  
Jean GAGNON, d.d.  
Mario GARDIN, d.d.  
Gérard JOHNSON, d.d.  
Patrice LAROUCHELLE, d.d.  
Andrée LEFEBVRE, d.d.  
Mario PARIS, d.d.  
Éric PICARD, d.d.  
Denis PROVENCHER, d.d.  
Linda PROVENCHER, d.d.  
Louis RABY, d.d.  
Robert ROUSSEAU, d.d.  
René ST-HILAIRE, d.d.

**HULL - GATINEAU - OTTAWA**  
Jean BELLEFLORE, d.d.  
Richard D'ACUST, d.d.  
Stéphane DUPONT, d.d.  
François FOURNIER, d.d.  
Jean HEBERT, d.d.  
Serge LACROIX, d.d.  
Paul-Marie LAVALLÉE, d.d.  
Robert MACLEAY, d.d.  
Luc PERRON, d.d.  
André PHILION, d.d.  
Joseph RICHER, d.d.  
Tony SARRAFUCHELLO, d.d.  
Benoit TALBOT, d.d.  
Gilbert VERNE, d.d.

**SAGUENAY-LAC-ST-JEAN**  
Guy BOVIN, d.d.  
Louise CARRIER, d.d.  
Monique CHAMROUX, d.d.  
Dany FILION, d.d.  
Dany FORTIN, d.d.  
Robert FORTIN, d.d.  
Roma FORTIN, d.d.  
Dany GOSSERLIN, d.d.  
Alain JACOB, d.d.  
Annie MCFRENCY, d.d.  
Richard QUELLET, d.d.

**EST DU QUÉBEC**  
Gilles BARRIN, d.d.  
Danyse BOUCHARD, d.d.  
Yves DESJARDINS, d.d.  
Sébastien DESROSIERS, d.d.  
Yves NORMAND, d.d.  
Mélody SAVARD, d.d.  
Richard STE-CROIX, d.d.

**LANAUDIÈRE**  
Luis BLOUIN, d.d.  
Richard THIBLAU, d.d.  
Yvan CLARK, d.d.

OBTENEZ L'ADRESSE ET LE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE DE TOUTS NOS PARTENAIRES DENTUROLOGISTES SUR NOTRE SITE INTERNET

## LES CENTRES D'IMPLANTS DU QUÉBEC

Avoir su que la prothèse sur implants nous aiderait autant...

...nous aurions agi bien avant !

Service d'implantologie depuis 1988  
Examen et radiographie gratuits.\*

Prothèse amovible du bas stabilisée par  
2 implants + prothèse complète du haut.  
**4 500\$ ou 60\$/mois\***

Les Centres d'Implants du Québec et leurs partenaires denturologistes remercient la confiance de leur clientèle de plus en plus nombreuse à choisir la prothèse sur implants depuis 1988.

Pose d'implants maintenant accessible dans les 16 cabinets suivants:

Montréal • Québec • Ottawa • Gatineau • Greenfield Park • Joliette • Granby • Magog  
Beloeil • Drummondville • Disraeli • Montmagny • Matane • Alma • Dolbeau • Jonquière

**Québec : (418) 527-1850**

1379, Chemin Ste-Foy, bureau 201, Québec

**1 800 268-1850**  
www.implantsdentaires.com

\*L'examen buccal complet, comprenant une radiographie panoramique, est offert gratuitement. Prix comprenant la mise-en-bouche d'une prothèse du bas en acrylique, stabilisée par 2 implants en titane, plus une prothèse complète du haut en acrylique. Ces factures de paiement sont conditionnelles à l'admissibilité à un prêt-santé selon les critères de l'institution financière et sont basées sur un taux d'intérêt de 8,5% et sur un terme de 10 ans (coût total de traitement = 4 500\$). Le taux est sujet à changement.

\*\*Services de fabrication et pose de prothèses apposées indirectement aux implants ostéointégrés.



LA NOUVELLE IMPREZA WRX  
...VOILÀ LA PREUVE QUE LA PUISSANCE S'APPRIVOISE.

Elle est équipée d'un turbocompresseur, d'un refroidisseur d'air, d'un système de traction intégrale éprouvé dans les rallyes. Après avoir semé la terreur pendant des années parmi les plus grandes routières européennes, elle nous arrive enfin : l'Impreza WRX\*, et ses 227 chevaux de puissance. Le bolide formidable à prix abordable.

Inspirée par le véhicule qui a dominé le circuit du Championnat canadien des rallyes l'an dernier, l'Impreza WRX est une voiture qu'il vous faut conduire. À condition bien sûr de pouvoir la dompter...

**WRX**  
IMPREZA

[www.subaru.ca](http://www.subaru.ca) | 1 800 876-4AWD

**SUBARU**  
L'atTraction intégrale™

AGRESSION SEXUELLE ET ENLÈVEMENT D'ENFANT

# Un long séjour au pen pour suivre des thérapies

GUY BENJAMIN  
GBenjamin@lesoleil.com

■ QUÉBEC— Le juge Pierre Verdon a imposé une sentence de trois ans de pénitencier à Steve Guay pour lui donner le temps de régler ses problèmes de toxicomanie et de comportements sexuels déviants.

Le jeune homme de 24 ans, de Lévis, est détenu depuis le 19 septembre de l'an dernier, date à laquelle il a posé des gestes de nature à inquiéter les parents de l'école Saint-Dominique de Lévis. Ce jour là, deux fillettes ont été les victimes de Guay.  
Sur le chemin du retour à la maison,

une fillette de dix ans accepte de rendre service à un individu qui avait besoin d'aide pour tenir une porte. Une fois la fillette dans l'édifice, l'individu baisse son pantalon et demande une fellation.

Évidemment, l'enfant refuse, mais l'homme la retient par le bras et tente

de l'embrasser. L'enfant réussit à se dégager et à se sauver, sans que l'agresseur ne puisse courir après elle parce qu'il avait encore le pantalon baissé.

Un peu plus tard en fin d'après-midi, Guay se présente dans la cour de l'école et saisit une fillette de six ans par la main. Il tente de la convaincre de le suivre en lui disant qu'il la ramène chez elle.

**Le hasard a permis à ses petites victimes de lui échapper**

Fort heureusement, une éducatrice de la garderie scolaire a eu connaissance de la manœuvre, tout comme la mère d'un enfant qui s'est aussitôt lancée à la poursuite de l'individu. Ce qui a permis aux policiers de le rattrapper rapidement et de relier l'agresseur au premier incident.

Pour les gestes sur la fillette de dix ans, Guay a été accusé d'agression sexuelle. Pour ceux sur l'enfant de six ans, des accusations d'enlèvement et de voies de fait ont été portées.

**EXPULSÉ DE LA THÉRAPIE**

Guay avait été condamné en 1998 à

huit mois de prison pour des gestes à caractère sexuel. La peine était assortie d'une obligation de suivre une thérapie sexologique à Robert-Giffard. Quelques mois avant les gestes de septembre dernier, l'accusé avait été expulsé de la thérapie compte tenu de son manque de motivation, et par le fait qu'il ne reconnaissait pas avoir un problème de comportement sexuel.

Un long séjour au pénitencier devrait donner le temps à Guay de compléter toutes les thérapies nécessaires. Il sera incarcéré au centre La Macaza, spécialisée dans ce genre de cas.

LORETTEVILLE

## La prise d'eau de Québec sera refaite

MARC LESTAGE

MLeitage@lesoleil.com

QUÉBEC— Le collecteur principal de la rue de la Garde à Loretteville sera refait et c'est la CUQ qui paiera la facture d'environ 300 000 \$.

Ces travaux sont devenus nécessaires parce que des débordements se produisent lors des crues printanières. Quand cela se produit, on installe des pompes pour « refouler l'eau d'égout dans la rivière » juste en amont de la prise d'eau de la Ville de Québec.

À la fin, la Ville de Loretteville prévoyait effectivement refaire le collecteur ainsi qu'un bout de conduite sur la rue de la Garde, afin de desservir un secteur résidentiel en développement.

La dépense de 1,5 million \$ a été prévue dans un règlement puis retirée parce que jugé « non prioritaire ». Le dossier a suscité de la bisbille au conseil. Les trois conseillers d'opposition, menés par Raymond Dion, ont reproché au maire de vouloir reporter cette dépense dans l'espoir que les travaux soient financés par tous les citoyens de la nouvelle ville l'an prochain.

**Depuis le début, la CUQ avait accepté de payer sa part des travaux**

Depuis le début la CUQ était d'accord pour payer sa part des travaux parce que l'émissaire principal qui fait problème est sa responsabilité.

Afin de régler ce problème, il a été convenu que seulement le collecteur principal serait refait. Celui qui existe est trop petit. Le programme permettra de plus de séparer les eaux usées et les eaux d'égouttement. Ces travaux seront sous la responsabilité de la CUQ. On assure que les problèmes de débordements seront ainsi réglés.

Le maire Denis Giguère semble satisfait de la tournure des événements. Il a expliqué au SOLEIL que les ingénieurs de la Ville et de la CUQ sont en train de discuter des détails et de finaliser le devis.

### DES OFFRES DÉMENTIELLES

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR OU EN GRIS  
AJUSTEMENT MANUEL DE LA HAUTEUR  
PRIX SUGG. : 725  
**29<sup>99</sup>**

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE  
AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR  
PRIX SUGG. : 1025  
**79<sup>99</sup>**

**BIBLIOTHÈQUE**  
FINI CHÊNE NATUREL  
DIMENSIONS : 28" L X 10" P X 66" H  
PRIX SUGG. : 95  
**49<sup>99</sup>**

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE  
AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR  
PRIX SUGG. : 1145  
**39<sup>99</sup>**

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE  
AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR  
PRIX SUGG. : 1205  
**99<sup>99</sup>**

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE  
AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR  
PRIX SUGG. : 1195  
**59<sup>99</sup>**

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE  
AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR  
PRIX SUGG. : 1205  
**129<sup>99</sup>**

**CHAISE OPÉRATEUR**  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE  
AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR  
PRIX SUGG. : 1405  
**89<sup>99</sup>**

**FAUTEUIL ERGONOMIQUE**  
HAUT DOSSIER  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU OU GRIS  
PRIX SUGG. : 345  
**169<sup>99</sup>**

**FAUTEUIL ERGONOMIQUE**  
HAUT DOSSIER  
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU OU GRIS  
PRIX SUGG. : 305  
**299<sup>99</sup>**

**POSTE INFORMATIQUE**  
DISPONIBLE EN NOIR SUR ACAÏOU  
PRIX SUGG. : 305  
**249<sup>99</sup>**

**POSTE INFORMATIQUE**  
DISPONIBLE EN NOIR SUR ACAÏOU  
PRIX SUGG. : 375  
**199<sup>99</sup>**

**POSTE INFORMATIQUE**  
DISPONIBLE EN NOIR SUR ACAÏOU  
PRIX SUGG. : 225  
**119<sup>99</sup>**

**POSTE INFORMATIQUE**  
DISPONIBLE EN NOIR SUR ACAÏOU  
PRIX SUGG. : 305  
**159<sup>99</sup>**

FOURNITURES DE BUREAU **Denis**

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES • OUVERT 7 JOURS  
MAGASINEZ EN LIGNE : www.denis.ca

QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST OUEST 682-3113

ANJOU BROSSARD GATINEAU LAVAL POINTE-CLAIRE OTTAWA ST-JÉRÔME TROIS-RIVIÈRES

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 3 AVRIL 2001. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. ASSEMBLAGE REQUIS. \*TERRITOIRES LIMITÉS.

## VOTRE PRIME VOTRE CHOIX



Du 21 mars au 8 avril 2001, avec tout achat de 26 \$\* ou plus de produits Biotherm, choisissez votre prime selon votre type de peau :

- D-STRESS NUIT Fluide ou Gel crème anti-fatigue relaxant-éclat, 15 ml
- D-STRESS Gel ou Gel crème fortifiant éclat anti-fatigue, 15ml
- BIOSOURCE Mousse nettoyante ou Crème moussante adoucissante, 15 ml
- AQUA RELAX Bain relaxant, 30 ml
- AQUA RELAX Lait hydratant, 30 ml

Le tout dans une pochette à cosmétiques transparente.

\* Une prime par personne, jusqu'à épuisement des stocks.

## Nouveau! Age Fitness

Soin rajeunissant visible

Toute la force de vie de l'olivier concentrée dans un pot !

50 ml pour 47 \$



MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537 • PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • www.lesailles.com

Grande ouverture : Centre Bayshore - Ottawa - Août 2001

9 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

LIVRAISON GRATUITE\*\* MÊME LE SAMEDI



LES AILES DE LA MODE

Nulle part ailleurs

# SOMMET DES AMÉRIQUES

## Les rues fédérales ouvertes

■ QUÉBEC — Les rues « sous juridiction fédérale » de Québec et de Sillery resteront ouvertes à la circulation durant le Sommet des Amériques. « Il n'a d'ailleurs jamais été question de fermer des Braves, de Bernières, de l'Aune et la portion de la rue Taché qui a été exclue du périmètre de sécurité », a laissé savoir le directeur du Parc des champs de bataille, Michel Leullier. Tout au plus ajoutera-t-on quelques agents de sécurité pour exercer une surveillance plus étroite autour des bâtiments et des parcs fédéraux. « Durant le Sommet, nous adopterons l'horaire d'été », de dire M. Leullier. Les agents effectueront plus de patrouilles et appelleront en renfort la Gendarmerie royale et les autres corps policiers si la situation devait l'exiger. J.D.



Une rangée de cellules du pavillon L du pen de Donnacona, fraîchement réaménagées.

## Se faire belle pour la visite...

Le froid nuira au grand ménage

ROBERT FLEURY  
RFleury@lesoleil.com

QUÉBEC — Le temps froid et la neige qui persistent dans les rues de Québec, et qui s'annoncent encore pour demain, vont compliquer la tâche des cols bleus qui feront le grand ménage de la ville de Québec pour la grande visite qui s'annonce. « Si ça reste froid comme ça, on risque de manquer de temps pour tout nettoyer », commente Jean Lavoie, directeur des Travaux publics à la Ville de Québec.

Normalement, la Ville commencera son prénettoyage dans le Vieux-Québec et sur les artères principales la semaine prochaine et se lancera dans le grand ménage à la mi-avril dans toute la ville. « On va faire un effort pour que tout soit prêt à temps. On fera le grand ménage du premier coup », ajoute M. Lavoie.

Craint-il une bordée de neige, voire une tempête tardive?

« Pas de problèmes! On a déjà vécu ça. Nos contrats de déneigement sont en vigueur jusqu'au 30 avril. Tous nos équipements vont rester en fonction, il y aura des épandeurs... », dit M. Lavoie.

Mêmes les ordures ménagères vont être ramassées, à moins d'avis contraire, au petit matin du samedi 21, dans le Vieux-Québec, en plein Sommet!

Quant aux employés municipaux, ils travailleront comme de coutume le vendredi 20 avril, car tous les services et édifices municipaux sont situés à l'extérieur du périmètre de sécurité. Ils demeurent ouverts sauf le Palais Montcalm, lequel sert à des opérations reliées au Sommet.

La Ville distribuera un dépliant d'information dans les foyers puis diffusera des messages dans les journaux et à la radio dès la semaine du 15 avril. Du jeudi 19 au dimanche 22, le bureau des renseignements et plaintes (691-6000) sera ouvert 24 heures sur 24 pour traiter les demandes particulières, cas par cas. « Nous allons prendre les moyens pour régler les cas personnels, mais il ne faudrait pas nous aviser à la dernière minute », prévient Hervé Brosseau, directeur général adjoint à la Ville de Québec.



Directement du manufacturier  
**DE RETOUR À QUÉBEC**  
Du 31 mars au 8 avril 2001

**9 jours seulement**

Vente d'entrepôt  
Prix imbattables

**60%**

de rabais\*

\* Sauf sous-vêtements et accessoires

Collection  
Printemps/Été 2001

Plaza Laval  
2750, chemin Sainte-Foy, local #114  
Face à l'hôpital Laval  
**418-652-0700**

## Les ligues majeures

Les détenus de la prison de Québec qui séjourneront à Donnacona devront s'adapter, disent les autorités

ISABELLE MATHIEU  
IMathieu@lesoleil.com

■ DONNACONA — Une quarantaine de détenus du centre de détention de Québec séjourneront au pénitencier de Donnacona le mois prochain parce que leurs places sont réquisitionnées pour les arrestations du Sommet des Amériques. Ce passage forcé dans un établissement maximal risque de leur faire réaliser les bons côtés de la prison d'Orsainville...

En effet, les agents correctionnels du pénitencier fédéral de Donnacona n'abaisseront pas leur niveau de sécurité pour s'adapter aux détenus provinciaux.

« Ce sont eux qui vont s'adapter à nous, explique Carl Pelletier, directeur adjoint aux services de gestion. C'est certain qu'il y en a qui vont trouver qu'ils tombent dans les ligues majeures! »

Pour faire de la place à ces 40 locataires de courte durée, les autorités de Donnacona ont accéléré le transfert de détenus fédéraux qui de-

vaient de toutes façons quitter pour des établissements à sécurité médium. Les « détenus du Sommet », comme les agents correctionnels les appellent, seront installés dans une rangée du pavillon L, le secteur où sont incarcérés les détenus qui ont commis un manquement à leur libération conditionnelle.

Les 40 détenus seront placés deux par deux dans des cellules normalement attribuées à un seul détenu. Lors de la visite des journalistes hier, les autorités de Donnacona avaient déjà commencé à installer des lits à deux étages dans les cellules.

La direction de Donnacona ne s'inquiète pas de l'arrivée des détenus provinciaux, une clientèle très différente des détenus fédéraux. « On est une équipe habituée à gérer des multipopulations »,

explique un agent correctionnel du secteur. Ils vont être séparés des autres. »

Il y a présentement sept populations de détenus qui ne doivent pas se côtoyer à Donnacona. Les Hell's Angels et les Rock Machine en sont deux qui sautent aux yeux. Il y a aussi les détenus dans les secteurs d'isolement sécuritaire et punitif ainsi que les détenus qui ont brisé une condition de libération conditionnelle.

Deux agents correctionnels du provincial accompagneront les détenus d'Orsainville à Donnacona et serviront d'agents de liaison.

**Au pen, sept populations de détenus vivent séparément**

**Du nouveau dans le décor!**



**2 derniers jours!**

**Salon national de l'habitation**

et de l'aménagement extérieur

présenté par **STAR CHOICE**  
NOTRE TÉLÉ, C'EST D'ABORD LA VÔTRE

Du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril  
Centre des congrès de Québec

dmg world media

**Tout le plaisir de découvrir : plein d'idées et de nouveautés pour améliorer son confort et bien choisir :**

- Ameublement • décoration • cuisines • salles de bains
- portes • fenêtres • rénovation • construction • énergie
- ventilation • chauffage • services à l'habitation et aménagement extérieur

**EN EXCLUSIVITÉ À QUÉBEC!**

**La maison québécoise en transitions**

Une maison novatrice qui évolue selon vos besoins. Une grande primeur du Salon!

• **Habitaflex**

La maison dépliable et transportable qu'on peut ériger en un tour de manivelle.

• **L'infocentre de la rénovation design**

Projets de rénovation ou de décoration? Consultez, à nos frais, nos designers et nos professionnels de la rénovation. Apportez vos plans, photos et esquisses.

• **Les couleurs des athlètes de chez-nous**

Découvrez une chambre-studio à l'image de Mélanie Marois (tennis), un loft « chasse-galerie » pour Maxime Boilard (canoe kayak) et une salle de bain conçue pour Dean Bergeron (athlétisme aux paralympiques).

• **Coup de foudre au vestibule**

• **La vitrine des nouveautés**

• **Conférences à la terrasse Protectron**

• **Un jardin pour Marie-Lise Pilote**

• **Tendances cuisine et salle de bain**

• **Le Pavillon des inventeurs**

• **Le concours Les trésors de Linen Chest**

**C'est l'occasion d'en profiter et d'économiser!**

HEURES D'OUVERTURE	PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses)
Mercredi à vendredi ..... 12 h à 22 h	Adultes ..... 9 \$
Samédi ..... 10 h à 22 h	Étudiants et aînés ..... 7 \$
Dimanche ..... 10 h à 18 h	Enfants de 6 à 12 ans ..... 3 \$

La billetterie fermera une demi-heure avant la clôture du Salon.



LE SOLEIL



## Un demi-million \$ pour sonder les aliments



Le professeur Benoît Lamarche avec deux de ses étudiantes, Sophie Desroches, à gauche, et Roodly Archer, dans une des cuisines où sont préparés les repas servant aux expériences en nutrition.

LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Le chercheur Benoît Lamarche étudie l'effet des diètes sur la santé; il a besoin de participants

JEAN MARTEL

JMartel@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Heureux professeur que Benoît Lamarche, qui a pu obtenir des subventions de près d'un demi-million \$ pour poursuivre ses recherches dans le domaine nutritionnel. Biochimiste de formation et détenteur d'un doctorat en physiologie, le professeur Lamarche enseigne à la faculté des Sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval depuis trois ans.

Il occupe la chaire en nutrition, aliments fonctionnels et santé cardio-vasculaire, ce qui lui procure une subvention de près de 200 000 \$ de la Fondation canadienne pour l'innovation. À cela s'ajoutent une subvention du ministère de l'Éducation du Québec et une autre de l'Université Laval. Au total, c'est une somme de près d'un demi-million de dollars qu'il utilisera pour ses études en nutrition.

« Mes recherches, dit-il, portent sur les effets des diètes sur la santé cardio-vasculaire. Un des éléments importants de ces diètes, c'est la présence d'aliments fonctionnels. »

« Que signifie cette expression? Un aliment fonctionnel, c'en est un dans lequel on a ajouté des éléments qui ont un effet bénéfique sur la santé. Une des conséquences pourrait être l'action positive sur le bon cholestérol. Par exemple, un jus enrichi de calcium est un aliment fonctionnel. »

Mais pour que cela ne reste pas seulement au niveau universitaire, il faudra que le public soit éduqué, fait-il remarquer. Car chacun se demandera: ai-je besoin d'un supplément de calcium? Peut-être pas.

M. Lamarche nous prévient qu'il ne faut pas confondre les aliments fonctionnels avec les organismes génétiquement modifiés, les OGM comme on les appelle. Ceux-ci sont des produits, par exemple des tomates, dont les propriétés génétiques ont été modifiées.

Pour faire ses recherches, le professeur doit tester ses expériences. Il a donc besoin de personnes qui acceptent, pendant six semaines, de n'absorber que les plats préparés dans les cuisines de la faculté. Les participants ignorent les diètes auxquelles on les soumet. Par exemple, dans un cas c'est l'effet de l'huile d'olive qu'on veut vérifier, dans un autre c'est la conséquence d'une nourriture faible en gras.

Des recherches en nutrition se font ailleurs dans le monde, de dire le professeur. Au Canada, la faculté des Sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval occupe une position d'avant-garde. D'ailleurs, la construction prochaine de l'Institut des nutraceutiques et des aliments fonctionnels sur le côté ouest du boulevard du Vallon, à Sainte-Foy, est un signe de l'importance de ces recherches dans la région de Québec.

On trouvera, dans les locaux de l'Institut, des laboratoires, de grandes cuisines, des lits pour les personnes participant aux expériences, des salles de prélèvements, etc. Un important programme de recherches obligera l'Institut à recruter des milliers de participants.

### La mammo... quel scénario!

■ DONNACONA — Le comité de sensibilisation-mobilisation au dépistage du cancer du sein dans Portneuf invite la population à assister gratuitement à la pièce *La mammo... quel scénario!*, le 2 avril, à 19 h 30, à la salle Luc-Plamondon de Donnacona. Réalisée par le Théâtre Parminou

et mettant en vedette la comédienne Pauline Lapointe, cette pièce vise à démystifier le dépistage du cancer du sein. Elle s'adresse aux femmes, bien sûr, mais aussi aux hommes qui doivent soutenir leur conjointe et amies lorsqu'elles deviennent anxieuses à l'idée de passer une mammographie. Rappelons que le cancer du sein est la deuxième cause de mortalité par cancer chez les femmes. Les billets sont disponibles dans les CLSC du Centre de santé de Portneuf. M.G.

### Croyez-vous souffrir d'un trouble de paniques anxieuses?

Le trouble de paniques anxieuses se définit par la survenue d'épisodes d'anxiété aiguë accompagnés de symptômes physiques tels des palpitations, des transpirations, des tremblements, des difficultés à respirer, une gêne thoracique, des nausées, des vertiges, une peur de perdre le contrôle de soi ou de mourir, des engourdissements des extrémités, des frissons, etc.

Les personnes atteintes de cette condition peuvent développer de l'anxiété d'anticipation (peur d'avoir peur) et de l'agoraphobie (crainte et évitement des foules ou des endroits publics).

### Vous pourriez participer à un projet de recherche sur le trouble de paniques anxieuses.

Si vous souffrez de cette condition depuis plus de six mois, après consultation médicale visant à déterminer votre éligibilité à l'étude, vous pourriez participer à une étude sur le trouble de paniques anxieuses. Le suivi sera assuré par une équipe de recherche expérimentée dans le domaine des troubles anxieux. Durant l'étude d'une durée approximative de 12 semaines, vous recevrez soit le médicament à l'étude, soit un placebo (substance inactive, une chance sur deux) afin de mesurer l'effet des médicaments sur vos symptômes de paniques anxieuses. Ce projet a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche du CHUL du CHUQ (projet 37.05.07).

Communiquez avec: Monique Minville, inf.  
Pour les docteurs Jacques Plamondon et Jean-Pierre Fournier  
CHUL du CHUQ  
Tél.: (418) 654-2121

Comment distinguer une personnalité de Type S



Voici la nouvelle Acura TL Type S 2002. Si vous avez une personnalité de Type S, vous prenez votre plaisir au sérieux. Surtout celui de conduire. Et c'est précisément pour rassasier votre genre de personnalité que nous

avons créé la TL Type S, toute nouvelle addition à notre série de voitures de Type S. Ultra-performant, notre véhicule à suspension de type sport offre aussi des roues de 17 pouces avec pneus de rapport de vitesse V, et un moteur VTEC de 260 chevaux, atout qui laisse la concurrence loin derrière.

Venez donc l'expérimenter, c'est en plein votre type de véhicule. Pour plus de détails, visitez le [www.acura.ca](http://www.acura.ca), ou appelez le 1 888 9-ACURA-9.

Avez-vous une personnalité de Type S?



CRITIQUE

## Entre l'exquis et le divin

JACQUES SAMSON  
JSamson@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Sur une scène, Natalie Choquette, autant elle maîtrise le chant classique, autant elle maîtrise aussi l'humour et la folie. Elle chante, elle danse, elle raconte, elle joue la comédie. Elle a tous les talents, quoi!

La diva, qui roule sa bosse à travers le monde, présentait hier, à la salle Louis-Frédéric, son tout dernier spectacle, *Polins exquis et divines confidences...* C'est un spectacle en six tableaux qui s'ouvre sur un numéro d'une trentaine de minutes intitulé *Le strip-tease de Marie-Antoinette*. Dans ce numéro, outre la performance scénique, c'est un véritable défilé de costumes baroques.

Durant ce numéro, la diva pousse ses grands airs, pendant qu'une déshabilleuse lui enlève ses vêtements, pelure par pelure, pour arriver jusqu'aux dessous de la grande Marie-Antoinette. Pas moins de six robes sont exhibées pendant cette perfor-

mance. Elles sont toutes plus belles les unes que les autres et c'est comme ça pendant tout le spectacle. Les costumes sont signés Rossignol. Tout à fait génial! Pendant cette portion de spectacle, Natalie Choquette interprète des extraits de *La flûte enchantée* de Mozart, *Plaisir d'amour* de Martini, *Alla Turca* de Mozart et *J'ai perdu mon Euricidé* de Glück.

La première partie se termine sur un tableau qui s'intitule *Aspirine recherche Vesuvio*. Elle l'a finalement retrouvé, un peu amoiché, elle le cherchait depuis l'an 79.

Après l'entracte, Natalie Choquette aligne quatre tableaux, aussi savoureux les uns que les autres: *Le divor-*

*ce de Schéhérazade, Ayayayayay! Chiquita La Nana!, Les deux amours de Joséphine Baker et Les conseils matrimoniaux d'Arlequin Colombine*. Là aussi, chaque numéro est l'objet d'un changement de costume et d'un jeu scénique remarquable.

Pendant ces tableaux, la soprano coloratur fait la *Chanson à la lune* de Dvorak-Russalka, *Guantanamera*, *La Tonkinoise, J'ai deux amours* et *Quel guardo il cavaliere*, extrait de *Don Pasquale* de Donizetti.

Natalie Choquette est accompagnée du quintette *La Scala de Montréal*, sous la direction d'Éric Lagacé (contrebasse). Ce sont cinq excellents musiciens et les autres membres de la formation sont Ariane Lajoie, 1<sup>er</sup> violon, Johanne Morin, 2<sup>e</sup> violon, Véronique Potvin, alto et Tim Halliday, violoncelle. En plus de soutenir magnifiquement la diva dans ses numéros, ils meublent avec perfection les sorties de scène pour les changements de costumes.

Natalie Choquette est tout simplement envoûtante!



Natalie Choquette a été tout simplement envoûtante!

## Maintenant, c'est votre hypothèque qui vous doit de l'argent!

**5 %\***  
**de remise en argent**

Contractez ou transférez un prêt hypothécaire à la Banque Laurentienne, et recevez 5 % du montant de votre emprunt pour un terme de 5 ans! Dépêchez-vous: cette offre est d'une durée limitée.

Pour plus de détails, appelez un conseiller de la Banque Laurentienne.



**BANQUE  
LAURENTIENNE**

**1 800 BLC-1846**

www.banquelaurentienne.com

\*Pourcentage de remise applicable au terme fermé de cinq (5) ans. La remise en argent est calculée en fonction du montant du capital emprunté. Par exemple: pour un emprunt de 200 000 \$ la Banque Laurentienne vous remettra 10 000 \$ en argent. Le maximum alloué de remise en argent est de 25 000 \$. Cette offre d'une durée limitée s'applique uniquement pour les nouvelles demandes de prêt hypothécaire et peut prendre fin en tout temps. Certaines conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre et est sujette à l'approbation du crédit par la Banque.

NOUVELLE CARTE  
ÉLECTORALE DE LÉVIS  
Dévoilement  
en trois tempsMARC SAINT-PIERRE  
MSaintPierre@lesoleil.com

■ LÉVIS — La carte électorale de la future grande ville de Lévis, et y compris ses nouveaux districts, seront dévoilés à la population, le mois qui vient, à l'occasion de trois rencontres publiques.

C'est ce qu'a indiqué au SOLEIL la porte-parole du Comité de transition, Pauline Gagnon, hier. « La population aura une excellente idée de ce que pourra être la carte électorale de la nouvelle ville de Lévis », a noté sans plus de précision M<sup>me</sup> Gagnon.

Sont entrés en compte, dans la confection de la nouvelle carte, l'avis des élus ainsi que des facteurs comme la population, le sentiment d'appartenance, les limites géographiques et physiques, a ajouté la porte-parole, notant que le document est pour l'heure sous presse et qu'il ne sera disponible que mardi.

Mais selon diverses indications non confirmées, il se dégage déjà un portrait relativement clair des 15 districts de la future ville. Par exemple, que l'autoroute Jean-Lesage sera utilisée comme ligne de démarcation dans les parties ouest et est de la future grande ville. C'est-à-dire, par exemple, dans l'arrondissement Desjardins, que le district représentant l'actuelle ville de Pintendre accapatera toute la partie de Lévis située au sud de l'autoroute. Dans le même temps, la partie de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy située au nord de l'autoroute sera intégrée à des districts lévisiens.

Tableau semblable, selon les mêmes indications, dans l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Ouest, où le district 1, avec Saint-Étienne pour point d'appui, comptera la partie de Saint-Nicolas situé au sud de la 20. Le district 4, basé sur l'actuel Saint-Rédempteur, sera étendu de même jusqu'à la 20 en prenant la partie de Saint-Nicolas situé au sud de l'autoroute. Les deux autres districts ont été établis d'est en ouest sur le territoire de Saint-Nicolas compris entre la 20 et le littoral.

## DÉCOUPE CHIRURGICALE

Toujours selon les mêmes indications, la découpe sera plus finement chirurgicale dans l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Est, la 20 ne tenant plus le rôle d'une ligne de démarcation. La ville de Charny y servira de pivot à deux districts s'étendant du nord au sud, l'un englobant la partie ouest de la ville de Saint-Romuald et l'autre la ville de Breakeyville. Saint-Jean-Chrysostome représentera deux districts. Dans le même temps, il ressort que la découpe préserve le cœur de Saint-Romuald, ses parcs industriels et sa bordure fluviale pour en faire le cinquième district.

Tout cela, et bien d'autres indications relatives à la fusion, seront précisées à l'occasion des assemblées publiques à venir, la première se déroulant dès le 3 avril dans l'arrondissement Chutes-de-la-Chaudière-Est, à l'hôtel de ville de Saint-Romuald, à compter de 20 h. La seconde rencontre du Comité de transition aura lieu dans l'arrondissement des Chutes-de-la-Chaudière-Ouest, soit à l'école L'Envol, à Saint-Nicolas, le 11 avril, à 20 h. Pour l'arrondissement Desjardins, la rencontre publique aura lieu le 18 avril, à 20 h, à l'hôtel Rond-Point.

## CONFÉRENCES



**Yvon Dallaire**  
Psychologue-sexologue  
Auteur et conférencier

## Pour une sexualité épanouie

Pour couple ou personne seule  
Les mercredis de 19h30 à 22h

Seulement 60\$ pour les cinq conférences  
ou 15\$ par conférence/personne

L'andropause ou la vie cachée des hommes  
(Ce que toute femme et tout homme devraient savoir) ..... 4 avril  
La femme a besoin d'amour, l'homme a besoin de sexe.  
Est-ce si vrai? ..... 11 avril  
La sexualité après 40-50-60 ans ..... 18 avril  
Comment prévenir ou survivre à l'infidélité ..... 25 avril  
Les secrets des couples heureux (en rappel) ..... 2 mai

## Collège Notre-Dame-de-Bellevue

1605, chemin Sainte-Foy, Québec  
Billets disponibles aux **Productions Option Santé**,  
675, Marguerite-Bourgeoys, Québec

Renseignements et prévente: 687-0245

# 2 derniers jours!

## ACHETEZ SAMEDI OU DIMANCHE ET

obtenez un rabais supplémentaire de...

# 10%

## Du prix solde sur tout l'inventaire!

# LA GALERIE DU MEUBLE

LÉVIS  
SEULEMENT!

TOUT DOIT  
SORTIR!  
IL FAUT  
VIDER LES  
LIEUX!

CONTEMPORAIN  
18, rue Courcelette, Québec

CLASSIQUE  
1215, boul. Charest, Québec

ROCHE-BOBOIS  
9, rue Courcelette, Québec

LÉVIS  
170, rte Kennedy, Lévis

LÉVIS  
SEULEMENT!

TOUT DOIT  
ÊTRE  
VENDU!  
IL FAUT  
VIDER LES  
LIEUX!

LA VENTE SE TIENDRA DANS NOS 4 MAGASINS

## VENTE LIQUIDATION 4\$ MILLIONS FERMETURE - LÉVIS

TOUTE OFFRE RAISONNABLE SERA ACCEPTÉE!

### Au magasin de Lévis

### CANAPÉS

486<sup>88\$</sup> - 953<sup>88\$</sup>

4 magasins

### TABLES DE SALON

194<sup>88\$</sup> - 719<sup>88\$</sup>

4 magasins

### CANAPÉS-LITS

897<sup>88\$</sup> - 977<sup>88\$</sup>

4 magasins

### FAUTEUILS INCLINABLES

379<sup>88\$</sup> - 769<sup>88\$</sup>

4 magasins

SANS AUCUNE EXCEPTION!

• LAMPES • GRAVURES • MIROIRS  
• ACCESSOIRES DÉCORATIFS

60% - 80%

de rabais

4 magasins

### VITRINES

433<sup>88\$</sup> - 796<sup>88\$</sup>

4 magasins

Argent comptant, chèque, Visa ou MasterCard - Facilités de financement  
Service de livraison et financement disponibles - Toutes ventes finales

Premiers arrivés... Premiers servis!

© DLSCo2001

## 89% des étudiants ont été vaccinés

■ QUÉBEC — Selon les calculs de la Direction de la santé publique de Québec, les infirmières auront vacciné 89% des étudiants des écoles secondaires visités cette semaine, après quatre jours de campagne de vaccination contre la méningite. Une soixantaine d'infirmières, infirmières scolaires, infirmières de la santé publique, et infirmières à la

retraite, mettront une dizaine de jours pour visiter toutes les écoles secondaires de la région. Lundi, les étudiants des écoles suivantes seront invités à se faire vacciner: St-Pierre, Boudreau, Roger Comtois, CFP Duchesnay, De Robebelle, Saint-Charles-Garnier, Mont-Sainte-Anne, académie Sainte-Marie, St-Patrick, L.L.

# Misères de procureur

## Les substituts du procureur général tournent les coins ronds, faute de temps

RICHARD HÉNAULT  
RHenault@lesoleil.com

QUÉBEC — Les procureurs de la Couronne tournent fréquemment les coins ronds dans le traitement de leurs causes. Ils en sont conscients et ne s'en cachent pas. Ils refusent toutefois d'en porter la responsabilité, qu'ils rejettent sur les conditions dans lesquelles ils doivent travailler.

Les substituts du procureur général, pour les appeler par leur nom véritable, sont présentement en négociations pour le renouvellement de leur entente avec le gouvernement et, insatisfaits de la tournure des choses, ils en profitent pour étaler sur la place publique tant leur rémunération que leurs conditions de travail. C'est de bonne guerre.

Des médias de la métropole ont déjà brossé le portrait particulièrement sombre des conditions régnant au palais de justice de Montréal. On n'y compte plus les dépressions nerveuses dans les rangs des procureurs de la Couronne. Quelques suicides seraient même attribuables aux minables conditions de travail.

Sans être le goulag du palais de justice de Montréal, celui de Québec comporte son lot d'anachronismes et d'aberrations en ce siècle de communications et de moyens technologiques sophistiqués. Qu'on en juge...

Sur les 26 procureurs, seulement une poignée disposent d'un ordinateur pour le travail des secrétaires. Il s'agit de dinosaures devenus obsolètes. Donc, aucun accès aux dossiers,

ni à Internet, ni, de ce fait, à la jurisprudence informatisée.

Il faut donc procéder à la distribution de la montagne de jurisprudence sur papier à chacun des procureurs, qui l'accumule sur son bureau jusqu'à ce qu'il ait le temps d'en prendre connaissance... quelques semaines plus tard. Il s'agit d'un malaise technologique généralisé au ministère de la Justice, qui n'a trouvé les moyens de munir d'un ordinateur les secrétaires de juges qu'il y a environ cinq ans.

**Seulement cinq à dix minutes pour étudier certains dossiers**

Encore faut-il avoir le temps en effet de lire cette jurisprudence indispensable au traitement des dossiers. Le manque de temps, c'est ce qui affecte le plus le travail des procureurs, déclare M<sup>e</sup> René Verret, le représentant à Québec de l'Association des substituts du procureur général.

« Nous n'avons pas le temps de nous préparer adéquatement avant de nous présenter en cour. Durant une journée normale, nous traitons de 20 à 30 dossiers. »

« Un procès simple de conduite avec les facultés affaiblies: nous n'avons que cinq à dix minutes de préparation à consacrer à ça! L'avocat de la défense, parce qu'il a beaucoup moins de dossiers, arrive bien mieux préparé que nous au procès. »

« Quand nous sommes aux comparutions, il n'est pas rare que nous recevions la pile de 20 à 30 nouveaux dossiers seulement une quinzaine de minutes avant de nous présenter devant le juge. Et cette étape est fort importante. On doit y déterminer si le préve-

nu restera ou non en liberté durant les procédures. »

Régulièrement, M<sup>e</sup> Verret et ses collègues doivent préparer des dossiers très tôt le matin, le soir, la fin de semaine et même durant leurs vacances lorsqu'il s'agit de causes majeures. Ce fut d'ailleurs le cas, récemment, lorsque M<sup>e</sup> Verret a plaidé à l'audition de la requête de l'ex-sergent Serge Lefebvre, qui désirait une réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle.

En plus du travail à la cour, un procureur reçoit de 25 à 30 appels téléphoniques par jour. S'il est à la cour, il doit rappeler les interlocuteurs. Il faut rencontrer les policiers, les témoins et, surtout, les victimes qui, en contact le substitut, ne reçoivent pas encore toute l'attention qu'on devrait leur accorder.

Il faut ajouter à tout cela le travail de secrétariat puisque les 26 procureurs de Québec ne reçoivent l'aide que de cinq secrétaires qui tiennent le bon fonctionnement du bureau à bout de bras. Le ministère n'est donc guère plus prodigue au chapitre du personnel de soutien.

D'où l'aberration que des procureurs gagnant 75 000\$ par année doivent consacrer beaucoup de temps à photocopier des documents, à solliciter le plumeau pour obtenir les antécédents judiciaires d'un individu, à se rendre à la salle des dossiers pour consulter un de ceux-ci tout simplement parce que personne ne peut y aller à leur place. Les procédures, ils doivent les rédiger à la main ou les dicter sur des appareils datant de plusieurs années avant qu'une secrétaire puisse trouver le temps de les transcrire...

## BRAVO AU GAGNANT DU FIDÉIDE HABITATION-NOBILIS DE L'ANNÉE



L'APCHQ - région de Québec et la Chambre de commerce régionale de Sainte-Foy sont heureuses de s'associer dans le cadre du Gala des Fidéides 2001 pour décerner le FIDÉIDE HABITATION - NOBILIS DE L'ANNÉE.

GAGNANT

### CONSTRUCTION JACQUES 1977 INC.

Projet: Manoir de l'Atrium (Charlesbourg)



### FINALISTES

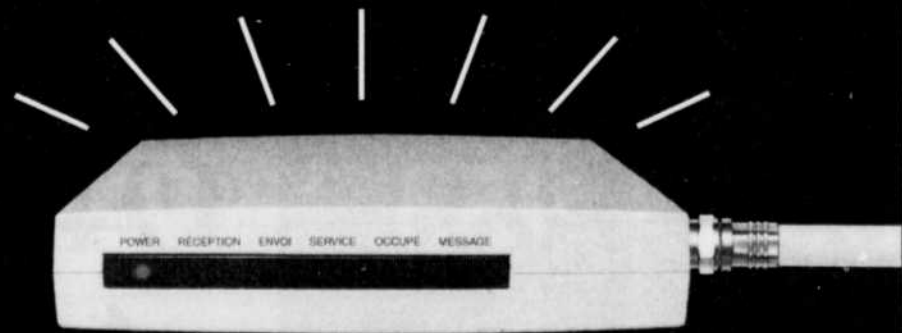
LES PIGNONS SUR LE FLEUVE INC.  
Projet: Les Pignons sur le Fleuve inc. à Cap-Rouge.

A.G.P. COUTURE ET FILS INC.  
Projet: Construction résidentielle à Lévis, sur la rue des Mésanges.

LES HABITATIONS BOVIN  
Projet: Rénovation résidentielle à Saint-Augustin-de-Desmaures

Vroooooouummm. ▶

◀ Dring, dring, dring.  
Pout, pout, pout.



Vous en avez assez d'attendre sur Internet par téléphone?  
Passez à la haute vitesse par câble Vidéotron.  
La connexion est instantanée et le téléchargement ultra rapide.

Abonnez-vous pour seulement  
**29,95 \$\***  
par mois

Économisez jusqu'à  
**290 \$†**

### Gratuits:

- Kit d'autobranchement\*\*
- Installation d'une prise additionnelle

Profitez du programme  
**Brancher les familles sur Internet**



Abonnez-vous: [www.videotron.com](http://www.videotron.com)  
(418) 847-4410 | 1 877 380-2511

INTERNET PAR CÂBLE VIDÉOTRON  
**Plus vite, plus l'fun!**

## Vidéotron

L'incomparable puissance du câble,  
à votre service.

\* Temps d'utilisation illimité. \*\* Le kit d'autobranchement comprend le CD-ROM de démarrage, l'interface USB ou la carte Ethernet, deux cavaliers, le diviseur haute fréquence et le guide d'installation.  
† L'économie de 289,90\$ correspond au rabais accordé sur l'achat du modem, du kit d'autobranchement et sur l'installation de la prise additionnelle. ‡ Applicable à un minimum de 60 heures d'utilisation par mois. Conditionnel aux règles du gouvernement du Québec.  
L'offre se termine le 31 mars 2001, s'adresse aux clients résidentiels abonnés au service de câble Vidéotron et est applicable à l'achat du modem câble et à l'abonnement de 12 mois.  
Là où la technologie le permet. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent.

# Entre les deux, l'avocat balance

## Qu'est-ce qui pousse les uns vers la Couronne et les autres vers la défense?

RICHARD HÉNAULT

RHenault@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Couronne ou défense? Pourquoi un avocat criminaliste choisit de pratiquer dans un camp ou dans l'autre? Tout n'est pas nécessairement une question de gros sous ou de sécurité d'emploi, contrairement à certains mythes abondamment véhiculés.

Les présentes revendications des procureurs de la Couronne procurent une bonne occasion d'éclaircir un tant soit peu cette alternative. Côté salarial, les procureurs se disent très insatisfaits de leur traitement actuel. Le maximum normal de l'échelle salariale se situe à 74 000 \$ et 25 % de l'effectif au Québec peut aspirer à la classe leur accordant jusqu'à 86 000 \$ par année.

Ils voudraient toucher 90 % de la rémunération des juges de la Cour du Québec, qui est de 137 000 \$. Huitièmes au Canada en ce qui concerne la rémunération, les procureurs québécois soulignent que celle de leurs homologues ontariens atteint 162 000 \$ tandis que les juges y gagnent 170 000 \$.

Or, les avocats de défense soutiennent qu'environ 5 % d'entre eux seulement gagneraient davantage que les procureurs les mieux rémunérés, une fois leurs dépenses de bureau acquittées, évidemment. Et c'est sans compter tous les petits irritants de la pratique régulière et quotidienne en défense.

À quelques exceptions près, ils travaillent tous dans de très petits bureaux. Au moins un avocat de défense n'a même pas de bureau!

Mis à part les causes les plus médiatisées comme celles impliquant des chefs de motards, où il n'y a pas de limites, les moyens de la défense sont pratiquement inexistantes. L'avocat doit tout faire seul, personne ne l'assiste. En outre, il faut voir à l'administration du bureau, collecter les clients (pas toujours facile), négocier les honoraires, répondre au téléphone le soir, la nuit, la fin de semaine sous peine de perdre la clientèle, courir au centre de détention, dans les cours municipales et au palais de justice, celui de Québec et ceux d'autres régions, ne prendre des vacances que par cour-

tes périodes, toujours afin de demeurer disponible, se priver de congés de maternité décentes, et on en passe.

Bref, selon les avocats de défense, le stress est beaucoup plus intense. La Couronne, à leurs yeux, c'est la STABILITÉ.

### LES TEMPS ONT CHANGÉ

Il fut une époque, il y a une vingtaine d'années, où l'avocat de défense était beaucoup mieux rémunéré. Les rangs de la Couronne se dégarnissaient d'ailleurs allègrement.

Pour diverses raisons, les temps ont bien changé. Durant les 15 dernières années, en effet, un seul procureur de la Couronne a claqué la porte pour traverser la clôture. On ne le dit pas tout haut mais, à l'inverse, les avocats de défense qui inscrivent leur candidature à des postes de substitut du procureur général seraient légion.

**« On ne vient pas à la Couronne pour l'argent. C'est parce que ça correspond à nos valeurs, à nos idéaux de justice et nous faisons un effort pour l'humaniser, cette justice »**

Pour joindre les deux bouts, un certain nombre doivent pratiquer d'autres types de droit (familial, civil, carcéral, etc.). Certains ont même recours à des emplois qui n'ont rien à voir avec le droit.

Comme le demande un procureur de la Couronne, préférerait-on faire affaire avec une crapule, une ordure qui est toujours insatisfaite des services de son avocat et qui, en conséquence, ne trouve plus jamais d'argent pour le rémunérer, ou avec une pauvre victime d'agression sexuelle, de vol qualifié ou de violence conjugale? Poser la question, c'est y répondre.

« Nous sommes à la Couronne pour le côté humain, pour aider les victimes », explique avec une pointe de passion M<sup>re</sup> René Verret, le représentant à Québec de l'Association des substituts du procureur général. Mettant de côté les aspects corporatiste et salarial, le procureur a consulté des collègues avant de livrer ce constat: « C'est ça qui nous tient à cœur. Être utile à la société, c'est une forme de vocation et on y croit! »

« On ne vient pas à la Couronne pour l'argent. C'est parce que ça correspond à nos valeurs, à nos idéaux de justice et nous faisons un effort pour l'humaniser, cette justice. »

« Bref, nous y sommes pour le côté humain du travail. En défense, nous y irions strictement pour l'argent. »

Comme le dit l'adage, « La Couronne n'a pas de causes à gagner ». Il faut toutefois leur voir la mine lorsqu'ils (elles) en perdent une...



Comme leurs confrères à Montréal, les procureurs de la Couronne ont manifesté hier au palais de justice de Québec pour obtenir de meilleures conditions de travail.

## TOUT UN MONDE DE CAMPING

# CARAVANE MARCO

### LE SERVICE AVANT TOUT!

Un personnel qualifié à votre disposition

**Nouveaux services offerts:**

- traitement antirouille
- traitement de peinture
- traitement de tissu
- inspection mécanique et de l'habitacle

**Meilleures marques**  
**Meilleurs prix**  
**Meilleur service**

**PROMOTION SUR CERTAIN VÉHICULE**  
*Faites votre offre!*

**Plus de 250 véhicules en main**  
*neufs et usagés*

**Vente - Location - Réparation**

- Motorisés • Roulottes • Tentes-roulottes
- Véhicules à sellerie d'attelage (fifthwheels)
- Camions-campeurs

**Heures d'ouverture :**  
Lundi au vendredi: de 9h à 20h  
Samedi: de 9h à 17h  
Dimanche: de 10h à 16h

**Québec**  
1540, Jean-Talon Nord  
(boul. Charest)  
Voisin de Premier Mazda  
**(418) 687-5757**

Pièces - Accessoires  
Rabais à nos membres  
Demandez votre carte V.I.P.

Dépositaire  
**BLUE OX**

**Amateurs de WEB?**

Retrouvez au [www.lesoleil.com](http://www.lesoleil.com)

toutes les annonces classées du Soleil

**LE SOLEIL**  
Sur mesure pour vous

Toujours soucieux d'améliorer son service, Caravane Marco a implanté un programme de suivi détaillé, c'est-à-dire que dès son arrivée à notre centre multiservices, chaque véhicule est inscrit dans un fichier où l'on trouve toutes les informations nécessaires pour offrir le plus rapidement possible le service auquel vous avez droit. C'est ainsi que l'on peut dire que l'intention de toute l'équipe de Caravane Marco est que vous soyez satisfait.

Pour le constater, nous vous offrons tout à fait gratuitement une inspection visuelle de votre véhicule. Vous avez simplement à prendre rendez-vous avec notre département de service et présenter le coupon ci-joint.

Une simple visite chez **Caravane Marco** et vous serez convaincu qu'à Québec, pour le véhicule récréatif, c'est la place!

## CARAVANE MARCO

### Promotion

#### Inspection visuelle de votre VR gratuitement

Prenez rendez-vous au **(418) 687-5757**

Non monnayable et non échangeable

Valide jusqu'au 15 mai 2001



Problème de jeu?  
Misez votre 25¢ dans cet appareil.  
Vous n'avez rien à perdre.

JEU : AIDE ET RÉFÉRENCE 1 800 461-0140

Le jeu doit rester un jeu.



loto-québec

# ÉQUATEUR Dollar américain

Suite de la Une

Heifer, une ONG (organisation non gouvernementale) américaine, présente dans une trentaine de pays, qui travaille en Équateur avec les petits paysans, les associations d'Indiens et autres ONG locales dans le cadre d'un programme de développement durable de l'agriculture.

« Ça va avoir l'effet d'une grosse bombe. Ça va générer des conflits partout. Ça va être un désastre », prédit Daniel Roy, un Témiscaminois installé depuis sept ans à Quito où il tient un petit restaurant *Le grain de café*. Lui aussi anthropologue de formation, Daniel a servi d'interprète au SOLEIL pendant toute la durée de son séjour en Équateur et s'est révélé une source inépuisable d'informations.

### UN PROJET FLOU

La kyrielle d'entrevues menées par le journal pendant son séjour en Équateur avec des ONG, des paysans, des éleveurs, des économistes, des hommes d'affaires ont révélé que le peuple équatorien ignore tout du libre-échange. Faut savoir que le pays vient de traverser trois années de chaos. Trois années de crise politique et économique grave ponctuées par la faillite des banques, la révolte des autochtones et l'abandon de la monnaie nationale au profit du dollar américain. Trois années d'enfer. La population, qui a vu le salaire minimum glisser jusqu'à 40\$US par mois, est tombée en mode survie préoccupée au premier chef par des questions de pain et de beurre.

Dans ce contexte de misère, l'accord de commerce continental demeure pour la très vaste majorité de la population quelque chose de flou. De vague. D'un peu théorique. Sans compter que le gouvernement équatorien est réputé n'avoir rien fait pour préparer les gens au changement. Les paysans, les petits commerçants n'auraient pas la moindre idée de ce qui leur pend au bout du nez.

« Dans un pays qui pratique l'autosuffisance, le premier défi est de produire un minimum pour nourrir la famille, souligne Fernando Larrea. Les gens se battent depuis des années pour améliorer leurs conditions de vie. Le Plan colombien de lutte contre la drogue préoccupe bien davantage que la mondialisation. On craint les débordements des narcotrafiquants en territoire équatorien. La fuite des paysans qui vivent à la frontière. Cela suffit à expliquer l'absence d'intérêt pour le libre-échange. Même si ces accords risquent de bouleverser la vie du pays. »

### ÉCARTS ABYSSAUX

L'Équateur ne serait pas a priori contre l'intégration continentale. On s'accorde en général pour trouver le principe louable, valable. « Le problème, c'est que ce n'est pas un accord d'intégration comme tel, dénonce le directeur de Heifer. C'est un accord commercial. Et la différence entre les deux est énorme. »

Les écarts « abyssaux » de développement entre les 35 pays des Amériques ne laissent pas d'inquiéter. D'aucuns estiment que les disparités sont telles qu'elles rendent quasi impossible la création d'une zone de libre-échange entre partenaires égaux.

Prenant l'exemple de l'Accord nord-américain (ALENA) auquel participe le Canada, Larrea soutient que cet accord-là a provoqué une grave crise chez les petits fermiers mexicains doublement pénalisés par l'importation de graines et de céréales en provenance du Canada et des États-Unis et la mort du programme d'aide gouvernementale aux petits agriculteurs. À ses yeux, des situations semblables vont inévitablement se produire en Équateur avec la ZLEA, le pays étant nettement incapable de soutenir la concurrence.

### EN FAILLITE

En août 1998, après l'anomalie climatique El Niño, le tremblement de terre de 7,1 sur l'échelle de Richter qui ravagea la côte équatorienne et la chute des prix du baril de pétrole, le pays est considéré techniquement en faillite. Il ne vit plus que de bananes, qui comptent pour 40% de ses revenus, et de fleurs, une industrie en expansion. Le sucre, la monnaie nationale, plonge. L'Équateur est littéralement une république de bananes. Sa situation est considérée extrêmement vulnérable par rapport aux autres pays de l'hémisphère comme le Brésil, l'Argentine et le Chili qui ont réussi une plus grande diversification de leur économie.

La Colombie, avec son trafic de drogue générateur de problèmes sociaux, mais aussi de richesse, occupe une place à part. Son économie est de loin plus forte que celle de l'Équa-



LE SOLEIL, MONIQUE SIGUERE  
Fernando Larrea

teur et le poids de sa dette de beaucoup inférieur.

Colombie exceptée, la situation de l'Équateur se compare à celle des au-

tres pays du bloc andin, la Bolivie et le Pérou. Ce sont trois pays qui ont beaucoup en commun. Des économies similaires et d'importantes populations indigènes. Mais nulle part le sort ne s'est acharné avec autant de férocité que sur l'Équateur au surplus déserté par sa main-d'œuvre. Nulle part la situation n'a atteint un degré de détérioration aussi tragique.

Le miracle continental dans des conditions aussi inégales apparaît impensable. « Quand les deux tiers de la population sont sans emploi ou sous-employés dans l'économie informelle. Quand la main-d'œuvre est peu ou pas préparée, on ne peut envisager sans beaucoup d'appréhensions l'entrée dans un nouveau marché, dit l'anthropologue équatorien. Le pays a besoin de temps. »

Toutes les personnes interrogées par LE SOLEIL en Équateur ont exprimé la même crainte qu'une zone de libre-échange à l'échelle du continent ne rende les riches encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres. Les grands perdants sur la ligne de départ sont indéniablement l'Amérique centrale, Costa Rica excepté, la Bolivie et l'Équateur. Mais le processus est solidement enclenché et personne ne croit pouvoir arrêter le train de la mondialisation. Un train sans marche arrière.

# L'EXTRA NUMÉRO LE SOLEIL

Surveillez votre EXTRA-NUMÉRO LE SOLEIL, du lundi au vendredi, au dos de L'EXTRA.

Offre spéciale aux diplômé(e)s



Neon 2000



Notre prix  
**14 450\$\***

Prix de détail suggéré: 18 810\$

garantie 5 ans/100 000 km,  
21,132 h.p., 4 portes,  
5 vitesses, air climatisé,  
sièges rabattables,  
AM-FM cassette 6 haut-parleurs.

Et plus encore...



STE-FOY  
CHRYSLER

Une équipe de vrais passionnés

2025, Jean-Talon Sud  
Sainte-Foy  
www.sfchrysler.com  
682-2025

# VENTE D'ENTREPÔT

A M E U B L E M E N T S  
T A N G U A Y

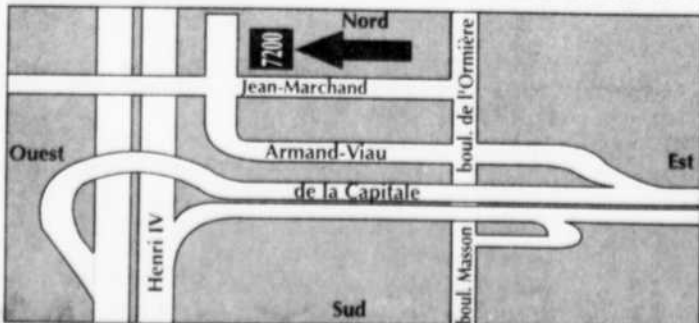
7200, Armand-Viau



• DES PRIX REDUITS AU MINIMUM • DES RABAIS DES FABRICANTS

# 2 DERNIERS JOURS

A NOTRE ENTREPOT SEULEMENT



Samedi 31 mars 9h à 17h

Dimanche 1<sup>er</sup> avril 9h à 17h

Les 36 HEURES TANGUAY, c'est une LIQUIDATION de meubles, d'électroménagers, d'électronique et d'informatique: échantillons de plancher, meubles en démonstration ou de fin de série et marchandise légèrement endommagée. Les prix sont réduits au minimum et très souvent laissés au-dessous du prix coûtant. Tout sera vendu sur la base du premier arrivé, premier servi. Cartes de crédit acceptées. Ça se passe uniquement à notre entrepôt et toute la marchandise est pour livraison immédiate.

7200, Armand-Viau 847-4411

# CONTEXTE

SOMMET DES AMÉRIQUES

## Plongeon forcé

L'Équateur part dernier en piste pour la grande aventure continentale

■ QUITO—Leopoldo Baez, l'homologue d'Alan Greenspan aux États-Unis ou de David Dodge au Canada, pose sur le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) le regard froid de l'économiste. « Non, l'Équateur n'est pas prêt à entrer dans une zone de libre marché, déclare-t-il d'emblée au SOLEIL. Il n'est pas assez compétitif. »



Monique Giguère

MGiguere@lesoleil.com  
LE SOLEIL EN ÉQUATEUR

Cela dit, le gérant général de la Banque centrale de l'Équateur, qui fera partie de la délégation équatorienne en avril à Québec, estime que ce pays de 12,7 millions d'habitants, l'un des plus pauvres des Amériques, n'a pas le choix. Il doit embarquer dans le train de la mondialisation. Sinon, il sera mis au ban du continent.

Le señor Baez voit en quelque sorte l'intégration des marchés à l'échelle des Amériques comme une fatalité. « L'Équateur n'est pas une île. Quelle option lui reste-t-il s'il ne participe pas? demande le banquier. La mondialisation est une tendance lourde. Un prix sera attaché à la résistance. Les marchés vont s'ouvrir à ceux qui ouvrent aussi leur marché. »

Le numéro un de la Banque centrale équatorienne rappelle que la philosophie de l'intégration est de réduire les écarts entre riches et pauvres. Il convient que la démocratie, la prospérité, la lutte à la pauvreté font aussi partie du discours du Sommet des Amériques. « Mais il y a loin de la philosophie à la pratique, réfléchit-il. La libre circulation des capitaux et des marchandises, c'est le moteur du projet. Les marchés vont devenir tout-puissants. Ce sont les capitaux et les pays industrialisés qui vont dicter les règles du jeu. »

### PERTE DE SOUVERAINETÉ

Leopoldo Baez n'hésite pas à parler de perte de souveraineté des États. « Absolument! Le rôle de l'État va être amoindri », confirme l'économiste qui place la dollarisation de l'économie équatorienne dans la foulée de la logique mondialiste. « En acceptant le dollar, on a accepté une monnaie qui n'est pas la nôtre. L'Équateur a ainsi renoncé à définir lui-même sa politique monétaire. C'est une grande perte d'autonomie, reconnaît-il. À l'inverse, il est clair que ça va faciliter notre intégration dans l'économie continentale. »

Depuis ce fatal 9 janvier 2000, la Banque centrale de l'Équateur continue de battre sa monnaie. Mais uniquement les pièces de métal. On frappe l'équivalent des sous, des 5, des 10, des 25 et des 50 cents américains.



PHOTOS: MONIQUE GIGUÈRE, LE SOLEIL

Mais ça s'arrête là. Après, ce sont les billets verts qui sont rois.

### COMME LE QUÉBEC

Leopoldo Baez tient des propos étonnants pour un banquier. Il se dit d'accord avec le Sommet parallèle des peuples, même s'il ne croit pas en ces protestations de pacifisme. « Cette réaction de la société civile est très importante, commente-t-il. Ça va forcer

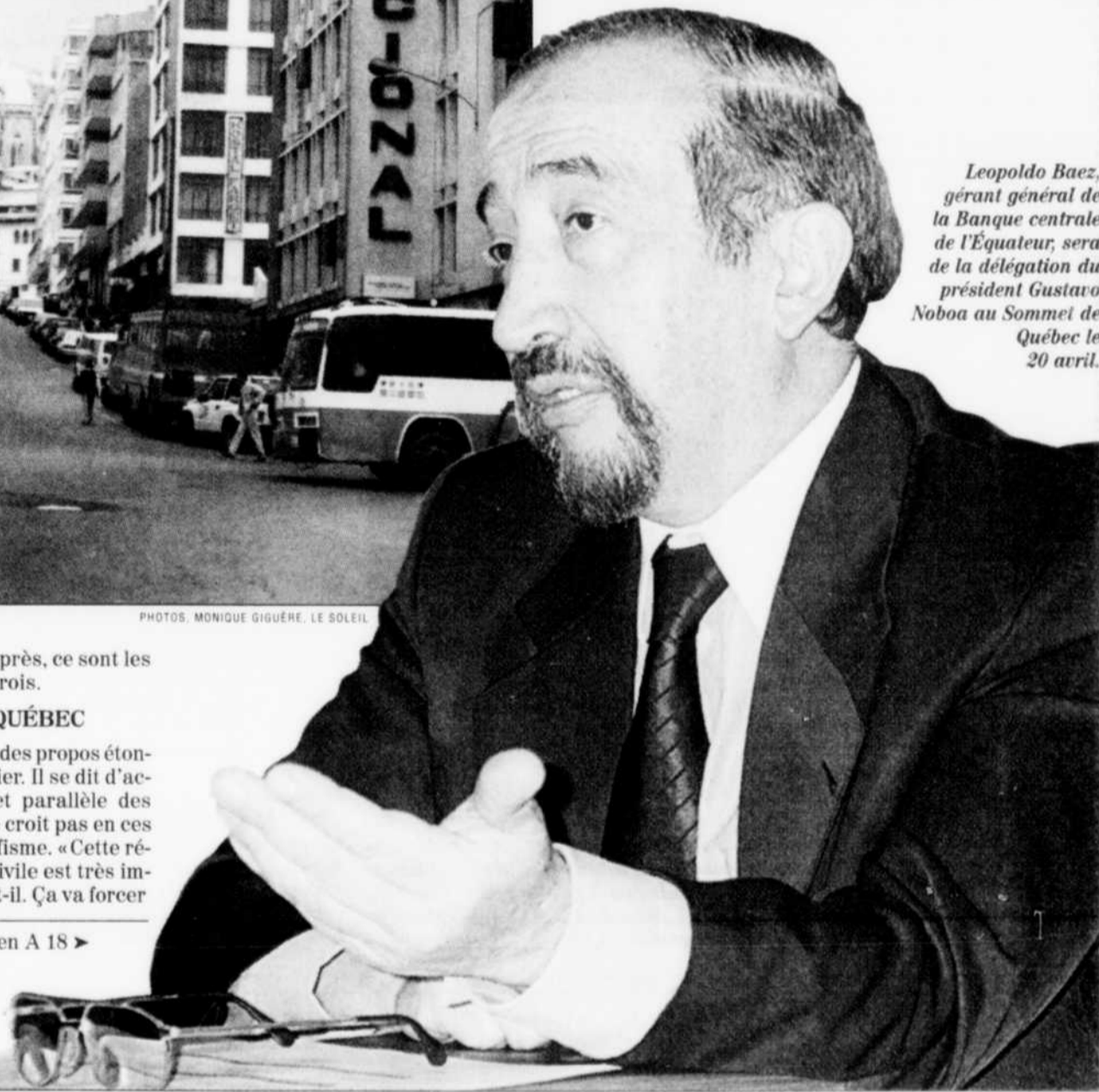
Voir PLONGEON en A 18 >



INFOGRAPHIE: AP - LE SOLEIL

Depuis l'effondrement du système bancaire en 1999, les banques n'ont pas la cote en Équateur. Beaucoup d'épargnants refusent systématiquement de remettre les pieds dans un de ces établissements.

Leopoldo Baez, gérant général de la Banque centrale de l'Équateur, sera de la délégation du président Gustavo Noboa au Sommet de Québec le 20 avril.



Spéciaux valides les samedi 31 mars, dimanche 1<sup>er</sup> et lundi 2 avril 2001, dans toutes nos succursales. Ouvert 7 jours, 7 soirs de 9h à 21h.

**Bananes**  
« CHIQUITA »  
impartées  
37¢ la livre

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS  
**Le JARDIN MOBILE**

**Brocoli**  
de la Californie  
Groscur #14 ou 18  
Catégorie no 1  
97¢ chacun

**Asperges**  
de la Californie  
préemballées  
Catégorie no 1  
6,555 kg  
2,97\$ la livre

**Cantaloup**  
du Honduras  
Groscur #18 ou 23  
Catégorie no 1  
97¢ chacun

**Champignons frais**  
entiers  
BLACS  
de l'Ontario  
Catégorie no 1  
Contenant de 227 g  
1,27\$ le contenant

**Poires « Bartlett »**  
de l'Argentine  
Groscur #120  
Catégorie no 1  
2,145 kg  
97¢ la livre

Ces spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

## SOMMET DES AMÉRIQUES

## Quito a le pays à dos

L'État gouverne pour l'élite économique

MONIQUE GIGUÈRE  
MGiguere@lesoleil.com

■ QUITO — « En Équateur, le gouvernement gouverne avec le pays à dos. Il ignore totalement les classes pauvres. Il gouverne pour l'élite économique. L'exemple le plus dramatique, c'est la crise bancaire et la dollarisation. »

Fernando Larrea, directeur de la Fondation Heifer, parle de scandale, de crise morale. « Pour sauver un groupe de banquiers corrompus, le gouvernement a gelé les comptes en banque de toute la population pendant un an. Les petits épargnants ont perdu toutes leurs économies et les banques ont quand même fait faillite. Soixante-dix pour cent du volume bancaire sont partis en fumée. »

Les stigmates de la crise monétaire demeurent douloureusement fraîches dans l'esprit des Équatoriens. Tout a commencé en 1998 avec les pluies diluviennes d'El Niño qui ont détruit des millions d'hectares de cultures et d'infrastructures, dévasté les axes routiers et tué 200 personnes. Ça s'est poursuivi avec la chute des prix du pétrole et de la banane, la dévaluation en cascade de la monnaie nationale et une flambée de spéculation sur le sucre.

En 1999, la situation est à ce point hors de contrôle que c'est là, en mars, que le gouvernement de Jamil Mahuad décide de geler les comptes bancaires de tout le monde et met les banques « en vacances » pendant trois jours. Le pays est sens dessus dessous. Manifestations et marches de protestation se succèdent. Le 6 janvier 2000, c'est l'état d'urgence et le 9, c'est la douche froide.

Le président annonce le remplacement du sucre par le dollar américain. La fameuse et impopulaire *dolarización*.

## HARO SUR LES BANQUIERS

Méchante année 2000 pour les Équatoriens. Au sortir de la crise, l'argent des épargnants ne vaut plus le papier sur lequel il est imprimé. Dans la seule année 1999, la monnaie nationale perd près de 200% de sa valeur face au dollar américain. Plus précisément 197%. À la fin de l'année 1999, il faut 20000 sucres pour acheter un billet vert, cinq fois plus qu'en 1997. La dollarisation va bloquer le taux à 25000 sucres pour 1 US\$.

Les conséquences sont dramatiques pour la population. Les retraités voient leur pension chuter de 40 \$US à un dérisoire 4 \$US par mois. Leur situation est si critique, si désespérée, qu'un mouvement se forme pour la défense et la dignité des personnes âgées.

Les seuls à sauver leurs billes sont les banquiers grâce à l'intervention du gouvernement qui prend les banques en main. Mais s'ils ont sauvé leur fric, les banquiers ont perdu l'honneur. « Ce sont eux les grands responsables de la crise monétaire, n'hésitent pas à affirmer Fernando Larrea et l'Équatorien d'adoption Daniel Roy. Propriétaires, via des prête-noms, d'entreprises en difficulté, ils se sont prêtés à eux-mêmes. Ils ont pillé les banques de milliards de dollars et déclenché la spirale inflationniste en spéculant sur le sucre. La crise a tellement fait mal que des gens, encore aujourd'hui, refusent de mettre le pied dans une banque. Retour au colchon. Le bon vieux matelas est jugé plus sûr. »

## WASHINGTON QUI DÉCIDE

Sur le plan économique, la dollarisation est considérée par une vaste majorité de gens comme une véritable tragédie nationale. « Désormais, c'est Washington qui décide. C'est le président de la Réserve fédérale américaine qui dicte la politique économique à Quito », soutiennent les détracteurs de la mesure décriée qui ajoutent qu'en subordonnant son économie à l'économie américaine, l'Équateur a non seulement perdu un pan important de sa souveraineté, mais également la capacité d'établir sa propre politique monétaire.

Le directeur de Heifer explique que, confronté à une situation difficile, l'Équateur ne dispose plus que d'une faible marge de manœuvre. « Si le prix du pétrole venait à chuter ou si le Pérou, ou la Colombie, décidaient d'une dévaluation de leur monnaie, l'Équateur subirait une perte nette de compétitivité, note-t-il. Le pays a perdu sa capacité de réagir. »

Sans compter que la dollarisation n'a pas tenu ses promesses. L'économie que l'on comptait stabiliser avec l'adoption du dollar a connu une nouvelle poussée inflationniste en 2000. Les prix ont augmenté de 91% en



Sur Avenida Amazonas, une des artères les plus achalandées de Quito, un citoyen déambule avec un EXTRA sous le bras. Un EXTRA en espagnol.

dollars américains et les salaires ont baissé de 30% par rapport à 1999.

De 230 \$US par mois il y a quelques années, le salaire minimum est ainsi tombé à 42 \$US en l'an 2000 pour remonter à 136 \$US en 2001. Soit 85 cents américains l'heure. Un revenu nettement insuffisant pour nourrir une famille. « Le salaire n'achète plus que 30% du panier de provisions. C'est un manque à gagner de 70% pour manger convenablement », calcule Daniel Roy, qui précise qu'en soustrayant des 136 \$US la cotisation de l'employé à la sécurité sociale et les 20 \$US d'autobus que ça lui coûte par mois pour se rendre à son travail, l'homme de la rue se retrouve

avec moins de 100 \$US en poche par mois pour se loger, se nourrir et se vêtir, lui et sa famille.

Les conséquences d'une telle détérioration de l'économie sont évidentes : malnutrition, maladie, endettement, frustration, stress, violence, vols, comme a pu le constater LE SOLEIL qui s'est fait ouvrir son sac avec un stylet. Bref, tous les problèmes sociaux associés à un manque de ressources.

D'aucuns estiment que, sauf pour El Niño, la crise économique n'a aucune raison d'être en Équateur. La crise économique est avant tout une crise morale, répète-t-on. Un problème de corruption.



C'est l'hiver à Quito. Chaque jour apporte son lot d'averses. C'est le moment pour les jeunes squeegees de faire des affaires. Tout en s'amusant.

PLONGEON  
Périmètre de  
sécurité

Suite de la A 17

un questionnement plus en profondeur de la part des décideurs. Mais pacifiques ces groupes-là, ce n'est pas mon avis. »

Et l'économiste de rappeler qu'à Prague, lors de la réunion du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale de septembre 2000, les délégués avaient dû être évacués du Palais des congrès par convoi spécial. « Quand nous sommes descendus du train, le danger était palpable. Des manifestants étaient très agressifs », se rappelle Maritza Cabezas, directrice de la programmation macroéconomique à la Banque centrale, qui faisait également partie de la délégation équatorienne en République tchèque.

Le señor Baez ne veut pas se prononcer sur le périmètre de sécurité qui sera érigé à Québec pour protéger les chefs d'État, de gouvernement et leurs délégations. « Il faut savoir composer avec les manifestations, dit-il. Ça fait partie de nos fonctions. Si on nous surprotège à Québec, je vais très certainement, pour ma part, essayer de m'évader pour visiter un peu. Sinon, je resterai à mes frais après le Sommet pour voir la ville. »

Et le gérant général de la Banque centrale de l'Équateur, admirateur déclaré du Canada pour sa position sur les droits humains, d'enchaîner sur Québec : « L'intégration continentale, c'est comme le Québec. Une province un peu spéciale, non ? Le Québec n'est pas heureux dans la Confédération canadienne, mais il en fait toujours partie. Comme l'Équateur, il n'a pas le choix. »

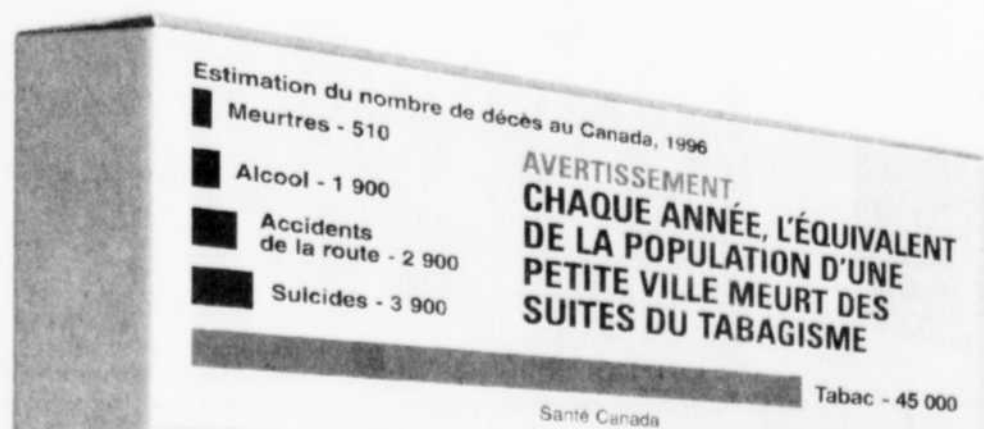
Le financier dit qu'on peut être d'accord — ou pas d'accord — avec la mondialisation, « mais ça semblerait le chemin correct à emprunter », laisse-t-il tomber sur un ton peu convaincu, mais résigné.

Le Sommet de Québec sera l'occasion d'un nouveau changement à la présidence du groupe de discussion sur la Zone de libre-échange des Amériques. Ironie du sort, c'est l'Équateur, l'un des pays les moins bien préparés pour la grande aventure continentale, qui prendra la relève de l'Argentine. Cela pour les 18 prochains mois.



Fernando Larrea, directeur de la Fondation Heifer en Équateur, déclare que les Équatoriens ont des problèmes plus urgents à traiter que la création d'une Zone de libre-échange entre les Amériques (ZLEA).

Les NOUVELLES MISES EN GARDE de Santé Canada sur les paquets de cigarettes...



Il est temps de voir les vraies proportions du problème.

www.infotabac.com  
1 800 O-Canada (1 800 622-6232)

Canada

# SUMMET DES AMÉRIQUES

## Daniel Roy éreinte, mais adore l'Équateur !

MONIQUE GIGUÈRE

MGiguere@lesoleil.com

■ QUITO—Daniel Roy, ce Québécois d'origine et anthropologue de formation qui a accompagné LE SOLEIL pendant son séjour en Équateur, ne roule pas carrosse à Quito. Il habite, avec Zandra et les deux garçons, une section de la maison de la belle-famille, conduit une vieille jeep Suzuki 1979, travaille comme traducteur et consultant en développement et tient restaurant. Du sept jours sur sept, l'essentiel du temps.

**N**i riche ni pauvre, il dit faire partie de la classe moyenne, cette mince tranche de la population équatorienne qui se situe entre les 5 % de riches et les 80 % de miséreux. « Je vis assez bien dans le contexte équatorien, mais les voyages et les petits luxes, faut oublier ça, confie-t-il au SOLEIL. Les mêmes revenus transposés au Canada, ce serait la gêne. Mais ici, ça va. »

Daniel, qui a abandonné l'anthropologie pour la restauration, explique qu'à cause de la Nestlé qui a imposé le Nescafé en Équateur, on ne trouvait nulle part de bon café à son arrivée. « Nescafé no es café (Nescafé n'est pas du café) que je répétais tout le temps. L'idée d'ouvrir un bistrot où l'on boirait du vrai café me trottait dans le tête. J'avais la nostalgie des coins latins de Québec comme Temporel, Hobbit, Krieghoff. Le 1<sup>er</sup> juin 1995, c'était chose faite. J'ouvrais *Le Grain de Café* rue Baquedano et j'accueillais mes premiers clients. Ça fait six ans et je suis toujours là », raconte l'ex-étudiant en

3,60 \$US en 1995 au café de Daniel, est tombé 80 cents US en 1999. « Le salaire minimum venait de passer de 230 \$US par mois à 42 \$US, expliquait-il. Pour garder notre clientèle, il fallait tenir compte de la capacité de payer des gens. »

Depuis, il a relevé ses prix. En même temps que le salaire minimum remontait à 130 \$US, il fixait le plat du jour à 2,20 \$US. « L'inflation a frisé les 100 % en 2000, mais là on sent un regain de confiance chez le consommateur, note-t-il. Les gens sont moins stressés, de meilleure humeur et dépensent plus. Mais on ne reverra pas les prix de 1995 avant cinq ans. Les salaires ne suivent pas l'inflation. »

Si les choses continuent de s'améliorer, Daniel pense ouvrir un comptoir dans la section halte-bouffe d'un centre commercial de Quito.

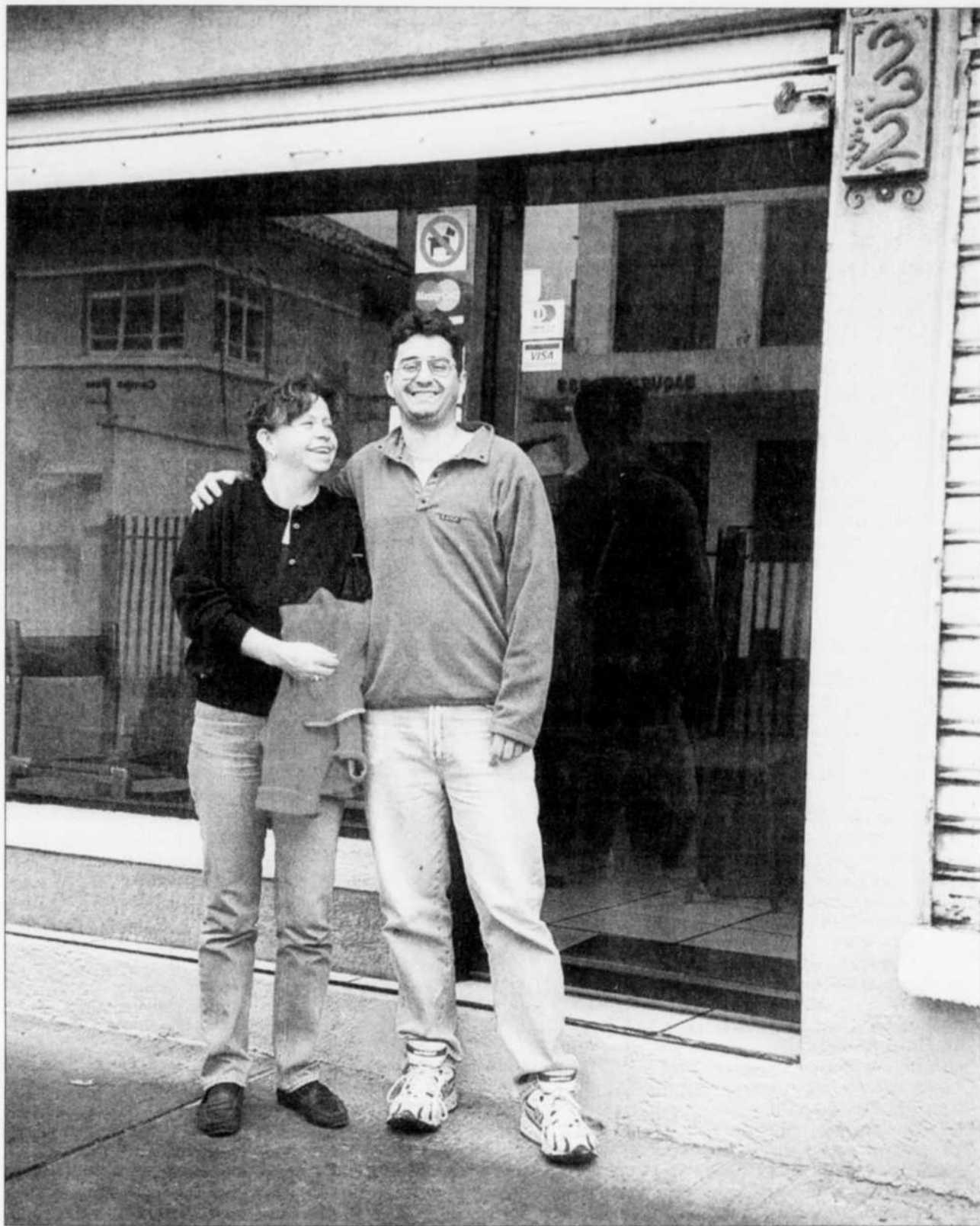
### CORRUPTION

La *red tape* ne l'enchant pas plus qu'il faut. Mais le Néo-Équatorien a l'expérience. « C'est beaucoup, beaucoup de paperasse. Incroyable le nombre de permis qu'il faut aller chercher : permis du Service des incendies, de la municipalité, du ministère des Finances, du ministère du Tourisme, énumère-t-il. Permis d'hygiène pour le local et pour les employés. Permis de musique. Adhésion obligatoire à la Chambre touristique. Sans compter les déclarations de revenus à la fin de chaque mois. Beaucoup de bureaucratie. Beaucoup de corruption. »

Daniel assure avoir toujours résisté à la *coima* (pot-de-vin). « Si tu paies une fois, tu es rôté, déclare-t-il. Je me refuse à tomber dans ce piège-là. Je dis aux inspecteurs : Si je suis en faute, allez-y, fermez-moi. Ça n'ont jamais osé. »

Quand il parle *coima*, Daniel s'enflamme. « Le niveau de corruption est impressionnant en Équateur, lance-t-il. C'est un trait culturel. À ce point entré dans les mœurs que la moitié de la population n'y voit rien de mal. C'est un problème moral. »

Il raconte qu'en 1989, alors qu'il préparait sa thèse de doctorat en anthropologie sur la côte équatorienne, le gouvernement de Quito a décrété un moratoire de deux mois sur la pêche à la crevette pour permettre à l'espèce de se régénérer.



Daniel et Zandra se sont rencontrés à Guayaquil en 1989. Les deux se sont mariés à Quito en 1991. Ils ont ouvert *Le Grain de Café* le 1<sup>er</sup> juin 1995.

« Le niveau de corruption est impressionnant en Équateur. C'est un trait culturel »

anthropologie de l'Université Laval, originaire du Témiscamingue.

Que *Le Grain de Café* soit encore debout aujourd'hui tient presque du miracle. La crise économique, doublée d'une crise monétaire, qui a secoué l'Équateur de 1998 à 2000, a forcé plus d'un établissement à fermer ses portes. « Ça été des années dures, confirme l'ancien boursier du FCAR (Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche). Mais 1999 a été la pire de toutes. Des milliers d'entreprises ont fermé. Autour de nous, ça tombait comme des mouches. On a finalement réussi à passer à travers. On a conservé une bonne clientèle et une bonne réputation. Mais les profits ont piqué du nez. »

Pour donner une idée de l'ampleur de la crise, le plat du jour, qui coûtait

Paniqués à l'idée d'être privés de revenus pendant deux longs mois, les pêcheurs équatoriens seraient allés trouver le capitaine du port pour le presser de faire quelque chose en leur faveur. Quelqu'un a proposé l'émission d'un permis spécial contre 5 \$US dans la poche du capitaine qui, de son côté, enverrait les militaires patrouiller dans d'autres eaux.

« Personne n'a vu rien de mal ou d'illégal là-dedans. On a loué la générosité du capitaine. C'est comme ça en Équateur, constate Daniel. Pour les uns, la *coima* est quelque chose de moral. Pour les autres, c'est immoral. La différence avec autrefois, c'est qu'aujourd'hui, ça se pratique encore plus ouvertement. »

« Si tu brûles un feu rouge au Québec, tu te fais coller une contravention, continue-t-il pour illustrer son propos. Ici, tu n'écopes pas d'amende. Tu paies ou le policier, ou le juge, ou le fonctionnaire. »

### LES « PIPONS »

Daniel Roy, qui a laissé l'anthropologie après s'être fait piquer les données de sa thèse de doctorat et s'être payé une déprime, dénonce aussi la politique des *pipons*, ces employés fantômes qui entrent et sortent du service de l'État selon les caprices des hommes au pouvoir.

« La Mecque du patronage en Équateur, c'est la sécurité sociale, précise-t-il. C'est le butin politique du gouvernement. Sur 1000 employés récemment congédiés, au moins 800 étaient des *pipons*, des *chams* du pouvoir qui touchaient un chèque sans travailler. »

Daniel peut en raconter pendant des heures des histoires de corruption comme cet ex-ministre de Bucaram qui aurait sorti l'argent de la Banque centrale dans des sacs de jute. Ou encore cet autre qui aurait acheté son statut de réfugié politique au Costa Rica avec l'argent du peuple.

Quand LE SOLEIL lui demande pourquoi il reste en Équateur, il vous balance : « Mais j'adore l'Équateur ! Le Canada, à côté, c'est plate à mort. Pas de coups d'État. Pas de soulèvements. Pas d'interruption de courant pour payer les fonctionnaires. J'ai décidé de faire ma vie ici. »



Comme Québec, le vieux Quito a été classé « Patrimoine de l'Humanité ». Les rues étroites, qui partent de la Plaza Grande, permettent d'apprécier les richesses architecturales du passé de l'Équateur.



Otavalo, située à une centaine de kilomètres au nord de Quito, est connue partout dans le monde pour son célèbre marché. La réputation de ses lainages et produits textiles a franchi les frontières de l'Équateur.



# Des airs de tiers-monde

## La mondialisation bat son plein au nord du Mexique

■ TIJUANA, Mexique — Ernesto Ruffo, ex-gouverneur de la Basse-Californie, cache mal un mouvement d'impatience. Devant lui, un journaliste d'un pays riche vient de soulever la question des conditions salariales dans les «maquiladoras», ces usines de sous-traitance en zone franche dont le nombre a décuplé à la frontière nord du Mexique depuis la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en 1994.

«Aujourd'hui, sur la frontière, le revenu annuel par personne est d'environ 6000 \$», martèle-t-il au cours d'un entretien à Tijuana, la mégapole mexicaine qui fait face à San Diego. «Dans le reste du pays, il se situe à 3500 \$. Sans l'ALENA, nous n'aurions pas connu ce progrès.»

En février dernier, Ernesto Ruffo, un homme énergique, a été nommé tsar de la frontière nord par le nouveau président du Mexique, Vicente Fox. Il représentera le gouvernement fédéral dans une région unique au monde qui s'étend de Tijuana, sur la côte du Pacifique, à Matamoros, sur le golfe du Mexique, en passant par Ciudad Juarez. C'est la «Frontera», un espace économique où la mondialisation bat son plein comme nulle part ailleurs.

Il faut voir le progrès.

### UNE AUTRE CORÉE DU SUD!

Au cours des cinq dernières années, plus d'un million de Mexicains se sont installés le long de la frontière nord. Des milliers d'autres les rejoignent chaque jour, venus du centre et du sud du pays et aussi de l'Amérique centrale. Certains rêvent de passer aux États-Unis, mais la plupart viennent pour travailler dans les «maquiladoras».

Cette industrie d'assemblage n'est pas née avec l'ALENA. Depuis 1965, la frontière nord du Mexique attire des multinationales, américaines surtout, leur offrant une main-d'œuvre à bon marché et un régime fiscal particulier pour l'exportation. Mais le phénomène a pris une ampleur spectaculaire depuis le passage de l'ALENA, entraînant une explosion démographique dont la fin n'est pas proche.

Des deux côtés de la frontière, la population s'élève aujourd'hui à 12,5 millions d'habitants. En 2020, elle passera à 24 millions. S'il faut en croire certains, le nord du Mexique deviendra méconnaissable.

«Nous faisons face à la prochaine Corée du Sud!» s'exclame Darcel Hulise, président de Semptra International, une compagnie d'énergie dont le siège social se trouve à San Diego.

«Dans le nord du pays, la demande en énergie croît, en moyenne, de 12% par année, et pour le gaz naturel et pour l'électricité», ajoute l'homme d'affaires au cours d'une entrevue.

### ASYMÉTRIE ÉCONOMIQUE

On peut comprendre l'enthousiasme de Semptra International, qui construit des gazoducs et des centrales électriques au Mexique pour desservir les populations des deux côtés de la frontière. Mais on voit moins bien la Corée du Sud se profiler à l'horizon de la «Frontera».

La Corée du Sud, c'est le modèle de développement industriel par excellence, un pays du tiers-monde qui s'est transformé en tigre économique. Hier, ses citoyens travaillaient dans des usines de sous-traitance. Aujourd'hui, ils implantent des «maquiladoras» au Mexique, comme le font les Japonais, les Européens et les Canadiens.

Mais les Mexicains de la frontière nord sont encore très loin de ça. Certes, plusieurs d'entre eux gagnent plus d'argent que leurs compatriotes du centre ou du sud, mais ils vivent encore dans des conditions de vie qui font penser au tiers-monde, comme à Anapra, une énorme «colonia» où l'eau arrive une fois par jour dans un camion-citerne.

Il faut être là à la bonne heure. Tout ça, à quelques kilomètres seulement des États-Unis.

«C'est une chose choquante à voir parce que, du côté américain, nous vivons dans le plus grand confort», dit Susan Gallagher qui vit à El Paso, au Texas.

### UN DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE

Susan Gallagher est directrice des projets à la North American Development Bank (NADB), une institution mise sur pied par les États-Unis et le Mexique dans la foulée de l'ALENA. À ce titre, elle participe au financement des projets d'infrastructure dans les communautés pauvres des deux côtés de la frontière.

Du côté mexicain, les besoins sont énormes. Seuls les deux tiers de la population est desservie par un réseau d'égout. Seulement un tiers des eaux d'égout sont traitées. Et seulement la moitié des déchets sont ramassés et enfouis (ou incinérés).

Au total, la frontière nord du Mexique aurait besoin d'un investissement de 10 à 20 milliards pour financer tous les projets d'infrastructures nécessaires à une vie normale et à un environnement sain. Or, la NADB n'a que trois milliards à prêter aux municipalités de la «Frontera». Et celles-ci, submergées par les migrants, sont souvent trop pauvres ou désorganisées pour emprunter de l'argent.

Pour limiter le désastre écologique, la NADB a créé un fonds de plus de 300 millions grâce à l'aide de l'Environmental Protection Agency, un organisme du gouvernement américain. Cet argent est donné plutôt que prêté aux municipalités.

À noter que Ciudad Juarez, une mégapole de 1,2 million d'habitants, a dû attendre jusqu'à l'an dernier pour avoir sa première usine de traitement des eaux usées. Les réjouissances ont été de courte durée.

«La croissance de la ville est telle que l'usine ne suffit déjà plus à la tâche», dit Susan Gallagher.

### UNE TAXE SPÉCIALE

Le gouvernement mexicain se dit très préoccupé par les problèmes d'infrastructures à la frontière nord. Il soulève l'idée d'imposer une taxe spéciale aux multinationales pour financer divers projets, incluant la construction de logements adéquats pour les travailleurs des «maquiladoras». Ceux-ci vivent souvent dans des taudis bâtis autour des villes.

«Nous devons trouver une solution au problème du logement», dit Ernesto Ruffo, le tsar mexicain de la frontière nord. Il faut créer un environnement stable pour les familles. Il faut donner aux travailleurs un sentiment d'appartenance. Il faut leur offrir une formation professionnelle.»

Comme le président Fox, Ernesto Ruffo veut préparer les Mexicains du nord à l'arrivée d'une nouvelle génération d'usines dans la région, des usines plus sophistiquées, plus payantes et moins polluantes. Et il rêve à un déplacement des «maquiladoras» du nord vers le centre et le sud du pays, où le chômage est très élevé.

Mais des multinationales se sont déjà braquées à la mention d'une taxe spéciale pour aider au financement des infrastructures.

On n'arrête pas le progrès.



Une jeune ouvrière monte des équipements électroniques dans l'usine de Samsung à Tijuana.



Un canal-dépotoir à Matamoros, près des maisons habitées par les travailleurs mexicains.

## Les perdants américains

■ SAN DIEGO — À l'exception de San Diego, les villes américaines situées au nord de la «Frontera» n'ont pas profité du traité de libre-échange conclu entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. Au contraire, la plupart d'entre elles ont périclité.

Les taux de chômage et de pauvreté les plus élevés aux États-Unis se trouvent à la frontière avec le Mexique, selon la North American Development Bank (NADB). Plusieurs compagnies de la région ont démenagé leurs pénates de l'autre côté de la «linea», chez les Mexicains, où les coûts de production peuvent être jusqu'à dix fois inférieurs à ceux des États-Unis.

«La région frontalière est tombée encore plus loin derrière le reste des États-Unis pendant cette période de prospérité sans précédent», commente Paul Ganster, directeur des Études sur les deux Californies à la San Diego State University. «La prospérité a été partagée de façon très inégale.»

Au cours des dernières années, plusieurs immigrants légaux ou illégaux se sont également installés dans des «colonias», des campements improvisés le long de la frontière, où la population vit souvent dans des baraques sans eau courante et parfois même sans électricité.

### L'ÉTAT DE GEORGE W. BUSH

Ils sont 430 000 à vivre ainsi dans quelque 1400 «colonias», selon la NADB. Ils sont concentrés au Texas, l'État de George W. Bush. Pendant la campagne présidentielle, le candidat démocrate, Al Gore, a accusé son adversaire d'avoir ignoré le sort des habitants des «colonias» pendant ses six années à titre de gouverneur.

Bush a répliqué en soutenant qu'il avait fait davantage que ses prédécesseurs pour assurer des services à la population des «colonias».

«Il connaît bien les problèmes de la région», soutient Susan Gallagher, de la NADB, dont le siège se trouve à El Paso, au Texas. «Nous espérons qu'il continuera à s'en préoccuper.»

Dans la région frontalière, San Diego est dans une classe à part. Son budget annuel s'élève à deux milliards comparativement à 100 millions pour sa ville jumelle, Tijuana. Elles comptent sur des universités réputées et des industries de haute technologie. Dans une région des plus arides, elles comptent aussi sur 70 terrains de golf.

«San Diego est la plus blanche des villes frontalières», dit Paul Ganster. Plus on va vers l'est, plus la population s'appauvrit et plus elle devient hispanique. » R. H.



Richard Héty

RHety@lapresse.ca

LA PRESSE AU MEXIQUE



Ernesto Ruffo a été nommé tsar de la frontière nord par le nouveau président du Mexique, Vicente Fox.

# OPINIONS

## LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président et Éditeur CLAUDE THIBODEAU  
 Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE  
 Directeur de l'éditorial J.-JACQUES SAMSON  
 Directeur de l'information MICHEL SAMSON

### ÉDITORIAL

## Belles paroles et frigo vide

« **A**près le budget, les personnes pauvres auront-elles moins faim et moins froid », lisait-on sur une banderole du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, le jour du dépôt du budget. Dans l'immédiat, malheureusement non. L'obsession du premier ministre Landry de contrer la pauvreté ne s'est pas traduite en argent sonnante dans le budget de Pauline Marois, et il semble bien que les pauvres devront attendre encore longtemps pour toucher un sou de plus.



Brigitte Breton

BBreton@lesoleil.com

Des réductions d'impôts de 3,5 milliards \$ pour les particuliers, contre 300 millions \$ pour une offensive, dite majeure, contre la pauvreté et l'exclusion. Présents ainsi, les plus démunis de la société québécoise apparaissent évidemment comme les grands oubliés du budget. Ce n'est que lorsque le budget est examiné de façon plus globale que la préoccupation du gouvernement pour les démunis est plus tangible.

Si la plupart des contribuables tentent d'estimer ce que M<sup>me</sup> Marois leur laisserait de plus sur leur chèque de paye, le calcul est bien court à faire pour les bas salariés et les prestataires de l'aide sociale. Pour ces derniers, qui ont des contraintes sévères à l'emploi, les prestations continueront d'être indexées. Sans plus. Quant aux bénéficiaires aptes au travail, leurs prestations seront haussées de 2,5 % en juin, ce qui leur donnera entre 12 \$ et 23 \$ de plus par mois. Pour la personne seule et apte au travail, cette majoration ne rend pas plus mirobolant son revenu de 489 \$ par mois.

En entrevue hier au SOLEIL, M<sup>me</sup> Marois a reconnu qu'il faudrait s'attaquer aux besoins essentiels à couvrir. Un chantier qu'elle juge titanesque, mais auquel son gouvernement s'intéressera s'il a le temps, d'ici la fin de son mandat...

Autre nouveauté, le gouvernement introduira le programme, Action emploi, pour faciliter l'intégration en emploi des personnes sur l'aide sociale. Le salaire de ces nouveaux travailleurs sera majoré de 3 \$ l'heure pour rendre le marché du travail plus attrayant que le recours à l'aide sociale. Même si un incitatif à l'emploi est bienvenu, la nouvelle trouvaille risque cependant de créer des divisions entre salariés. Ceux qui peinent à bas salaire depuis des années seront moins rémunérés, et ce pour le même travail, que ceux qui tentent de quitter l'aide sociale. Ici, le gouvernement semble avoir confondu partage de la misère et partage de la richesse.

Si le gouvernement péquiste a réussi à alléger le fardeau fiscal des contribuables, il fait peu, et semble peu motivé à alléger le fardeau de ceux qui doivent faire des miracles chaque mois pour se nourrir, se loger, se vêtir et payer leurs médicaments. Certes, la lutte à la pauvreté ne peut pas se faire uniquement en haussant les prestations d'aide. Il faut avoir une vision plus globale. Continuer d'investir dans la création d'emploi, en santé, en services sociaux et en éducation en privilégiant notamment l'aide à l'enfance, à la jeunesse et la réussite scolaire pour supporter les milieux plus démunis, va dans ce sens.

Ces mesures donnent cependant des résultats à plus long terme. Elles ne mettent pas de pain sur la table du jour au lendemain.

La ministre des Finances croit aussi que l'emploi demeure la meilleure façon de lutter contre la pauvreté. Ce qui est vrai en théorie. En pratique, l'expérience des dernières années de croissance économique a révélé que la création d'emplois et la baisse du chômage ne font pas disparaître l'écart entre riches et pauvres. Il faut faire plus.

Le premier ministre Bernard Landry a créé de grandes attentes en laissant croire qu'il s'attaquerait à la pauvreté. Lui et sa ministre des Finances semblent avoir oublié que les pauvres ne peuvent se nourrir uniquement de beaux discours.



### CHRONIQUE POLITIQUE

## La gauche caviar



Michel David

MDavid@lesoleil.com

### Ce gouvernement à ses limites. Ainsi, pas question de rogner sur les plantureux revenus procurés par Loto-Québec

« travail gigantesque » qui demandera des années, a-t-elle expliqué dans son entrevue au SOLEIL. « Si nous avons le temps d'ici la fin du mandat, ce serait intéressant. Sinon, dans un prochain mandat... »

Il faudra nécessairement attaquer le problème sous l'angle des allocations familiales et l'harmonisation avec le régime fiscal posera de sérieux problèmes, prévoit-elle. Sans parler des discussions avec Ottawa. Si ça doit prendre des années, raison de plus pour s'y mettre tout de suite, non ?

Le nouveau ministre d'État à l'Emploi et à la Solidarité, Jean Rochon, trouve lui aussi qu'une loi-cadre sur la lutte contre la pauvreté serait intéressante, mais pas tout de suite.

Le cas de Loto-Québec illustre bien les limites de ce que le gouvernement est prêt à sacrifier. M<sup>me</sup> Marois ne nie pas que les plus démunis constituent une clientèle de choix pour les appareils de loterie vidéo, mais il n'est pas question de rogner le moindre centime sur les plantureux revenus qu'ils lui procurent. De toute manière, dit M<sup>me</sup> Marois, s'ils ne jouent pas ici, ils iront jouer ailleurs.

Quand on évoque la nécessité pour le PQ de faire un virage à gauche, de manière à récupérer sa clientèle sociale-démocrate déçue des politiques soi-disant néo-libérales du tandem Bouchard-Landry, il ne faut pas faire erreur sur la personne.

En réalité, les plus démunis ne sont pas la clientèle naturelle du PQ. Tous les sondages indiquent que les électeurs à faible revenu, quand ils se donnent la peine de voter, ont plutôt tendance à appuyer les libéraux.

Ce sont surtout des gens qui se piquent de préoccupations sociales, au sens large du terme, sans être eux-mêmes dans le dénuement, loin de là, qui votent PQ. En France, on appelait ça la gauche caviar.

Par l'intermédiaire de M<sup>me</sup> Marois, le but premier du gouvernement Landry était d'entreprendre le replâtrage de la coalition référendaire de 1995, qui a été sérieusement mise à mal par la poursuite du déficit zéro.

À côté du *satisfecit* délivré par le président de la FTQ, Henri Massé, les protestations de Vivian Labrie ne font pas le poids. Bien sûr, M. Massé aurait aimé qu'un peu plus d'argent soit consacré à la lutte contre la pauvreté, mais l'équilibre général du budget lui a plu.

Même le président du Conseil du patronat, Gilles Taillon, y a mis du sien, en versant une larme sur le sort des contribuables qui gagnent plus de 50 000 \$. Très bon pour l'image sociale-démocrate du PQ.

Sous prétexte que la baisse du nombre d'assistés sociaux fera économiser 178 millions \$, Jean Charest a lancé : « Non seulement ce gouvernement ne lutte pas contre la pauvreté, mais il s'enrichit sur le dos des plus démunis de notre société ».

Le problème est qu'à ce chapitre, les libéraux sont encore moins crédibles que le PQ. La présidente de la Fédération des femmes, Françoise David, trouve peut-être « risible » la part du budget consacrée à la lutte contre la pauvreté, mais je parierais qu'elle va renoncer à créer un nouveau parti politique, plutôt que de contribuer à faire élire le PLQ.

### CARREFOUR DES LECTEURS

#### Le Sommet, c'est quoi ?

Québec sera bientôt l'hôte du Sommet des Amériques et les médias nous préparent de curieuse façon à cet événement.

En effet, tout ce dont on nous informe de ce sommet, ce sont des moyens pris par les forces policières pour contrer les manifestants, ce sont les lamentations du gouvernement du Québec frustré de ne pas être invité et surtout des lamentations des manifestants qui ne savent pas où se loger, qui subsistent et un entraînement à la résistance et qui se plaignent des mesures outrancières des policiers. C'est comme si le sommet avait été organisé comme un événement sportif pour décider qui sortira vainqueur du match que se livrent policiers et manifestants.

Si tout allait se passer dans le calme, c'est à se demander si les médias ne seraient pas déçus.

Après tout, tout ce dont on a entendu parler du Sommet de Seattle, ce sont des batailles de rue.

Pendant ce temps, je me pose ces questions : pourquoi ce Sommet des Amériques ?

Quelle est son importance ? Pourquoi les manifestants s'opposent-ils à la mondialisation ?

Et les médias ne me donnent pas de réponses.

Si les médias pouvaient parler d'autre chose que des émeutes ou d'antiémeutes, je pourrais me faire une idée, je me rangerais du côté des policiers ou des manifestants...

Fernand Moisan  
 Québec

#### Un cadeau tous les jours

Le 19 mars, j'ai été ébranlée d'entendre qu'une jeune fille atteinte du syndrome de Rett avait été retrouvée morte. Loin de moi l'idée de juger le geste que madame Rachel Capra-Craig a posé sur sa fille Chelsea. À quelque part, je la comprends sans par ailleurs l'approuver. Je suis mère d'une jeune fille de 21 ans atteinte, elle aussi, du syndrome de Rett. Eh ! oui, c'est un handicap très mystérieux !

Le syndrome est dégénératif et atteint le système neurologique. Ces jeunes filles sont multihandicapées ; elles ne parlent pas, quelques-unes marchent encore, mais la plupart sont en fauteuil roulant, elles utilisent peu leurs mains, elles sont incontinentes. Elles ont des problèmes intestinaux qui les rendent

souffrantes et, par conséquent, il en découle des nuits blanches pour les filles et ceux qui s'en occupent ! On pourrait allonger la liste en mentionnant l'épilepsie, l'apnée, l'hyperventilation, les scolioses. Elles ont donc besoin d'une présence constante. Il est vrai que l'attente d'aide du CLSC est trop longue et je dirais même inacceptable. Ces enfants ont des besoins de service très grands. De là l'importance d'aider les familles aux prises avec cette situation ; de les entourer d'amour, d'aide financière, de bons plans de service, de répit, de gardiennage ; de leur offrir un soutien approprié à chaque situation qui présente des caractéristiques particulières. Chaque famille a ses besoins et parfois un simple geste d'encouragement, la participation de son entourage, de sa famille dans de petites tâches quoti-

diennes deviennent un baume au coeur, car on se sent souvent seule. Je comprends que pour madame Capra-Craig sa vision des choses est devenue erronée et très lourde à porter. Car personne ne sait mieux que moi comment ma fille est un cadeau à tous les jours de ma vie. Si des parents se sentent seuls avec le diagnostic qui pèse sur leur fille, s'il vous plaît, contactez-moi par l'entremise du SOLEIL. Il me fera plaisir de partager mon expérience avec vous.

Diane B. Joubert  
 Québec

VOUS POUVEZ FAIRE PARVENIR VOS LETTRES À L'ADRESSE SUIVANTE :

Carrefour des lecteurs,  
 Journal LE SOLEIL,  
 925, Chemin Saint-Louis, c.p. 1547  
 Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6.

# LE QUÉBEC LE CANADA

TROUBLES DÉPRESSIFS

## Les consultations ont augmenté de 36% en cinq ans

Après l'hypertension, c'est la deuxième raison pour laquelle les Canadiens voient un médecin

LOUISE LEMIEUX

LLemieux@lesoleil.com

QUÉBEC — Les troubles dépressifs sont la deuxième raison pour laquelle les Canadiens consultent un médecin, la première étant l'hypertension artérielle. Entre 1999 et 2000, les médecins canadiens ont remarqué une augmentation de 10% de ce type de consultations. Depuis 1995, l'augmentation est de 36%.

L'enquête a été menée auprès de 800 médecins canadiens par une firme privée, IMS Health. La firme fait des enquêtes sur la santé pour le compte de compagnies pharmaceutiques et d'organismes gouvernementaux.

D'après cette recherche, 47% des patients ayant consulté pour des troubles dépressifs avaient entre 40 et 59 ans, suivis du groupe d'âge des 20-39 ans. En 1995, les troubles dépressifs étaient la quatrième cause

pour laquelle les Canadiens consultaient.

Est-ce à dire que les Canadiens — et les Québécois — sont plus déprimés qu'il y a six ans? Le psychiatre Pierre Bleau, rattaché au Centre de Santé McGill (CUSM), ne le croit pas.

Il voit plutôt dans cette « photo » statistique la preuve que les gens consultent de plus en plus pour ce type de

**Les Canadiens ne sont pas plus déprimés, mais ils consultent davantage**

problèmes. Que plus de gens consultent est en soi une bonne nouvelle, dit le D<sup>r</sup> Bleau, car cela signifie que plus de gens seront traités.

« Il y a cinq ans, des études américaines et anglaises ont établi que seulement 10% des gens déprimés consultaient un médecin, que seulement

0,5% recevaient un traitement. Une augmentation de 36% des consultations est en soi une amélioration », estime le D<sup>r</sup> Bleau.

De plus en plus, les médecins de famille reconnaissent et soignent la dépression, explique encore le D<sup>r</sup> Bleau. Les patients, de leur côté, sont plus fidèles à leur traitement parce que la médication, même si elle n'est pas plus efficace qu'autrefois, a le mérite de provoquer moins d'effets secondaires désagréables.

Les gens consultent plus parce que les préjugés contre la dépression sont moins grands depuis que « des gens connus — Pierre Péladeau par exemple — ont déclaré publiquement avoir eu des problèmes de santé mentale ».

**SOCIÉTÉ PLUS STRESSANTE**

Pourtant, admet le D<sup>r</sup> Bleau, ces dernières années, il a vu défiler dans son cabinet plus de gens déprimés, entre 40 et 50 ans, parce qu'ils

avaient perdu leur travail. « Il y a 10 ans, on ne voyait pas des gens de cet âge en réorientation de carrière. Le temps de réadaptation est probablement plus court qu'il y a 20 ans. Dans ce sens, la société est peut-être plus stressante. Mais le stress existait aussi à l'ère préhistorique. Je ne vois pas l'augmentation des consultations comme un cri d'alarme », insiste le D<sup>r</sup> Bleau.

**PLUS DE MÉDICAMENTS**

L'augmentation du nombre de consultations influence la vente des psychothérapeutiques, dont les antidépresseurs. Il s'en est vendu pour 32 millions \$ en l'an 2000, au Canada.

Les médicaments les plus prescrits demeurent les agents cardiovasculaires, les psychothérapeutiques viennent en deuxième lieu.

De façon plus générale, selon l'étude de IMS Health, en l'an 2000, pharmacies et hôpitaux canadiens ont dépensé

9,5 milliards \$ en médicaments, une augmentation de 14,6% par rapport à 1999, presque deux fois plus qu'en 1995 (5,5 milliards \$).

Le Mexique enregistre la plus haute augmentation (22%) de la vente de médicaments. Cette augmentation n'a été que de 3% au Japon et de 13% aux États-Unis.

La même étude compare aussi l'utilisation des médicaments d'origine et des produits génériques dans les différentes provinces.

C'est au Québec qu'on enregistre la plus faible utilisation des médicaments génériques, moins coûteux (33,4%). Les plus grands utilisateurs des médicaments copiés sont l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve (44,4%). En Ontario, 41,5% des médicaments vendus dans les pharmacies sont des produits génériques.

Au Québec, les médicaments d'origine sont protégés plus longtemps qu'ailleurs au Canada.

ÉLECTION COMPLÉMENTAIRE DANS MERCIER

## Toussaint dans la mêlée

Le verdict ultime doit appartenir au peuple, affirme Landry

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

■ QUÉBEC — « Le verdict ultime, dans cette affaire, doit appartenir au peuple, à l'électorat de Mercier »

C'est par ces mots que Bernard Landry, premier ministre et chef du Parti québécois, a maintenu Claudel Toussaint comme candidat à l'élection complémentaire qui aura lieu, le 9 avril, dans Mercier. Sa décision a été vivement condamnée par le chef de l'opposition libérale, Jean Charest.

Depuis une semaine, le sort de M. Toussaint comme représentant péquiste au scrutin pour trouver un remplaçant à l'ex-ministre Robert Perreault était incertain. Une controverse a éclaté après que les médias eurent révélé que l'aspirant député a fait l'objet d'accusations de violence conjugale. Celles-ci n'ont cependant pas été retenues.

Mercredi, M. Landry s'est dit secoué par l'affaire. Il a avancé qu'il n'écartait pas la possibilité de renier le candidat d'origine haïtienne, quitte à se priver de toutes chances de remporter un comté qui appartient au PQ depuis 1976.

Hier matin, le premier ministre a mis un terme aux spéculations. « Après une mûre et difficile réflexion, nous t'annonçons que notre parti respecte ton investiture et continue de soutenir ta candidature dans Mercier », a-t-il écrit à M. Toussaint. La missive est aussi signée par la vice-présidente du PQ, Marie Malavoy.

La haute direction s'est résignée à serrer les rangs derrière M. Toussaint. « Ta famille a vécu des événements très difficiles, particulièrement éprouvants pour ta conjointe, mais aussi pour tes enfants et toi-même. Ces événements, à un degré infiniment moindre, nous ont également attristés. (...) En particulier, nous aurions aimé connaître tout cela avant. »

Prudemment, les signataires indiquent qu'ils tiennent « pour acquis que tu nous as maintenant fourni toutes les informations pertinentes ».

tes ». Ils indiquent cependant qu'ils ne peuvent que lui maintenir leur confiance. « Le système judiciaire l'a acquitté. » M. Landry et M<sup>me</sup> Malavoy soulignent que M. Toussaint a endossé publiquement la « politique de la tolérance zéro » à l'égard de la violence conjugale.

Jean Charest a justement blâmé Bernard Landry de transgresser cette politique. Affirmer que la position « de son gouvernement est la tolérance zéro et accepter la candidature de M. Toussaint me semble incompatible. M. Landry avait une occasion de faire preuve de leadership. Il a manqué ce test. Le premier comme chef de gouvernement et de parti. »

M. Charest n'a pas retenu le fait que M. Toussaint a été exonéré des allégations de violence. Celui-ci est toujours sous le coup d'une ordonnance qui l'empêche de s'approcher de son ex-femme, a rappelé le chef libéral.

De plus, « M. Toussaint a épluché sa crédibilité. Il n'a informé ni le public ni son parti des circonstances. Lorsqu'il a été confronté à cette information, il a nié. Il a accepté de dire publiquement ce qui s'était passé parce que cela avait été rendu public par les médias. »

M. Charest a dit partager l'avis du chef péquiste sur un point. « C'est à la population de Mercier de décider ultimement. »

Hier, l'équipe ministérielle s'est ralliée en bloc à l'opinion de son leader.

En entrevue au SOLEIL, la ministre des Finances, Pauline Marois, a souligné que son gouvernement ne veut pas se substituer aux tribunaux. « M. Toussaint a été acquitté. À cet égard, je pense qu'il faut avoir aussi un peu de compassion si on vit dans une société qui prône la compassion, le repentir. »

Pour la ministre Diane Lemieux, les tribunaux ont déjà imposé une ordonnance à M. Toussaint. « Il doit vivre avec cela. Au-delà de cette décision, de quel droit j'en rajouterai? » a dit celle qui s'était fait connaître comme porte-parole du Regroupement des centres d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles avant de faire le saut en politique. M<sup>me</sup> Lemieux a avancé qu'elle accorderait volontiers son appui à M. Toussaint si elle avait à voter, le 9 avril.



Claudel Toussaint, lors de l'assemblée d'investiture dans Mercier.



Après leur défaite de la veille, les députés libéraux sont revenus en courant aux Communes, hier.

AFFAIRE DE L'AUBERGE GRAND-MÈRE

## Les libéraux serrent les rangs

Humiliés par un vote perdu aux mains de l'opposition, ils rappellent aux Communes en grand nombre

HUGUETTE YOUNG

Presse canadienne

OTTAWA — Embarrassés de perdre un vote le jour précédent, les libéraux sont arrivés en grand renfort à la Chambre des communes hier.

Habituellement, la dernière journée de la semaine, les banquettes du gouvernement comme celles de l'opposition sont pratiquement vides. Exceptionnellement, il y avait 24 ministres du côté du gouvernement aux Communes hier matin.

Les rangs de l'opposition étaient décimés. Le chef bloquiste Gilles Duceppe et le chef allianciste Stockwell Day étaient absents.

Il n'y avait ni plus ni moins de députés alliancistes que d'habitude, a signalé la critique allianciste Jason Kenney. Par contre, s'est-il moqué, les libéraux ont dû appuyer sur le « bouton de panique » pour les rassembler un vendredi matin.

Pour sa part, le premier ministre Jean Chrétien, qui a été la cible des attaques répétées de l'oppo-

sition quant à ses intérêts dans le club de golf Grand-Mère, brillait par son absence comme il le fait toujours un vendredi. Pour le chef conservateur Joe Clark, l'absence de M. Chrétien envoie « un signal d'outrage » à la Chambre.

« Personne ne s'attend à ce que le premier ministre passe chaque minute de chaque journée à la Chambre des communes, mais lorsque c'est lui qui est l'enjeu, il devrait être là pour se défendre et manifester son respect pour la Chambre », a-t-il insisté lors d'un point de presse.

Jeudi, les quatre partis d'opposition ont remporté un vote à la Chambre des communes proposant l'ajournement des travaux pour le reste de la journée en raison du silence des libéraux dans le

dossier de l'Auberge. Soixante-seize libéraux manquaient à l'appel.

Hier, les parlementaires qui braquent leurs projecteurs sur le dossier de l'Auberge depuis deux semaines ont fait porter leurs questions sur des sujets un peu plus variés, sans toutefois ignorer l'Auberge.

Pour le ministre de l'Industrie, Brian Tobin, les partis d'opposition se rendent compte que « les Canadiens en ont assez ». Ils veulent parler des sujets d'actualité brûlants.

M. Clark n'a toutefois pas dérogé de son plan d'attaque. Il demeure convaincu que M. Chrétien lorsqu'il est intervenu en 1996-97 pour faire débouler un prêt à l'Auberge Grand-Mère, voisine de son terrain de golf. Il soupçonne que M. Chrétien était toujours actionnaire du golf à cette époque.

En refusant de reconnaître son erreur et de s'en s'excuser, c'est M. Chrétien qui a fait perdre le temps de la Chambre des communes pendant presque sept semaines, croit fermement le chef conservateur.

Dans une déclaration commune rendue publique en fin d'après-midi, trois des quatre partis d'opposition ont promis de revenir à la charge dans le dossier de Shawinigate. « Il est difficile de se tourner vers d'autres sujets lorsque l'intégrité du gouvernement et celle du premier ministre sont sérieusement mises en cause », écrivent-ils.

Joe Clark, Gilles Duceppe et Stockwell Day exigent la création d'une enquête judiciaire indépendante qui serait chargée d'examiner « les transactions d'affaires du premier ministre dont l'autorité morale, nécessaire pour assurer le leadership que ce pays mérite, se désagrège rapidement. »

**L'opposition unie réclame une enquête publique**



« Cette loi est une avancée majeure pour le Québec. L'État québécois se doit d'être exemplaire en matière d'ouverture et d'être le reflet le plus fidèle de la population québécoise dans toute sa diversité. »

*J. Facal*

Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

### Connaissez-vous la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi?

Le 1<sup>er</sup> avril marque l'entrée en vigueur de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics et modifiant la Charte des droits et libertés de la personne.

La loi, qui élargit l'implantation des programmes d'accès à l'égalité aux réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux, au secteur municipal, aux sociétés d'État et à la Sécurité du Québec, a pour objectif de corriger, à compétences égales, la sous-représentation des femmes, des autochtones, des minorités visibles et des personnes dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais.

www.mrci.gouv.qc.ca

**Québec**

Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

LENDEMAIN DE BUDGET À QUÉBEC

# Marois se défend d'avoir oublié les démunis

JEAN-MARC SALVET  
JMSalvet@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Pauline Marois se défend d'avoir oublié les plus démunis dans son budget.

Après avoir essayé les tirs de l'opposition libérale, hier matin, la ministre des Finances est venue au SOLEIL défendre son budget.

Dans son édition d'hier, LE SOLEIL indiquait que le gouvernement québécois a beaucoup plus d'argent qu'on ne l'imaginait. Suffisamment en tout cas pour créer un fonds de réserve de 950 millions \$ qu'il utilisera au gré de ses besoins. Suffisamment aussi pour engager un effort de 800 millions \$ en faveur des régions-ressources et annoncer une nouvelle réduction de 1 milliard \$ d'impôt.

Le budget Marois accorde aussi 2 milliards \$ de plus à la Santé et aux Services sociaux et 730 millions \$ au ministère de l'Éducation. Mais c'est beaucoup plus timidement qu'il enclenche la lutte à la pauvreté. « Pour moi, la lutte à la pauvreté, ça passera toujours par l'emploi, a déclaré Pauline Marois. Le travail reste la voie de sortie de la pauvreté. »

« Peut-être nous a-t-on mal compris », a-t-elle laissé tomber en pensant à la déception du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté.

Cela dit, la ministre des Finances trouve injuste de réduire l'effort de Québec en cette matière aux seuls 300 millions \$ alloués aux actions dans le domaine de la solidarité sociale. « En investissant 800 millions \$ dans les régions-ressources, on va aussi amener des gens à sortir de l'aide sociale », a-t-elle plaidé.

Logique avec elle-même, Pauline Marois ne se montre pas pressée de revoir la « couverture des besoins essentiels », c'est-à-dire la somme dont tout individu devrait pouvoir disposer pour faire face aux nécessités de la vie, même quand il ne travaille pas. « Je pense qu'il y a un travail important à faire de ce côté-là. Mais c'est un chantier titanesque », a-t-elle dit.

La ministre est particulièrement fière des autres mesures de son budget. En entrevue, elle est revenue plus d'une fois sur l'aide aux régions et la baisse d'impôt promise pour juillet.

Sur ces questions, elle ne s'émeut guère des critiques qui lui sont adressées. Il est vrai qu'à chaque budget, des groupes de toutes sortes montent au créneau pour faire valoir des intérêts strictement corporatistes.

La ministre des Finances ne semble pas douter que son premier budget est bien accueilli par monsieur et madame Tout-le-Monde.

En revanche, un commentaire paraît l'inquiéter plus que les autres. C'est celui voulant que son budget soit fondé sur une croissance économique trop optimiste. Il table sur une croissance de 2,7% alors que, depuis deux semaines, les spécialistes affirment qu'elle sera plutôt de 2,4%. « A un moment, il a fallu fermer les livres, a expliqué M<sup>me</sup> Marois. Et nous l'avons fait sur la base des données que nous avions à ce moment-là. Si la croissance devait être plus faible, on se réajusterait en conséquence. »

Même si elle n'a pas été prévue pour ça, la fameuse réserve de 950 millions \$, placée à la Caisse de dépôt et placement, pourrait alors être d'un grand secours.



« Pour moi, la lutte à la pauvreté, ça passera toujours par l'emploi, a déclaré la ministre des Finances Pauline Marois en entrevue au SOLEIL. Le travail reste la voie de sortie de la pauvreté. »



Regardez comme je suis Belle  
C'est la Coccinelle

**Catimini**

Vêtements pour enfants 0 à 18 ans

1100, boul. Chaudière Cap-Rouge (Québec) G1Y 3M5  
Tél.: (418) 653-0643

95, boul. de Gaulle Lorraine (Québec) J6Z 3Z9  
Tél.: (514) 621-3230

La Coccinelle boutique

# Legault: aucun lien avec la crise de janvier

MICHELLE LAFERRIÈRE  
MLaferriere@lesoleil.com

QUÉBEC — Le ministre de l'Éducation, François Legault, a refusé de faire le lien entre sa sortie de janvier contre les membres de son propre gouvernement et les « résultats » du budget Marois pour son ministère, dont il se dit « extrêmement satisfait ».

En conférence de presse hier matin, M. Legault n'a pas voulu revenir sur la crise qu'il avait engendrée, en janvier, lorsqu'il avait suspendu la signature des contrats de performance, par crainte de coupures de budget. Le ministre a plutôt réitéré son plaisir de constater que les promesses du Sommet de la jeunesse pourraient être respectées. Les 730 millions \$ supplémentaires que Pauline Marois a réservés à l'éducation lui fournissent un « levier additionnel » pour atteindre son objectif de réussite chez un plus grand nombre de jeunes.

Le système de prêts et bourses est gratifié de 38 millions \$ qui permettront au ministre de répondre à la demande des nombreux jeunes inscrits dans des programmes de baccalauréat comportant plus de 90 crédits. L'aide financière est modifiée afin que ces étudiants soient considérés autonomes dès qu'ils

ont obtenu 90 crédits et ce, même s'ils n'ont pas encore leur diplôme.

Les changements mettent également fin à la « double prise en compte de la contribution de l'étudiant ». Avant, le mode de calcul de l'aide financière prévoyait une contribution de base de l'étudiant, qu'il ait un revenu ou non; celui qui travaillait voyait en outre 60% de son revenu ajouté à la contribution de base. Dorénavant, la contribution de base de l'étudiant avec un revenu sera soustraite du montant qui sert à calculer sa contribution obligatoire.

Le ministère de l'Éducation profite d'une réserve de 200 millions \$ qu'il a trois ans pour dépenser. François Legault a évoqué la possibilité de renouveler les ordinateurs, de faciliter la mise en place de la réforme et d'acheter des manuels scolaires. Mais « il n'y a rien de décidé », a-t-il précisé, en mentionnant qu'il examinerait les priorités. À ses yeux, cette réserve, qui totalise près d'un milliard \$, illustre la « bonne gestion » de son gouvernement.

Enfin, 26 000 étudiants auront droit à un remboursement annuel de 154 \$ de la taxe de vente du Québec et le gouvernement prolonge pour quatre ans le crédit d'impôt aux entreprises qui embauchent des stagiaires.

## Formation à distance

### Choix de neuf programmes et de 130 cours

Microprogramme de 1<sup>er</sup> cycle en entrepreneuriat et PME

Certificats en :

- distribution et marchandisage alimentaires
- horticulture et gestion d'espaces verts
- informatique
- planification financière personnelle
- sciences et qualité des aliments

Diplôme en assurance et produits financiers

Diplôme de 2<sup>e</sup> cycle en administration des affaires (par Internet)

Maîtrise en gestion agroalimentaire, M.B.A. (par Internet)

Aussi plus de 130 cours à distance dont 50 par Internet

RENSEIGNEMENTS  
Téléphone: (418) 656-3202 ou sans frais au 1 877 785-2825 poste 3202  
Télécopieur: (418) 656-5538  
dgfc@dgfc.ulaval.ca

Date limite d'inscription pour la session d'été : 12 avril 2001

UNIVERSITÉ LAVAL  
Aujourd'hui Québec, demain le monde.

www.ulaval.ca/dgfc

## L'épilation par laser diode

Franchise et liberté

- Approche personnalisée
- Modalités de paiement
- 6 jours, 5 soirs
- Laser diode approuvé FDA

Pour tous les types de peau

DES TARIFS SPÉCIAUX

EXEMPLE: traitement complet aines + aisselles: 969\$  
traitement complet aines + aisselles + 1/2 jambes: 1769\$  
traitement complet aines + aisselles + jambes: 2669\$

Valable jusqu'au 30 avril 2001 • Taxes applicables

### SÉANCES D'INFORMATION

Île d'Orléans: le mercredi 4 avril  
Québec: le jeudi 5 avril  
(Places limitées, réservez SVP)

CONSULTATION GRATUITE

Laser Épilation Inc.

621-5552  
710, Bouvier, local 245  
(en haut de Québec Sportif)

## Pohénégamook

Ouvert 4 saisons  
ça s'dit pas, ça s'vit!

<p><b>1 Forfait plein air</b> 139 \$ / Pers. / occ. double + taxes</p> <p>INCLUANT : Hébergement: 2 nuits 5 repas Activités autonomes Équipements plein air (Vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.) Accès au Centre de Santé (Piscine, sauna, bain tourbillon)</p>	<p><b>2 Forfait détente</b> 199 \$ / Pers. / occ. double + taxes</p> <p>INCLUANT : Hébergement: 2 nuits 5 repas 1 forfait de 2 soirs (valeur de 60 \$) Activités autonomes Équipements plein air (Vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.) Accès au Centre de Santé (Piscine, sauna, bain tourbillon)</p>	<p><b>3 Forfait famille</b> 259 \$ / 2 adultes / 2 enfants + taxes</p> <p>INCLUANT : Hébergement: 2 nuits Maisonnette avec: cuisinière Lit et serviettes fournies Activités autonomes Équipements plein air (Vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.) Accès au Centre de Santé (Piscine, sauna, bain tourbillon)</p>
<p><b>4 Forfait affaires</b> 102 \$ / Pers. / occ. simple + taxes</p> <p>INCLUANT : Hébergement: 1 nuit 3 repas Salle de réunion Matériel: télé, vidéo Activités encadrées Équipements plein air (Vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.) Accès au Centre de Santé (Piscine, sauna, bain tourbillon)</p>	<p><b>5 Forfait association et groupe</b> 164 \$ / Pers. / occ. double + taxes</p> <p>Exclusif pour groupe de 20 personnes (minimum)</p> <p>INCLUANT : Hébergement: 2 nuits Plus 2 déjeuners, 2 dîners, 2 soupers Animation + équipement Accès au Centre de Santé (Piscine, sauna, bain tourbillon)</p>	<p><b>6 Forfait étapes sympathiques</b> 57 \$ / Pers. / occ. double + taxes</p> <p>Arrivez en vélo, en auto, en moto en VTT, en motoneige ou à pied</p> <p>INCLUANT : Hébergement: 1 nuit 1 Souper, 1 coache, 1 déjeuner Activités non incluses Accès au Centre de Santé (Piscine, sauna, bain tourbillon)</p>
<p><b>7 Forfait scolaire</b> 55 \$ / Primaire, Secondaire / Pers. + taxes</p> <p>60 \$ / Collégial, Universitaire / Pers.</p> <p>INCLUANT : Hébergement: 1 nuit 3 repas et Collation Activités encadrées Équipements plein air (Vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.) Accès au Centre de Santé (Piscine, sauna, bain tourbillon)</p>	<p><b>8 Forfait Duo 2 nuits, détente, VTT</b> 274 \$ / Pers. / occ. double + taxes</p> <p>Exclusif aux groupes de 6 personnes (minimum)</p> <p>INCLUANT : Hébergement: 2 nuits 5 repas 1 forfait de 2 soirs (valeur de 60 \$) 1/2 journée en VTT (1 VTT / personne) Huile, essence, guide, assurance, (franchise 1 000 \$) Équipements plein air (Vélo, tir à l'arc, ski de fond, etc.) Accès au Centre de Santé (Piscine, sauna, bain tourbillon)</p>	<p><b>9 Forfait VTT</b> 143 \$ / Pers. / occ. double + taxes</p> <p>Exclusif aux groupes de 6 personnes (minimum)</p> <p>INCLUANT : Hébergement: 1 nuit 1 Souper, 1 coache, 1 déjeuner 1/2 journée de VTT (1 VTT / personne) Huile, essence, guide, assurance, (franchise 1 000 \$) Accès au Centre de Santé (Piscine, sauna, bain tourbillon)</p>

L'ÉTÉ EST À NOS PORTES, APPELEZ-NOUS

1-800-463-1364 www.pohenegamook.com

En vigueur: du 5 janvier 2001 au 31 mars 2001 • du 5 janvier 2001 au 31 mars 2001 (sauf rétrocession scolaire et St-Valentin) • du 18 mai au 17 juin 2001 • du 7 sept. au 21 oct. 2001 (sauf Action de Grâce)

Pohénégamook Santé Plein Air 1723, chemin Guérette, Pohénégamook (Québec) G0L 1J0 Tél.: (418) 859-2406 / Téléc.: (418) 859-3315

Pohénégamook SANTÉ PLEIN AIR

LE QUÉBEC LE CANADA

## LENDEMAIN DE BUDGET À QUÉBEC Les proprios de bars se disent trahis

Québec a réduit leur profit sur les loteries vidéo pour financer l'aide aux joueurs pathologiques

MONTRÉAL (PC) — Les propriétaires de bars, brasseries et tavernes se sentent trahis par le gouvernement québécois qui, dans son budget, a annoncé une réduction de 13,5% de leurs redevances sur les profits générés par les appareils de loterie vidéo afin de financer des mesures d'aide aux joueurs pathologiques.

« Ce n'est pas à nous de payer ça », a protesté, hier, le président de la Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec (CPBBT), M. Renaud Poulin.

« On n'est pas propriétaire des appareils, on les gère et on les administre pour l'État, qui nous paie pour ça. On est ses employés. L'État n'a pas à couper notre revenu pour payer des mesures visant les utilisateurs qui ont des problèmes, c'est sa responsabilité », a-t-il ajouté.

Dans son discours sur le budget, le ministre des Finances, Pauline Marois, a annoncé jeudi que le taux de la commission versée aux détenteurs de permis d'exploitation d'appareils de loterie vidéo passerait de 30 à 26% à compter du 1<sup>er</sup> mai, ce qui représente une baisse nette de 13,5% du montant de leurs redevances.

La Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec affirme qu'elle n'avait pas anticipé la manœuvre.

« On n'a jamais été consultés, ni même prévenus, assure M. Poulin. Le gouvernement peut bien parler de partenariat avec les tenanciers, mais c'est hypocrite: ils ne nous ont pas contactés du tout. »

Par ailleurs, le président de la CPBBT fait valoir que « les tenanciers doivent être en bonne santé financière pour être préoccupés par les comportements de jeu de sa clientèle. Un propriétaire qui voit ses revenus baisser n'ira pas empêcher un joueur de jouer... mais il n'y a qu'au Québec qu'on ne comprend pas ça. »

Pour un établissement qui récolterait quelque 200 000 \$ en revenus de loterie vidéo, la perte représenterait environ 25 000 \$.

Les tenanciers auraient espéré que le gouvernement observe le statu quo, à tout le moins, qu'il entame des négociations. « La pègre est quasiment plus respectueuse des commerçants ! » fulmine Renaud Poulin.

Une réunion des propriétaires de bars, brasseries et tavernes de la région de Montréal se tiendra mercredi, tandis qu'une autre impliquant ceux de la région de Québec sera organisée au cours de la semaine prochaine. « Il pourrait y avoir des manifestations », révèle M. Poulin, qui indique qu'un programme de sensibilisation sera établi.

**Vous serez surpris de tout ce qu'on vous offre... venez voir sur place**



**\*Le plus vaste choix à Québec**

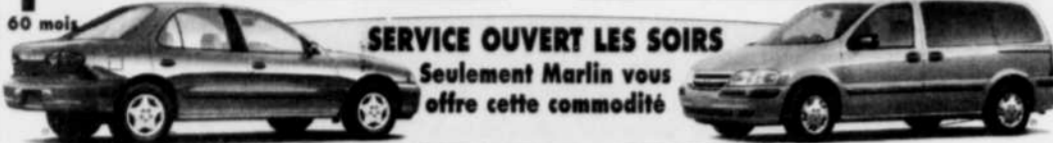
**aucun comptant nécessaire** 450 véhicules neufs "disponibles"  
70 véhicules usagés + garantis  
15 démonstrateurs

**Cavalier 2001**  
19%  
60 mois

**Comptant Mensualité\***  
0\$ 221\$

**Comptant Mensualité\***  
0\$ 335\$

**Venture 2001**  
La Maxi Minivan  
19%  
60 mois



**SERVICE OUVERT LES SOIRS**  
Seulement Marlin vous offre cette commodité

**Nous réparons tous les véhicules GM à Québec** Atelier de débosselage sur place  
\*Location 48 mois, 80 000 km, transport et préparation inclus. Taxes en sus.



Marc Langlois  
de vente



Serge Riouffart  
de vente

**MARLIN**  
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.  
2145, JeanTalon Sud, Sainte-Foy (Québec)  
688-1212



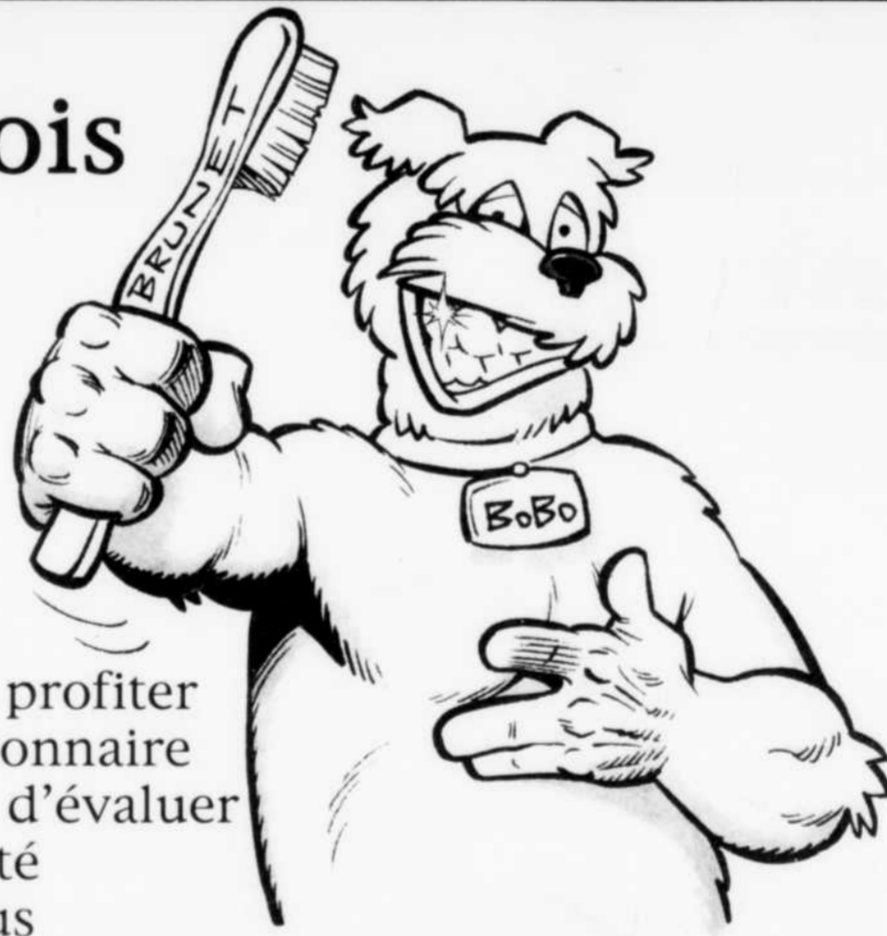
Jacques Lévesque  
de vente



Marie-Marie  
de vente

# "Prenez-vous soin de vos dents?"

**Avril est le Mois de la santé dentaire,**



et Brunet vous propose d'en profiter pour faire ce mini-jeu-questionnaire qui constitue un bon moyen d'évaluer vos connaissances sur la santé dentaire et la façon dont vous traitez vos dents.

1 À quelle fréquence doit-on changer sa brosse à dents ?

- A) Après 1 mois
- B) Au 3 mois
- C) Au 6 mois
- D) Après 1 an

2 Qu'est qui est causé par la plaque, la consommation de sucrerie et de féculents qui n'est pas suivie d'un bon brossage et par un brossage inadéquat?

- A) La gingivite
- B) Le tarte
- C) La carie
- D) La mauvaise haleine
- E) Une affection gingivale

3 Lesquels de ces facteurs peuvent causer la mauvaise haleine ?

- A) La faim
- B) L'accumulation de plaques et de tartes, et des maladies dentaires
- C) Certains aliments (exemples : ail, oignons, épices)
- D) Des problèmes d'estomac
- E) L'alcool et certains médicaments
- F) Le stress (cause souvent l'assèchement de la bouche)
- G) Toutes ces réponses

4 Combien de temps devriez-vous consacrer à chaque brossage ?

- A) 30 secondes
- B) 2 minutes
- C) 3 minutes
- D) 10 minutes

Réponses : Question 1 = B, Question 2 = C, Question 3 = G, Question 4 = C

*J'aime la vie,  
J'aime Brunet!*

Passez voir votre pharmacien affilié à Brunet qui sera bien vous conseiller sur votre santé et vous remettra gratuitement un dépliant plus complet sur la santé dentaire.

en collaboration avec :

**Colgate**

**brunet**  
www.brunet.ca

## Charest s'engage à tenir des consultations

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

QUÉBEC — Élu chef du gouvernement, Jean Charest tiendrait des consultations officielles pour préparer le budget de la province. Il forcerait son ministre des Finances à comparaître devant les élus pour rendre compte de sa marge de manœuvre.

Le chef du Parti libéral du Québec a pris ces engagements, hier matin, devant des militants de la région de Québec.

M. Charest a renouvelé ses attaques contre le premier exposé budgétaire déposé par la nouvelle titulaire des Finances, Pauline Marois « s'est constitué une cagnotte électorale de 3,5 milliards \$ », a-t-il lancé.

Les « astuces » que dénonce le meneur des libéraux ont surtout trait aux réserves de 950 millions \$ que M<sup>me</sup> Marois a constituées. Selon lui, la ministre reprend

la formule de son prédécesseur, Bernard Landry, maintenant premier ministre. Celui-ci a confié, l'an dernier, 730 millions \$ à des organismes sans but lucratif, un procédé comptable critiqué par le Vérificateur général.



Jean Charest

« Jamais un gouvernement n'aura été aussi peu démocratique dans la gestion des finances publiques, a affirmé Jean Charest. Son manque de transparence est carrément indécent. Il se moque de la population. »

Le leader du PLQ a promis qu'une fois au pouvoir, « fini la fabrication des budgets en cachette ». Il instaurerait tout d'abord « l'obligation pour le ministre des Finances de comparaître devant une commission parlementaire publique chaque automne. Ce forum permettra à la population de connaître exactement la marge de manœuvre dont dispose le gouvernement. » Des audiences auraient lieu dans chaque région du Québec.

Pour préparer le budget, un gouvernement libéral procéderait à des consultations. Syndicats, patrons et groupes sociaux pourraient y aller de leurs suggestions. « Cette transparence est aujourd'hui nécessaire après sept ans de cachettes et d'astuces du gouvernement du Parti québécois », a insisté M. Charest.

Lors d'une rencontre éditoriale au SOLEIL, la ministre des Finances a reconnu qu'il y a des améliorations à apporter. Le premier ministre Landry a d'ailleurs profité du discours inaugurant la session parlementaire pour passer une commande à ce sujet, a-t-elle noté.

Avec son collègue Sylvain Simard, président du Conseil du trésor, elle s'attaquera « à rendre plus transparent le processus. Je suis d'accord avec cela depuis un long moment. Autant dans la consultation prébudgétaire que dans l'analyse décisionnelle. »

« Il y a des choses qui doivent demeurer secrètes, a-t-elle nuancé. Mais il y a bien des éléments qui peuvent être débattus préalablement. »



M. Sam Hamad, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain

LENDEMAIN DE BUDGET

# L'aide aux régions en pénalisera d'autres

Sam Hamad veut rencontrer le ministre Baril à ce sujet

JACQUES DRAPEAU  
Jdrapeau@lesoleil.com

QUÉBEC — Le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, M. Sam Hamad, trouve que la nouvelle politique d'aide aux sept régions-ressources n'est pas équitable et il veut en jaser avec le ministre des Régions, M. Gilles Baril.

M. Hamad a l'intention de demander au ministre ce qu'il entend faire pour aider les entreprises des régions périphériques qui n'auront pas droit aux mêmes avantages fiscaux. « Beaucoup d'entreprises des régions de Portneuf et de Charlevoix par exemple souffriront à cause de cette politique », a-t-il prédit.

Selon le président de la Chambre, le gouvernement s'est basé sur le taux de chômage pour dresser sa liste. « On est parti avec la région qui affichait le taux le plus élevé et on est descendu jusqu'à Montréal, a-t-il dit. Le problème, c'est que Québec et sa grande banlieue viennent juste après. Elle n'aura pas droit aux mêmes privilèges. »

Outre la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, les autres régions qui figurent sur cette liste sont le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec.

Si jamais Sam Hamad se lance, un jour, dans l'arène politique, il fera de l'aide aux PME, son principal cheval de bataille. « Il faut offrir des conditions gagnantes à toutes les entreprises, peu importe dans quelles régions elles se trouvent, a-t-il martelé, hier, au cours d'une entrevue. Nos entrepreneurs qui visent le marché de l'exportation doivent faire l'objet d'une attention particulière. »

COURTISÉ

M. Hamad refuse de l'avouer ouvertement mais il est clair que des pressions sont exercées sur lui actuellement pour qu'il se lance en politique. Les gens d'affaires, âgés dans la quarantaine, qui ne rejettent pas cette possibilité du revers de la main ne courent pas les rues.

Qu'en dit le principal intéressé? « Ma priorité actuellement, insiste-t-il, c'est ma carrière (il est vice-président, secteur des grands projets, au groupe-conseil Roche). J'y consacre une grande partie de mes énergies. »

Sam Hamad hésite à plonger parce qu'il y perdrait beaucoup au plan monétaire. Il pense aussi avoir de la difficulté à composer avec cette règle qui exige des députés qu'ils respectent la ligne du parti.

« Dans l'entreprise privée, poursuit-il, quand on fait du bon travail, ça apparaît dans le bilan d'un individu et personne ne le conteste. En politique, tu peux faire du bon travail mais, en bout de ligne, 50 % des gens sont satisfaits et 50 % ne le sont pas. »

M. Hamad reconnaît cependant que « de beaux défis restent à relever au Québec ». Y participera-t-il? L'homme aura d'importantes décisions à prendre au cours des prochaines semaines.

DOCUMENTS DE LA ZLEA

# Allô la transparence !

Aucun des 33 pays n'endossent la position du Canada de rendre publics les documents

■ OTTAWA (PC) — Les exigences canadiennes en matière de transparence pendant les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) risquent de se heurter à un mur.

Et cette prédiction n'est pas faite par des militants antimondialisation, mais par les fonctionnaires canadiens eux-mêmes. Lors d'une séance d'information offerte hier, un haut responsable du ministère des Affaires étrangères a révélé qu'aucun des 33 autres pays des Amériques n'endosse la proposition canadienne de rendre publics les documents de négociation.

« Personne n'a indiqué jusqu'à maintenant qu'il était d'accord avec notre position », a expliqué le fonctionnaire, qui a requis l'anonymat. Quelques pays ont dit qu'ils y songeaient sérieusement, mais ils ne se sont pas encore engagés davantage.

Préparatoire au Sommet de Québec, la réunion des ministres du Commerce des Amériques, prévue la semaine prochaine à Buenos Aires, devrait confirmer ce refus général, a précisé le haut fonctionnaire. Pour dévoiler les documents communs de négociation, il faudrait que tous soient d'accord.

Afin de calmer les demandes pressantes de plusieurs groupes canadiens, le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, avait promis de tenter d'obtenir la publication des documents pendant la rencontre de Buenos Aires — qui se déroulera à huis clos.

Les militants antimondialisation soutiennent que le manque de transparence des grandes négociations internationales sur le commerce, comme celles de la ZLEA, prouve que des forces obscures se liguent derrière les portes closes pour imposer un nouvel ordre économique mondial qui défavoriserait les moins bien nantis de la planète.

Jusqu'à maintenant, seulement quatre pays de l'hémisphère ont accepté de dévoiler leurs positions de négociations nationales, soit le Canada, les États-Unis, le Chili et le Costa Rica.

Selon le haut responsable canadien, la crainte de révéler que les négocia-

tions de la ZLEA sont mal engagées alimente le refus de certains pays. En effet, précise-t-il, les divergences sont actuellement beaucoup plus grandes que les convergences. « Il y a peu de consensus qui se sont dégagés dans les premiers textes (présentés) », dit-il.

Cependant, le processus est encore jeune, note le fonctionnaire. Les 34

Selon le fonctionnaire, les pays se sont donné jusqu'en 2005 pour s'entendre

pays se sont donné jusqu'en 2005 pour s'entendre sur la ZLEA.

Le Canada ne lâchera pas prise pour autant au sujet de la transparence. « Les Canadiens sont des gens très déterminés », souligne-t-on, en ajoutant que l'on continuera à la réclamer dans toutes les rencontres subséquentes.

Mais les déboires du Canada à Buenos Aires ne s'arrêteront pas là. Une autre des demandes du pays pourrait être battue en brèche, soit celle sur l'élargissement de la participation des organismes dits de la société civile dans les pourparlers de la ZLEA. Le Canada voit cette mesure comme un « outil de transparence ».

Les États-Unis et le Chili sont d'accord avec cette idée, mais plusieurs sont contre parce qu'ils n'ont pas l'habitude de traiter avec ces groupes pour les questions de commerce.

Précisons que la société civile a quand même une place dans les négociations de la ZLEA. Un des 12 comités mis sur pied dans le cadre de ce processus est formé de ces groupes. Toutefois, ce comité n'a pas de contacts directs avec les autres; il n'a qu'un rôle strictement consultatif. Le Canada voudrait que des échanges plus larges soient possibles.

# Coon Come invité au Sommet

■ OTTAWA — Le chef de l'Assemblée des premières nations, Matthew Coon Come, a été invité à participer au Sommet des Amériques prévu à Québec du 20 au 22 avril, mais il n'aura pas l'occasion de rencontrer les dirigeants des pays. M. Coon Come participera avec les ministres des Affaires étrangères et du Commerce ainsi qu'avec des dirigeants syndicaux et chefs d'entreprise, à une rencontre de deux heures qui aura lieu dans le cadre du sommet. « C'est quand même très important », a souligné Eric Pelletier, porte-parole du bureau du sommet à

Ottawa. L'invitation n'a cependant qu'un lointain rapport avec la requête de M. Coon Come qui voulait pouvoir se faire entendre des leaders des 34 pays qui vont discuter de commerce, de droits de la personne et de démocratie. La participation au sommet présente néanmoins une percée pour les peuples autochtones d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, qui se plaignent d'avoir souffert d'accords commerciaux conclus sans leur participation. M. Coon Come a déclaré, hier, qu'il n'était pas satisfait de n'être qu'une « mouche sur le mur ». Il veut prendre la parole au sommet afin de faire part des préoccupations des peuples autochtones « dépossédés » et « marginalisés » depuis trop longtemps. (PC)

VOTRE ENFANT ÉProuve DES DIFFICULTÉS SCOLAIRES?

Faites appel à S.O.S. Études pour donner la chance à votre enfant de réussir son année scolaire. Notre personnel se rend à votre domicile pour lui permettre de surmonter ses difficultés dans les matières problématiques du primaire, secondaire, collégial et universitaire. Recevez les services suivants par nos employés:

ÉTUDIANT EN ÉDUCATION OU ENSEIGNANT: méthodes de travail, trucs pour faciliter l'apprentissage, devoirs, préparation aux examens, aide pédagogique et motivation.

S.O.S. ÉTUDES Québec 524-2452 Chaudière-Appalaches: 1 888 872-0989 www.sosetudes-studies.com Québec / Montréal / Outaouais / Chaudière-Appalaches / Montérégie / Mauricie / Bois-Francs

PAS DE PUCES À CE BOUT-LI.



# La Folie du printemps

## Papier peint Gratuit\*\*

À l'achat d'un couvre-plancher, d'une douillette ou d'un store

TAPIS	PRÉLART	CARPETTES	LITERIE	STORE
Le plus vaste choix de tapis berbère en stock	Mannington, Domco, Gerflor, toutes les grandes marques en magasin	Un vaste choix de carpettes 5x8 et plus	Un grand choix de douilletes, ensembles douillette, et de couvre-lit	Nous fabriquons vos stores verticaux pendant que vous magasinez
<b>PRIX CLUBDÉCOR À PARTIR DE 7<sup>99</sup>*</b>	<b>PRIX CLUBDÉCOR À PARTIR DE 9<sup>99</sup>*</b>	<b>PRIX CLUBDÉCOR À PARTIR DE 138<sup>11</sup>*</b>	<b>PRIX CLUBDÉCOR À PARTIR DE 99<sup>99</sup>*</b>	<b>PORTE PATIO À PARTIR DE 109<sup>99</sup>*</b>
RÉGULIER	RÉGULIER	RÉGULIER	JUSQU'À	FABRIQUÉ SUR MESURE...
9,99 \$ à 28,99 \$	15,99 \$ à 34,99 \$	349,99 \$ à 999,99 \$	299,99 \$	

NOUVEAU AUCUN PAIEMENT, INTÉRÊT\*\* AVANT AVRIL 2002

SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE GRATUIT

\*Sur articles sélectionnés. \*\*Détails en magasin.

215, BOUL. HAMEL, VANIER (EN FACE DE L'HÔPITAL CHRIST-ROI) 681-6023

COUVRE-PLANCHER, STORE, LITERIE, ACC. SALLE DE BAINS, PAPIER PEINT, PEINTURE

CLUBDÉCOR

# L'impartialité du commissaire mise en doute

La syndicalisation du McDo de la rue Peel contestée devant le Tribunal du travail

■ MONTRÉAL (PC) — Le Tribunal du travail a commencé à entendre, hier, les requêtes en appel de la décision d'accréditer un syndicat au restaurant McDonald's de la rue Peel à Montréal. Deux appels ont été déposés, un par le propriétaire du restaurant-minute, l'autre par un avocat représentant des salariés opposés à la syndicalisation.

**Employeur et employés dissidents ont porté l'affaire en appel**

Le syndicat, affilié à la CSN, avait été reconnu le 22 novembre par le commissaire du travail Michel Denis.

Hier matin, M<sup>r</sup> Philippe Garceau, qui affirme représenter cinq employés du McDonald's qui ne veulent pas se syndiquer, a essentiellement reproché au commissaire qui a accrédité le syndicat d'avoir dès le départ eu un parti pris en faveur du syndicat. Citant des phrases prononcées par le commissaire lors de l'audience, il a commenté:

« On voit l'attitude complaisante du commissaire. »

M<sup>r</sup> Garceau a aussi reproché au commissaire Denis son ton, son « attitude offensante », « arbitraire » à l'égard des avocats des opposants à la syndicalisation. M<sup>r</sup> Garceau a aussi évoqué l'« ironie », l'« agressivité » du commissaire Denis, lorsqu'il a procédé à l'audition de la requête.

Devant le juge Louis Morin, il s'est aussi plaint du fait que le commissaire Denis semblait vouloir procéder avec une trop grande célérité, siégeant parfois les soirs et les fins de semaine, comme s'il était pressé de rendre une décision. M<sup>r</sup> Garceau a aussi déposé devant le juge Morin de la jurisprudence faisant état de cas de partialité.

Les avocats représentant les opposants et l'employeur demandent au juge Morin d'ordonner un vote au sein des

employés du restaurant, sinon de référer le dossier à un autre commissaire du travail afin de reprendre l'enquête.

Les parties en ont pour au moins une autre journée d'audience; celle-ci a été fixée au 25 avril. Le fait que l'employeur et des opposants en appellent de l'accréditation bloque tout le processus qui devrait normalement suivre la reconnaissance d'un syndicat, a expliqué M<sup>r</sup> Edward Kravitz, avocat des partisans du syndicat. Les parties ne peuvent commencer à négocier une première convention collective et l'employeur n'est pas obligé de percevoir les cotisations syndicales. À ses yeux, il s'agit de « tactiques dilatoires ».

La requête en accréditation du Syndicat des travailleurs et travailleuses du McDo-CSN avait été déposée le 2 août. Une quarantaine de personnes y travaillaient; aujourd'hui une soixantaine.

## En pleine forme



La petite Erika Nordby a fait ses adieux hier au personnel de l'hôpital qui lui a sauvé la vie, il y a un mois à Edmonton, après qu'elle ait été retrouvée en couche-culotte dans la neige par une nuit glaciale. Surnommée « le bébé miraculé » depuis cette nuit où son cœur s'était arrêté pendant plusieurs heures, la petite n'a cessé d'étonner ses pédiatres par sa capacité à se remettre de cette terrible expérience. Le 24 février, la fillette de 13 mois s'était levée en pleine nuit, était sortie par une porte mal fermée et s'était évanouie à quelques pas de la maison par une température de -24°C. « Je suis sûre que son esprit combatif, qui lui a permis de s'en sortir, va être un précieux atout pour elle », a déclaré sa mère, Leyla Nordby, 26 ans. Même si elle a souffert de graves engelures, Erika n'a pas été obligée de subir d'amputations aux doigts ou aux orteils.

## « Comment j'ai magasiné dans mon salon, sans faire de marques de pneus sur le tapis. »

Par Jonathan Cloutier, propriétaire d'une entreprise multimédia et d'une Saturn SL.

« Comme je viens de démarrer ma petite entreprise informatique, je passe des heures devant mon écran. Je fais tout mon magasinage sur Internet. J'ai même acheté ma nouvelle Saturn en ligne. Je me suis rendu sur le site Internet de Saturn, j'ai obtenu l'information dont j'avais besoin et j'ai commandé ma voiture au détaillant le plus près de chez moi. Si seulement je pouvais trouver le temps de la conduire. »

### La différence Saturn

- Garantie de remboursement de 50 jours ou 2500 km
- Expérience d'achat sans tracas ni marchandage
- Panneaux de polymère résistant à la corrosion
- Garantie 5 ans/100 000 km sur groupe propulseur et garantie complète de 3 ans/60 000 km
- Nos PDSF comprennent les frais de transport, la préparation à la route et la taxe d'accise.



Pour faire tout autrement

Achetez en ligne à saturncanada.com 1 888-4SATURN

L'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent), un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

1,9%

Financement à l'achat de 48 mois disponible sur tous les modèles.



Notre populaire compacte SL 2001

Mensualité	2155	1915	1765	1765 <sup>s</sup>
Comptant	95	10005	17005	17005

Financement à 48 mois, 2,9% taux de location. 14 988<sup>000</sup> taxes



L'intermédiaire I100 2001

Mensualité	2955	2765	2565	2365 <sup>s</sup>
Comptant	95	10005	28005	28005

Financement à 48 mois, 2,9% taux de location. 20 960<sup>000</sup> taxes



La familiale LW200 2001

Mensualité	3165	3015	2745	2745 <sup>s</sup>
Comptant	95	10005	32055	32255

Financement à 48 mois, 2,9% taux de location. 25 010<sup>000</sup> taxes

## Un groupe vert serait à l'origine des colis suspects à Toronto

TORONTO (PC) — La découverte de nouveaux colis suspects dans le centre-ville de Toronto a provoqué une certaine frayeur, hier, alors qu'émergeait l'hypothèse d'une campagne menée par le groupe environnementaliste Pollution Probe.

Pour la deuxième fois en à peine plus d'une semaine, les travailleurs d'un édifice à bureau torontois ont dû passer la matinée dans la rue, à la suite de la réception par la poste de colis de nature suspecte. En après-midi, la découverte de deux autres colis dans autant d'édifices faisait l'objet d'une enquête.

Chacun de ces envois comportait la note suivante: « Normalement, nous ne vous enverrions pas n'importe quoi par la poste ». Une poudre grise s'échappait de l'un d'eux.

Olivia Nugent, de Pollution Probe, a confirmé que le groupe avait envoyé 350 colis portant la même inscription et comportant un vaporisateur aérosol transparent contenant une substance grise. « Il s'agit d'une peinture soluble supposée représenter la pollution de l'air. »

Sarah Simpson, présidente de Proximity Canada, firme de marketing ayant contribué à coordonner cette campagne, a quant à elle indiqué que la police n'avait pas certifié que les colis ayant suscité des craintes faisaient partie de ceux postés par Pollution Probe. L'une des dirigeantes de Pollution Probe, Patty Chilton, a cependant reconnu que le groupe avait envoyé des colis dans chacun des trois édifices où la police a dû intervenir.

Cependant, M<sup>r</sup> Nugent a assuré que tous les colis envoyés par Pollution Probe étaient clairement identifiés et portaient une adresse. Michael Longo, responsable au sein du service de lutte contre les incendies, a affirmé que les colis faisant l'objet d'une enquête ne présentaient aucune adresse.

### Si vous croyez souffrir d'ostéoporose et vous êtes ménopausée depuis au moins 1 an

Vous pourriez être éligible à participer à un projet de recherche sur un traitement de l'ostéoporose en investigation mené par une équipe expérimentée dans le domaine sous la supervision du Dr Jacques Brown du Centre de l'ostéoporose et de rhumatologie de Québec.

- Vous êtes une femme âgée de 45 ans et plus
- Vous ne prenez pas d'hormones ou vous songez à les cesser
- Vous n'êtes pas traitée pour l'ostéoporose

Si vous êtes admissible, vous recevrez pendant 18 mois soit la médication à l'étude ou un placebo (substance inactive), sous forme d'injection ainsi que des suppléments de calcium et de vitamine D.



groupe de recherche sur les maladies osseuses  
Unité de recherche clinique

Pour plus d'information, Communiquez avec

Le Groupe de recherche sur les maladies osseuses avec Dr Jacques Brown Centre de l'ostéoporose et de rhumatologie de Québec

Téléphone: 418.990.0751 (en tout temps)

Saturn Saab Isuzu de Québec  
745, rue Marais  
Québec  
681-5777

Saturn Saab Isuzu Rive-Sud  
4581, boul. de la Rive-Sud  
Lévis  
835-1888

Saturn Isuzu de Sainte-Foy  
3330, rue Watt  
Sainte-Foy  
651-1312

Saturn Isuzu du Saguenay  
1330, boul. du Royaume  
Chicoutimi  
549-1320

## JEUNE FILLE TUÉE À COUP DE BÂTON Le juge refuse le plaidoyer d'un des ados accusés

**SAINT-JÉROME (PC)** — Coup de théâtre, hier, dans le dossier du meurtre à coups de bâton de baseball d'Aylin Otano-Garcia, 15 ans, survenu le 12 juin 2000, à Chatham : le juge Paul Chevalier a refusé le plaidoyer de culpabilité d'un des deux adolescents accusés dans cette affaire, affirmant que la preuve ne supportait pas les très graves accusations de complot pour meurtre et de meurtre prémédité.

Le juge de la Cour du Québec a fait cette annonce devant les deux avocats et les parents de l'accusé et de la victime, en chambre de la jeunesse du palais de justice de Saint-Jérôme.

Les avocats n'étaient au courant de rien et s'apprêtaient à faire part au juge d'une suggestion commune quant à la sentence à être imposée à l'adolescent, aujourd'hui âgé de 16 ans. Ils auraient proposé que l'accusé, incarcéré depuis 10 mois, passe quatre ans et demi en garde fermée.

Le 19 février, les deux avocats avaient invité le juge à prendre connaissance de différents rapports déposés, dont celui du 2 février 2001 du psychiatre Louis Morissette, qui décrit l'état mental de l'accusé le soir du meurtre. Dans l'un des rapports, il est fait mention que bien que l'accusé reconnaisse qu'il y ait eu quelques discussions au sujet de se « débarrasser » de la victime, jamais celui-ci n'a pris ces discussions au sérieux.

Dans un autre, l'adolescent reconnaît avoir entendu son complice dire qu'il était fâché contre la victime, qu'il allait finir par la « poigner et même la tuer ». Pour ce qui est du 12 juin, ce même rapport explique que l'accusé était un ami de la victime et qu'il aurait voulu qu'elle et son complice se parlent et règlent leur conflit.

Il affirme aussi que lorsqu'il l'a conduit à la sablière, il ne savait pas ce qui allait se passer. À un psychologue, cet adolescent a souvent répété: « Je n'ai jamais pensé qu'il serait assez fou pour la tuer ».

Dans sa décision d'hier, le juge Chevalier explique qu'il a pris connaissance de ces rapports et de plusieurs jugements rendus en Cour supérieure et en Cour suprême.

« À la lumière de principes énoncés dans des arrêts, indique le juge Chevalier, il est clair que le tribunal ne peut accepter le plaidoyer de culpabilité enregistré sous l'accusation de complot de meurtre, car la preuve ne supporte pas une telle accusation. »

Quant au plaidoyer de culpabilité à une accusation de meurtre au premier degré, le juge en vient à la conclusion que dans tous les rapports produits, il est démontré que l'accusé n'avait aucune intention de tuer la victime et qu'il ne pensait pas que l'auteur de ce meurtre passerait à l'acte. « Mais cela ne veut pas dire que l'accusé n'encourt aucune responsabilité pénale », précise-t-il.

Les deux avocats ont été pris au dépourvu par la décision du juge. La Couronne ne l'accepte d'ailleurs pas et a demandé une remise. L'avocat entend également profiter de la semaine prochaine pour consulter ses supérieurs et il se pourrait fort bien que le ministère public décide d'entreprendre le procès sous des accusations de complot et de meurtre prémédité devant un autre juge. Quant à la défense, l'avocat a indiqué qu'avant le plaidoyer de culpabilité, il s'est posé des questions sur les intentions réelles de son client et que le juge a répondu à ses interrogations.

### EN BREF

#### Il tue sa mère

■ **JOLIETTE** — Jacques Lachance, âgé de 25 ans, a été formellement accusé, hier, du meurtre non prémédité de sa mère, survenu jeudi à Lavaltrie, dans Lanaudière. Ghislaine Lachance, âgée de 50 ans, a été tuée d'une décharge de fusil de calibre 12 en plein visage vers 18 h 30, jeudi. Le drame est survenu alors que le père et le frère cadet de l'accusé étaient absents de la maison de la route Traverse de la Savane, dans la municipalité située non loin de Joliette. Le suspect aurait appelé lui-même les secours, et il était toujours sur place à l'arrivée des ambulanciers et policiers. L'avocat de la défense, M. Michel Leclerc, a demandé pour Lachance, hier au palais de justice de Joliette, une évaluation psychiatrique de 30 jours à l'Institut Pinel. On veut déterminer s'il est apte à subir son procès et s'il peut être tenu criminellement responsable de l'acte qui lui est reproché. Le substitut du procureur de la Couronne, M. Bruno Leclerc, a consenti à la requête. L'affaire se poursuivra le 25 avril. Par ailleurs, les proches de l'accusé mettaient hier le drame sur le compte de l'état dépressif de Lachance depuis plusieurs mois. « Il était malade. C'est seulement sa dépression qui a fait ça », répétait Aurèle Lachance à propos de son fils aîné. (PC)

#### 27 descentes chez les Hell's et leurs amis

■ **CALGARY** — Des membres des Hell's Angels de Calgary et leurs associés faisaient face à diverses accusations relatives à la drogue ainsi qu'aux armes à feu, hier, à la suite de plusieurs descentes effectuées peu avant l'aube, alors que les forces de police à travers le Canada continuent de s'en prendre au fameux gang de motards criminels. « Il s'agissait du coup le plus sévère à avoir été porté depuis un mois, mais il y en aura d'autres », a lancé le chef de la police de Calgary, Jack Beaton, au terme de l'opération menée avec la Gendarmerie royale. Plus de 200 policiers ont investi 27 sites à Calgary et dans les environs, dont un immeuble de deux étages transformé en bunker dans le sud-ouest de la ville. Cette opération couronnait une enquête entreprise 11 mois plus tôt. La police compte porter 200 accusations relatives au trafic de stupéfiants et à la possession d'armes à feu contre 40 personnes. M. Beaton n'a pas été en mesure de préciser le nombre exact des motards arrêtés, puisque certains se trouvaient à Edmonton à l'occasion des funérailles de l'un des leurs tué la semaine dernière après que sa jeep eut heurté un train. Cette opération policière survenait deux jours à peine après une série d'interventions simi-

laires au Québec, dans le cadre desquelles environ 125 membres des Hell's et de leurs groupes affiliés ont été appréhendés. M. Beaton a indiqué que ces descentes n'étaient aucunement liées. (PC)

#### Plus de peur que de mal à l'abattoir de Saint-Esprit

**MONTRÉAL (PC)** — Un important abattoir de porcs du Québec, Les Viandes Ultra de Saint-Esprit, dans Lanaudière, a fermé temporairement jeudi soir lorsqu'un incendie a ravagé une partie de l'édifice. Ce sont 400 employés qui sont touchés. Les 15 000 porcs abattus hebdomadairement à cet endroit ont été dirigés vers d'autres abattoirs du Québec. La municipalité a dû en outre procéder à l'évacuation de 300 personnes, par crainte de voir s'enflammer les milliers de litres d'ammoniac utilisés dans la réfrigération des produits transformés. Quelques heures tard, vers 4 h du matin, une inspection générale des bâtiments a confirmé que tout était sécuritaire. Il n'y a eu aucune émanation toxique, ni explosion, ni déversement dangereux pour l'environnement. L'incendie a éclaté vers 19 h 30, jeudi soir, dans une partie de l'édifice, propriété du Groupe Brochu-Lafleur, destinée à l'emballage des produits. À 20 h 30, les procédures d'évacuation sont entrées en vigueur. Des 300 personnes évacuées, 80 ont été conduites à la polyvalente de Saint-Roch-de-l'Achigan. L'usine, fermée au cours des années 90, a été rouverte en 1997. (PC)

#### Robert L. Walker sera déporté

■ **MONTRÉAL** — Le ministère canadien de l'Immigration a ordonné hier la déportation du criminel américain Robert L. Walker, qui a été appréhendé le 18 février à Saint-Bruno, en Montérégie. Robert L. Walker, âgé de 32 ans, restera détenu à Montréal jusqu'à sa déportation, qui devrait avoir lieu au début de la semaine prochaine. Walker a été reconnu coupable in absentia le 23 janvier, au Connecticut, d'enlèvement et de plusieurs crimes de nature sexuelle. Il est passible d'une peine maximale de 183 ans d'emprisonnement si les sentences sont purgées de façon consécutive. Roland Ladouceur, arbitre au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, a déclaré que Walker allait être déporté à cause de son casier judiciaire. Le ministère de l'Emploi et de l'Immigration a le droit de refuser d'accueillir toute personne qui a commis un crime à l'extérieur du pays, en présumant que le crime serait punissable de 10 ans d'emprisonnement s'il avait été commis au Canada. (PC)



### UTILISEZ VOTRE MAISON POUR RÉDUIRE VOS COÛTS D'EMPRUNT.

Vous êtes propriétaire et vous disposez d'une valeur acquise sur votre maison. Le temps est maintenant venu de demander le refinancement de votre prêt, d'acheter une maison à un cran supérieur ou d'effectuer des rénovations. Économisez avec le programme Crédit intégré Scotia®. Ce programme est offert exclusivement à la Banque Scotia. Son fonctionnement est simple : vous utilisez la valeur acquise sur votre maison, résidence secondaire ou propriété de location pour garantir vos emprunts et obtenir d'autres produits de crédit à des taux d'intérêt qui pourraient être beaucoup moins élevés. Ainsi, au lieu d'un taux de 18,5 % sur votre carte de crédit ou de 10 % sur votre ligne de crédit, par exemple, vous pouvez obtenir des taux aussi bas que le taux de base de la Banque Scotia. Il en est ainsi pour tous vos besoins en matière de crédit. Vous pourriez économiser des centaines de dollars chaque année.

\* Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.  
\*\* Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.

Crédit intégré Scotia®

Passez à la succursale Scotia la plus proche.  
1 866 698-5926  
www.banquescotia.com

Banque Scotia

ABONNEMENTS

LE SOLEIL  
686-3344  
1 866 686-3344

PAS DE PUCES À CE BOUT-CI.



# LE MONDE

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## Front commun des Amériques

32 des 34 pays participant au sommet de Québec se liguent contre George W. Bush et appuient sans réserve, à Montréal, le Protocole de Kyoto

JACQUES LEMIEUX  
Agence France-Presse

MONTRÉAL — Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont fait front commun en faveur du protocole de Kyoto sur le changement climatique lors de la première réunion des ministres de l'Environnement des Amériques qui s'est terminée hier à Montréal.

La position américaine empêchant un consensus sur cette question, les 32 États d'Amérique latine et des Caraïbes présents ont décidé de publier une déclaration séparée réitérant leur soutien sans faille au protocole de Kyoto.

En comparaison, le communiqué final signé par les 34 pays représentés mentionnait simplement l'absence d'un « plein consensus » sur le « grave problème du changement climatique ».

Les ministres d'Amérique latine et des Caraïbes n'ont pas critiqué directement les É.-U.,

mais la représentante de l'Argentine, Maria Esther Bondanza, a précisé à la presse que, lors des travaux de rédaction du communiqué final, « un pays » avait empêché un consensus.

Lors de la réunion, les discussions sur le protocole de Kyoto ont été « viriles », a indiqué un haut responsable latino-américain sous couvert de l'anonymat, et c'est le Brésil qui a le plus insisté pour que l'Amérique latine et les Caraïbes publient une déclaration séparée.

### PRIORITÉ D'ACTION

Dans leur déclaration, les 32 pays d'Amérique latine et des Caraïbes insistent sur le fait que le protocole de Kyoto « demeure (leur) plus grande priorité d'action » et « exhortent » les pays industrialisés à « faire un effort pour réduire leurs

**Le Canada semble pencher des deux bords**

émissions directes de gaz à effet de serre », de façon à obtenir une « stabilisation » de leur concentration dans l'atmosphère.

Cette déclaration n'a pas été signée par le Canada, pourtant critique de la position américaine et, bien sûr, les É.-U.

Le ministre canadien de l'Environnement, David Anderson, a déclaré à la presse qu'en tant qu'hôte du sommet, il ne pouvait signer la déclaration de l'Amérique latine, son rôle l'obligeant à observer la plus stricte neutralité.

Il a cependant reconnu ensuite que cette déclaration n'était pas non plus totalement satisfaisante pour le Canada.

### PUITS DE CARBONE

Ottawa aurait voulu qu'elle reconnaisse le rôle que doivent jouer les pays en développement ainsi que les « puits de carbone », c'est-à-dire l'absorption par les forêts et les sols agricoles des

gaz à effet de serre, dans la lutte contre le réchauffement planétaire, a-t-il précisé.

« Nous voulons continuer à travailler dans le cadre de Kyoto », a toutefois insisté le ministre canadien. Les États-Unis, responsables de plus de 20 % des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, avaient annoncé mercredi qu'ils considéraient comme lettre morte le protocole de Kyoto, en raison du fardeau que son application imposerait à l'économie américaine.

La directrice de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), Christine Todd Whitman, avait participé à la réunion jeudi mais est aussitôt repartie pour Washington.

Les États-Unis n'étaient pas représentés hier lors de la conférence de presse finale.

Cette réunion servait à préparer le sommet des 34 chefs d'État et de gouvernement des Amériques qui se réuniront, sans la participation de Cuba, dans trois semaines à Québec.

ARRESTATION DE SLOBODAN MILOSEVIC

## Du rififi à Belgrade

Confusion dans la capitale yougoslave sur le sort de l'ancien chef de l'État

BELGRADE — Les unités d'élite de la police yougoslave ont lancé l'assaut de la villa de Slobodan Milosevic tôt ce matin, pour tenter d'arrêter l'ancien président yougoslave.

Des tirs d'armes automatiques ont été tirés depuis la villa et deux personnes ont été blessées, ont annoncé des journalistes présents sur place.

**Une foule de partisans à la défense du président déchu**

Environ deux heures plus tôt, Milosevic avait fait une apparition devant son domicile pour saluer ses partisans et leur montrer qu'il était toujours libre.

Les commandos de la police ont pu progresser vers la maison de Slobodan Milosevic grâce à des jets de grenades paralysantes, mais on ne sait pas s'ils ont pu rentrer dans la villa.

Au cours de son avancée, la police yougoslave a dû faire face à une rude résistance. « Nous ne les laisserons pas rentrer. Nous ne les laisserons pas l'arrêter », a déclaré à l'Associated Press un aide de Milosevic, Zivorad Igetic, depuis son téléphone portable. « Milosevic est dans la résidence et nous sommes avec lui. »

Il semblerait que des négociations improvisées aient débuté entre les policiers et des soldats fidèles à Milosevic. M. Igetic a démenti y prendre part, contrairement à ce qui avait été annoncé auparavant.

« Notre ministre nous a donné la tâche d'arrêter Milosevic en vertu d'un mandat d'arrêt, mais si possible sans faire de victimes », a déclaré un policier à l'Associated Press. « C'est pour ça qu'il y a tant de policiers et



Des policiers cagoulés ont pris d'assaut la villa de Slobodan Milosevic dans un quartier huppé de Belgrade.

que les opérations se déroulent si lentement.»

Un véhicule blindé de la police s'est par ailleurs arrêté devant la porte de

la villa de M. Milosevic, et la BMW qu'il utilisait sous sa présidence est arrivée dans la cour de son domicile, avec une personne à bord.

De nombreux photographes et caméramen étaient présents sur place. Un photographe a été blessé à la main, selon l'agence Tanjung. Un policier a

également été touché, selon des journalistes présents.

Ce raid de la police yougoslave intervient à la date limite du 31 mars fixée par les États-Unis, qui ont menacé de suspendre l'aide de 100 millions \$ d'aide économique apportée par les institutions financières internationales au nouveau gouvernement yougoslave, s'il ne coopérait pas davantage avec La Haye.

Le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a notamment réclaté l'extradition de l'ancien président yougoslave, inculpé pour les atrocités perpétrées au Kosovo.

Inculpé de crimes de guerre et contre l'humanité par le TPI, Slobodan Milosevic est également sous le coup chez lui d'une enquête pour corruption.

Hier en fin de soirée, la télévision publique serbe avait annoncé l'arrestation de Slobodan Milosevic, tandis que l'ancien président yougoslave faisait une apparition devant son domicile, en toute liberté.

Ajoutant à la confusion, des diplomates yougoslaves en poste à Washington ont affirmé au gouvernement Bush que Milosevic avait été arrêté, selon un responsable américain qui avait précisé que la Maison-Blanche préparait un communiqué.

Comme la télévision publique, la radio indépendante B-92 avait elle aussi annoncé vendredi soir l'arrestation de Milosevic, ajoutant qu'il avait été emmené au palais de justice.

La radio privée BK TV avait déclaré, sur la foi de sources gouvernementales, qu'un mandat d'arrêt avait été émis à l'encontre de Milosevic, mais que la police hésitait à l'appliquer par crainte de provoquer un bain de sang.

Luxe et raffinement. Coeurs de rocker...



IS-300

Un sedan sportif pour les connaisseurs qui aiment regarder la concurrence dans leur rétroviseur.

Pendant 48 mois*	Échange ou comptant
453 \$	6000 \$
526 \$	3000 \$
599 \$	0 \$




RX-300

L'utilitaire sport déjà considéré comme la référence.

Pendant 48 mois*	Échange ou comptant
584 \$	6000 \$
657 \$	3000 \$
729 \$	0 \$

Le seul utilitaire sport de sa catégorie recommandé par le CONSUMER REPORTS MAGAZINE - Special Issue 2001

À la conquête de la perfection.  LEXUS

Contactez-nous pour un essai personnalisé.  
120, rue Marais, Québec 683-6565

 Boulevard  
LEXUS TOYOTA

ISRAËL ET TERRITOIRES PALESTINIENS

# Une «Journée de la terre» sanglante

NAPLOUSE, Cisjordanie (d'après AFP et AP) — Des milliers de Palestiniens qui commémoraient la «Journée de la terre» se sont heurtés hier à des soldats israéliens qui ont tué six manifestants et blessé 100 autres, dans la journée la plus sanglante depuis fin décembre en Cisjordanie et à Gaza.

En Israël, plus de 20 000 Arabes israéliens ont cependant marqué dans le calme ce 25<sup>e</sup> anniversaire de la Journée de la terre qui commémore la mort de six Arabes israéliens tués le 30 mars 1976 par l'armée israélienne, lors de manifestations contre des confiscations de terres par l'État juif.

L'Autorité palestinienne de Yasser Arafat a, dans un communiqué, accusé le gouvernement du premier ministre israélien Ariel Sharon d'avoir commis un «crime barbare qui fait honte à l'humanité contre le peuple palestinien pacifique» et a dénoncé «le silence complice» de la communauté internationale.

Cette nouvelle flambée de violences intervient en dépit d'un appel au calme du président améri-

cain George W. Bush qui a sommé jeudi Yasser Arafat de faire cesser la violence. «Le message que j'envoie aux Palestiniens est d'arrêter la violence. Je ne peux pas être plus clair et j'espère que le président Arafat l'entend clairement», a lancé M. Bush.

La direction palestinienne, qui devait répondre hier soir à l'appel de M. Bush, a annulé sa réunion en raison du refus d'Israël d'autoriser une dizaine de ministres et responsables de se rendre de Gaza à Ramallah, en Cisjordanie, où était prévue la rencontre.

**DÉPLACEMENTS INTERDITS**

Le porte-parole de l'administration militaire israélienne a confirmé à l'AFP l'interdiction dont il a voulu réduire la portée.

«Ces autorisations de traverser le territoire israélien ont effectivement été refusées», a-t-il déclaré tout en ajoutant que «cela fait quelque temps déjà qu'Israël n'autorise plus automatiquement le passage de VIP palestiniens à travers son territoire».

Parallèlement, le gouvernement israélien a annoncé hier qu'il était déterminé à poursuivre les opérations militaires contre les Palestiniens, 48 heures après une série de raids meurtriers contre des objectifs dans la bande de Gaza et à Ramallah en Cisjordanie.

«Nous continuerons à frapper ceux qui nous attaquent et ceux qui les envoient», a déclaré la Présidence du conseil dans un communiqué. Les raids israéliens étaient menés en représailles à une série d'attentats meurtriers en Israël.

Dans les territoires occupés, l'armée israélienne s'est retrouvée à nouveau confrontée à une vague de manifestations —alors que l'Intifada prend de plus en plus la forme d'une lutte armée— et a tiré des balles d'acier caoutchoutées et des balles réelles.

Un porte-parole militaire israélien a expliqué que les soldats avaient tiré à balles réelles «après avoir essayé des coups de feu». Mais cela n'a pas été confirmé par des témoins.

Les heurts les plus sanglants se sont déroulés en Cisjordanie.

## L'ONU en difficulté financière

■ NEW YORK, Nations unies (AFP) — La situation financière de l'ONU s'est détériorée en 2000 sous le coup de l'expansion rapide de ses opérations de paix, a déclaré hier un haut responsable. «Franchement, 2000 n'a pas répondu aux prévisions plus optimistes qui semblaient possibles en 1999», a dit Joseph Connor, le secrétaire général adjoint à la gestion. «L'argent liquide a été en baisse, les contributions non payées ont augmenté, les arriérés dus aux États membres ont augmenté», a-t-il, dit lors d'une conférence de presse. De loin, les arriérés les plus importants concernaient le maintien de la paix, avec 1,989 milliard \$, dont 1,144 milliard dus par les É.-U. L'année 2000 a été marquée par la création ou le renforcement des missions de maintien de la paix de l'ONU comme en RDC ou au Timor oriental, Kosovo et Sierra Leone. Ces trois dernières opérations coûtent quelque 500 millions de dollars par an. Le coût total des opérations de paix est passé de 2,064 milliards de dollars en 1999 à 3,409 milliards en 2000, approchant le record de 4,3 milliards atteint en 1994 et 1995. (AFP)

# La justice française veut éviter que Kopp ne soit exécuté

PARIS (AFP) — Le processus d'extradition vers les États-Unis de James Charles Kopp, arrêté jeudi en France, pourrait durer 18 mois, le temps que la justice française s'assure qu'il ne sera pas condamné à mort dans son pays pour le meurtre d'un médecin pratiquant des avortements dont il est accusé.

Hier, on indiquait au ministère de la Justice que la France attendait «les documents par lesquels les É.-U. appuient leur demande d'extradition de James Kopp», et que ceux-ci seraient immédiatement transmis à la Cour d'appel.

James Charles Kopp, 46 ans, est soupçonné d'avoir tué le Dr Barnett Slepian, 52 ans, père de quatre enfants, à son domicile, le 23 octobre 1998. Quatre attaques similaires contre des médecins, dont trois au Canada, qui ont été blessés, ont été commises entre 1994 et 1998.

Si le dossier est jugé suffisamment solide par les magistrats, ce qui semble vraisemblable selon une source judiciaire, ils pourraient émettre un avis favorable «sous réserve» que la peine de mort ne soit ni requise, ni prononcée, ni exécutée contre l'accusé dans son pays.



# VEUT DIRE PAS DE PUCES. TOUTE L'ANNÉE!

Il n'y a pas plus simple. Appliquez aujourd'hui quelques gouttes de Advantage sur la peau de votre animal – avant que la saison des puces ne soit officiellement commencée – puis, poursuivez avec quelques gouttes une fois par mois, et les puces n'auront pas la chance de piquer votre chat, votre chien, et même vous.

Ce qui rend Advantage si efficace, c'est qu'il tue la coupable – la puce adulte assoiffée de sang – et rapidement. Les puces n'ont pas besoin de piquer votre animal pour que Advantage fonctionne, elles meurent au contact en aussi peu que deux heures. Ce qui signifie qu'elles n'ont pas le temps d'irriter votre animal, ou de réinfester votre foyer pendant des oeufs.



Si vous croyez qu'il est trop tôt pour s'inquiéter des piqûres de puces, réfléchissez à ceci: il est temps de commencer la prévention des puces maintenant, avant que la première puce adulte ne pique. Les comprimés combinés à la prévention pour le

ver du coeur n'agissent pas à temps. Ils ne tuent pas les puces adultes avant qu'elles ne piquent, ils ne font qu'empêcher les oeufs de puces d'éclore. La puce continue à vivre et à piquer à répétition en causant à votre animal un malaise continu.

Souvenez-vous: Advantage signifie «Pas de puces! Pas de démangeaisons! Pas de malaise!»

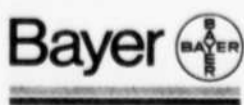
Demandez Advantage à votre vétérinaire, l'expert en matière de bien-être animal, dès maintenant. Vous ferez en sorte de garder votre animal et votre foyer libres de puces toute l'année.



Bayer Inc.  
Agriculture Division  
77 Bedford Road  
Toronto, Ontario M9W 1G6  
Téléphone: 1-888-NO-FLEA-6 (663-5326)  
www.BayerVet.ca/nofleas

Afin d'en savoir plus sur la prévention des puces, téléphonez au 1-888-NO-FLEA-6 (663-5326).

Advantage est une marque déposée de Bayer AG, Bayer Inc., licencié.



**Les folies du printemps**  
Volkswagen au Mont-Sainte-Anne

**Week-end Big Air Knorr**  
31 mars et 1<sup>er</sup> avril  
Compétition de sauts en ski et en surf des neiges de haut calibre. Activités et *band* sur la montagne. Tout un spectacle!

À l'achat d'un billet de remontée au Mont-Sainte-Anne ou en visitant le site [www.mont-sainte-anne.com](http://www.mont-sainte-anne.com) obtenez un bon de rabais de 33% pour votre prochaine visite.

**Participez au concours Les folies du printemps**  
À GAGNER : La location d'une Jetta GLS 2001 pour 1 an (approx. 9500\$)

1 888 827-3434 [www.mont-sainte-anne.com](http://www.mont-sainte-anne.com)

**Doux au palais... comme un agneau**

**Brunch Pascal 16.50\$**  
(demi-prix pour les moins de 12 ans.)

Puisque notre cuisine est fines herbes et aromates, l'agneau du printemps devient une tradition. Du 1er au 21 avril.

**LOUIS HEBERT**  
AUBERGE • RESTAURANT  
CUISINE FINES HERBES ET AROMATES

Informations & Réservations : 525-7812 68, Grande-Allée Est

# Marcos quitte Mexico

MEXICO (AFP) — Le sous-commandant Marcos, chef de la guérilla zapatiste, a quitté Mexico hier matin en direction du Chiapas (sud) en compagnie des autres leaders de son mouvement qui l'avaient accompagné jusqu'à la capitale.

**Un autre pas vers la mise au point d'un accord de paix**

Une caravane de neuf autobus, acclamée par des centaines de sympathisants, a pris la route du Chiapas et devrait arriver dans deux jours au village de La Realidad considéré comme le « bastion » du chef de la guérilla.

Le départ de guérilleros zapatistes a eu lieu deux jours après leur intervention sans précédent devant les députés mexicains au cours de laquelle ils se sont déclarés favorables à une reprise des négociations de paix avec le gouvernement interrompues depuis septembre 1996.

Marcos avait à cette occasion créé la surprise en ne participant pas à cette intervention.

Marcos et ses compagnons étaient arrivés à Mexico le 11 mars après avoir effectué pendant près de 15 jours une « longue marche » de près de 3000 km dans le sud et le centre du Mexique destinée à rassembler leurs partisans.

Un journaliste de l'AFP a pu demander au leader guérillero s'il était content de son séjour à Mexico. « Évidemment », a répondu Marcos.

Lors de leur intervention mercredi devant les députés, les chefs zapatistes ont défendu une loi qui prévoit d'accorder une relative autonomie aux communautés indiennes qui font partie des populations les plus défavorisées du Mexique.

L'approbation de cette loi par le Parlement est une des conditions posées par les Zapatistes

pour reprendre des discussions avec les autorités.

Ils ont également exigé la libération de tous leurs camarades détenus et l'évacuation des camps militaires installés au Chiapas.

## INTERVENTION HISTORIQUE

L'intervention des chefs zapatistes au parlement a été qualifiée d'historique dans la mesure où ils ont occupé pendant plusieurs heures une tribune jusque-là réservée aux présidents mexicains, chefs d'État étrangers, ministres ou parlementaires.

Aussitôt après, une première réunion entre un représentant de la guérilla et le responsable gouvernemental pour le conflit du Chiapas (sud) a confirmé que la voie du dialogue était ouverte.

« Nous avançons d'un pas ferme vers des accords de paix », avait déclaré auparavant le président Vicente Fox qui, depuis son entrée en fonction en décembre dernier, a multiplié les mesures de détente en direction des guérilleros.

La reprise du dialogue avec les zapatistes peut être considérée comme un succès personnel pour Vicente Fox puisqu'il a finalement obtenu gain de cause après avoir imposé une stratégie que sa propre formation politique, le Parti d'action nationale (PAN, conservateur), avait vivement critiquée.

Le président avait entre autres accepté sans réserve la « longue marche » des guérilleros, leur avait donné la bienvenue lors de leur entrée triomphale à Mexico et avait usé de son influence pour qu'ils puissent intervenir au parlement.

## INDIANA Encore un collégien abattu à l'école

Un lycéen de 16 ans a été tué par balle hier sur le stationnement d'une école secondaire de Gary, dans l'Indiana, par un ancien élève de l'étab-

lissement âgé de 17 ans, a indiqué la police. La victime a été atteinte d'une balle en pleine tête, a précisé le chef de la police locale, John Roby. Le présumé tueur « s'est approché de lui, a pointé son arme sur sa tête et fait feu » peu avant 8 h, a ajouté le policier. Il a été appréhendé par la police. Il avait été exclu de l'établissement il y a un an et a été interrogé par la police en présence de ses parents. (AFP)

## Épilation par laser

Des professionnels d'expérience, un environnement médical, des centaines de clients satisfaits. Maintenant deux lasers approuvés par la FDA et Santé Canada.

**PRIX  
IMBATTABLE  
JUSQU'À 70% DE RABAIS\*\***

Permanent  
Sécuritaire  
Rapide  
Confortable  
Très efficace

NOUS TRAITONS ÉGALEMENT LES PEAUX BRONZÉES!



Financement sans intérêt\*  
consultation gratuite

MAINTENANT 4 SUCCURSALES

Séances d'information:

Québec: ..... 5 avril  
Trois-Rivières: ..... 4 avril  
Thetford Mines: ..... 9 avril  
St-Georges de Beauce

**EPI-DERMA**

épilation permanente au laser

LUNDI AU VENDREDI: 9h à 21h  
SAMEDI: 9h à 17h

\*Conditions disponibles à la clinique.  
\*\*Selon la liste de Cohérent jusqu'au 8 avril 2001.

www.epiderma.ca

651-8678 1866-651-8678

Place de la Cité, local 2110

Varices, rendez-vous rapides



Dr Louise Dostie MD, LMCC, CMPC  
Omnipraticienne phlébologue

Certifiée de l'Institut de phlébologie de Houston, au Texas

Membre de la Société canadienne de phlébologie

Clinique médico-esthétique  
Epiderma enr.

651-8678

Place de la Cité, local 2110-A

## SUÈDE

### Un chef d'orchestre qui aime la musique

STOCKHOLM — Un chef d'orchestre suédois d'origine italienne vivait tellement fort l'opéra qu'il dirigeait qu'il s'est, sans même s'en rendre compte, transpercé la main gauche avec sa baguette. « Ça va mieux maintenant et dimanche prochain je dirigerai un concert de Verdi », a déclaré mercredi Giovanni Impellizzeri à l'Associated Press. Il y a deux semaines, Impellizzeri s'est transpercé la main gauche avec sa baguette dans le premier acte de l'opéra Le Pirate de Vincenzo

Bellini au théâtre Vasa de Stockholm. « Je n'ai absolument rien senti. J'ai juste vu la baguette ressortir de ma main et j'ai trouvé ça amusant », a déclaré le chef d'orchestre âgé de 70 ans. « Je l'ai ensuite très vite retirée. J'avais peur que le sang ne gicle partout, mais il n'a rien été. Alors que je me suis dit que je pouvais continuer à diriger. J'ai léché la plaie et l'orchestre n'a rien remarqué. Assez curieusement, je ne me suis même pas évanoui et cela ne me faisait pas mal du tout ». À l'entracte, Impellizzeri s'est fait désinfecter et bander la main par une infirmière qui assistait au spectacle et est retourné au travail. Impellizzeri qui vit en Suède depuis 30 ans est né à Catane, la ville de Sicile où est également né Bellini. (AP)

# LA MENTE EN VENTE

# LA MENTE EN VENTE!



**Panasonic**  
Camera vidéo  
• VHS  
• Zoom 150 X  
• Lumière intégrée  
• Viseur couleur  
• Adapteur VHS inclus

**397\$\***  
Rég. 499\$



**Technics**  
Lecteur laser 5 disques  
**127\$\***  
Rég. 199\$



**KENWOOD**  
Mini chaîne AM-FM Laser  
• Lecteur 3 disques, double cassettes  
• Puissance totale de 260 watts

**277\$\***  
Rég. 399\$



**KENWOOD**  
Laser portatif  
• Écouteur inclus  
• Accessoire pour auto inclus  
• 40 secondes anti choc

**87\$\***  
Rég. 129\$



**TOSHIBA**  
Lecteur DVD/CD  
• Télécommande  
• Sortie vidéo composite  
• Sortie numérique compatible Dolby numérique et DTS

**297\$\***  
Rég. 349\$

3 DVD Gratuit + 10 locations  
Club VIDEO ECLAIR



**SONY**  
Vidéo 4 têtes Hi-Fi  
• VCR + Gold  
• Affiche la piste des programmes enregistrés

**227\$\***  
Rég. 299\$



**Video Zenith**  
• Vidéo 2 têtes  
• Entrée A/V  
• Télécommande

**97\$\***  
Rég. 129\$



**Vidéo Zenith Hi Fi**  
• Vidéo 4 têtes Hi Fi  
• Entrée A/V  
• Télécommande

**127\$\***  
Rég. 169\$

Présentez-vous à La Clef de Sol et obtenez gratuitement des coupons pouvant aller jusqu'à **300\$** de RABAIS à l'achat d'électroménager(s) à prix régulier en magasin chez **CIRBEIL** La spécialiste de l'électroménager!

5050, boul. Wilfrid Hamel Québec G2E 5X5 • Tél. : (418) 864-7844



**25 po Stéréo**  
zenith  
Téléviseur 25 po Stéréo  
• Télécommande

**347\$\***  
Rég. 399\$

QUÉBEC 840, rue Bouvier  
627-0840

**La clef de sol**

Photos à titre indicatif. Ne peut être jumelé à aucune autre promotion.  
\* Les coupons rabais ne sont pas applicables sur les articles annoncés

www.clefsol.qc.ca clefsol@riq.qc.ca